

CHOC EN CORÉE DU SUD APRÈS LE NAUFRAGE D'UN FERRY

INTERNATIONAL – LIRE PAGE 3



Les ambitions de l'antieuropéen Nigel Farage

INTERNATIONAL – LIRE PAGE 5



RÉSERVE PRIVÉE POUR VIE SAUVAGE

FRANCE – LIRE PAGE 9

Dimanche 20 - Lundi 21 avril 2014 - 70^e année - N°21541 - 2 € - France métropolitaine - www.lemonde.fr -

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directrice : Natalie Nougayrède

Affaibli, François Hollande lie son destin à la baisse du chômage

■ Le président tente de parer les effets désastreux de la démission d'Aquilino Morelle, son conseiller politique

Tout un pan de l'édifice est déjà à terre. Quinze jours à peine après avoir entièrement remanié son dispositif général, c'est l'un de ses murs porteurs qui vient de s'effondrer brutalement. La démission, vendredi 18 avril, d'Aquilino Morelle, son conseiller politique, accusé par Mediapart d'un possible conflit d'inté-

rêts avec l'industrie pharmaceutique quand il était en poste à l'Inspection générale des affaires sociales, place une fois de plus François Hollande dans une position des plus inconfortables.

Cette affaire délétaire intervient au pire moment pour le chef de l'Etat. Ce vendredi, M. Hollande avait prévu de faire son

retour sur la scène politique nationale, avec sa première visite de terrain en province depuis la lourde défaite encaissée par son camp aux municipales, fin mars, et le remaniement gouvernemental qui s'en est suivi. Mais le déplacement présidentiel au centre de recherche Michelin de Clermont-Ferrand a été totalement

occulté par l'affaire Morelle. Et le président s'est finalement résolu à répondre aux journalistes après avoir tout fait pour esquiver leurs questions.

BASTIEN BONNEFOUS ET THOMAS WIEDER
► LIRE LA SUITE PAGES 6-7
ET LA CHRONIQUE DE CLAIRE GUÉLAUD
DANS LE CAHIER ÉCO, PAGES 8

La réélection contestée du président Bouteflika

■ L'opposition dénonce des fraudes et annonce un « combat politique »

Sans surprise, Abdelaziz Bouteflika sort vainqueur, dès le premier tour, de l'élection présidentielle en Algérie, avec 81,5 % des suffrages. Il obtient ainsi un quatrième mandat. Son principal rival, l'ancien premier ministre Ali Benflis, qui a obtenu 12,1 % des votes selon les résultats officiels, dénonce la fraude. M. Benflis appelle à un « rassemblement patriotique au service de la République ».

La carrière de M. Bouteflika est chaotique, à l'image de l'histoire du pays. Né en 1937 au Maroc, il a été pendant seize ans ministre des affaires étrangères. Elu à la présidence une première fois, en 1999, il n'hésitait pas alors à proclamer : « Je suis l'Algérie ! » ■

LIRE PAGE 2 ET LE PORTRAIT PAGE 17

ÉCONOMIE

En Chine, EDF mise aussi sur les centrales au charbon

Le groupe EDF a annoncé, vendredi 18 avril, la création, avec l'électricien China Datang Corporation (CDT), d'une coentreprise chargée de la construction et de l'exploitation, à partir de 2016, d'une centrale à charbon dans le Jiangxi, au sud-est de la Chine. Ce sera la première installation recourant à une technologie spéciale, moins polluante, qu'EDF entend développer. Le groupe a choisi de ne pas concentrer toute son activité en Chine sur le nucléaire.

LIRE CAHIER ÉCO PAGE 4



LE VATICAN DE FRANÇOIS : CONTINUITÉ OU RUPTURE ?

■ Comment le nouveau pape reprend l'héritage de Jean Paul II sur les droits de l'homme et le respect absolu de la vie

LIRE DÉBATS PAGE 15

■ En France, le président de la Conférence des évêques, Mgr Pontier, appelle les catholiques à « s'inscrire dans le débat démocratique »

LIRE L'ENTRETIEN PAGE 8

Le pape François, à Rome, vendredi 18 avril. A. TARANTINO/AP

TÉLÉVISION

L'impact des séries

► « Les Experts », « Plus belle la vie », « Engrenages »... Achetées à l'étranger ou produites en France, les séries forgent l'image des chaînes

SUPPLÉMENT



MUSIQUE

Succès grandissant pour le « Disquaire Day »

La fête des magasins de disques, imaginée fin 2007 par une poignée de disquaires américains, joue sa 7^e édition, un peu partout dans le monde. Il s'agit de proposer des vinyls rares et inédits, couplés à des concerts. Reportages à Londres, New York, Rio et Tokyo.

LIRE PAGE 10

La tache sur la « République exemplaire »

Les mois d'avril sont décemment funestes pour François Hollande. Vendredi 18 avril, Aquilino Morelle, soupçonné de conflit d'intérêts pour des faits qui remontent à 2007, a démissionné de ses fonctions de conseiller politique du président de la République. Un an plus tôt, après des mois de mensonges, l'ancien ministre du budget, Jérôme Cahuzac, avait été contraint de reconnaître qu'il détenait

ÉDITORIAL

bien un compte bancaire en Suisse et avait fraudé le fisc.

Les deux affaires ne sont pas de même nature. Et l'électrochoc politique suscité par les agissements supposés de M. Morelle n'est pas de même ampleur que la déflagration provoquée par le scandale Cahuzac. Mais voilà la « République exemplaire » de M. Hollande de nouveau entachée par une affaire qui tombe au pire moment. Le président vient de tout remanier – le gouvernement, l'Elysée, le Parti socialiste – et le premier ministre vient d'annoncer un plan d'économies qui rend d'autant plus inacceptables des comportements d'enfant gâté, de privilégié.

Les faits sont édifiants. Ils remontent à 2007, cinq ans avant que M. Morelle devienne conseiller politique du président. Il est soupçonné par une enquête de Mediapart d'avoir touché, cette année-là, 12500 euros d'un laboratoire danois, Lundbeck, alors même qu'il était en poste à l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS).

M. Morelle reconnaît ce « contrat ponctuel » mais affirme qu'« à aucun moment [il n'a] été en situation de conflit d'intérêts ». Mais il n'a pas retrouvé trace de la déclaration de ce « ménage », qu'il aurait faite auprès de l'IGAS. Et l'organisme nie catégoriquement lui avoir donné la moindre autorisation.

De surcroît, en janvier 2011, M. Morelle s'était bâti une image de « chevalier blanc », en corédigeant le rapport de l'IGAS qui avait mis en cause le laboratoire Servier dans le scandale du Mediator.

Dans la revue *Esprit* (mai 2011), il notait que les « confusions d'intérêts font largement partie de stratégies de lobbying de l'industrie pharmaceutique auprès des pouvoirs publics ». « Les conflits d'intérêts n'ont pas été traités avec assez de rigueur. Il faudrait prévoir des sanctions en cas de non-déclaration », ajoutait-il.

Paroles d'expert, hélas !

Les accusations qui visent M. Morelle ne relèvent pas du domaine pénal. La loi relative à la transparence de la vie publique date du 11 octobre 2013. Elle oblige, en l'espèce, les membres des cabinets ministériels et les collaborateurs du président de la République à adresser « une déclaration de situation patrimoniale et une déclaration d'intérêts » à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique. Cette dernière a indiqué, vendredi, qu'elle allait étudier les dites déclarations de M. Morelle.

A l'évidence, le conseiller élyséen a fait preuve d'un manque de la réaction de M. Hollande qui a accepté « immédiatement », sans tergiverser, la démission de M. Morelle.

Mais, comme dans l'affaire Cahuzac, même à un moindre degré, on ne peut que déplorer que le président ne se soit pas assuré de la probité de ceux qui l'entourent. Sauf à nourrir la suspicion toujours plus grande à l'égard des responsables publics, ceux-ci devraient être exemplaires. Et le chef de l'Etat en être le garant. ■

25 – 27 avril
12h – 20h
Brussels Expo
www.artbrussels.com

ART BRUSSELS

Abdelaziz Bouteflika réélu dès le premier tour

L'opposition conteste le taux de participation de 51,7 % ainsi que le score du président sortant, élu avec 81,5 % des voix

Alger
Envoyée spéciale

Ni les tensions, ni les appels au boycottage, ni la concurrence, ni la maladie n'ont fait dévier la trajectoire électorale d'Abdelaziz Bouteflika, grand vainqueur de l'élection présidentielle algérienne avec 81,5 % des suffrages exprimés, selon les résultats provisoires fournis vendredi 18 avril par le ministre de l'intérieur, Tayeb Belaiz.

Son principal rival, Ali Benflis, arrive loin derrière, avec 1,2 million de votants, soit 12,1 % des suffrages. Quatre autres « petits » candidats sont littéralement écrasés. Premier commentaire préventif du ministre de l'intérieur : « Celui qui gagne dit que c'est une élection propre et transparente, celui qui perd va dire qu'il y a eu tricherie, il s'agit là de la nature humaine. »

Sur les 11 millions d'Algériens qui se sont rendus aux urnes, très exactement 8 332 595 ont glissé un bulletin au nom du chef de l'Etat, qui inaugure ainsi un quatrième mandat de cinq ans conforme aux trois précédents : au pouvoir depuis quinze ans, M. Bouteflika avait été élu avec 75,4 % des voix en 1999, 85 % en 2004, 90,2 % en 2009.

Mis à part « quelques troubles » et « certaines mains de l'étranger qui ciblent la sécurité et la paix en Algérie », le scrutin s'est déroulé au terme d'une campagne « normale » et « ordinaire », a souligné M. Belaiz.

« Retenez ceci : mon échec a été préparé, planifié et organisé »

Ali Benflis

ancien premier ministre, candidat à la présidentielle

Le taux de participation, qui s'élève à 51,7 %, est certes en baisse, mais il s'agit d'un « phénomène mondial », a poursuivi le ministre de l'intérieur devant la presse, avant de défendre les résultats annoncés par ce vibrant éloge : « Abdelaziz Bouteflika a mené l'Algérie au septième ciel ou au huitième s'il en existait, vous pouvez examiner son bilan ! »

Fraude, ont répondu ses opposants. « Il n'y a pas eu d'élections, ce dont il s'est agi ce 17 avril, c'est d'une répartition administrative de suffrages entre les candidats », a réagi Ali Benflis depuis son QG de campagne en exhibant un procès-verbal de dépouillement vierge mais déjà signé. « Les PV ont été préparés. » « Retenez ceci, a-t-il accusé. Mon échec a été préparé, planifié et organisé par une coalition qui porte trois noms : la fraude, l'argent douteux et certains relais médiatiques inféodés aux puissances détentrices de cet argent douteux. » Chacun y va de son exemple pour dénoncer un scrutin qu'il juge trafiqué.



Annnonce des résultats de la présidentielle par le ministre de l'intérieur, Tayeb Belaiz, vendredi 18 avril, à Alger. SIDALI DJARBOUB/AP

« Avec 51 % de participation, il aurait fallu qu'un votant passe toutes les trois minutes dans les bureaux de vote et nous sommes très loin d'avoir constaté cette affluence, c'est impossible », tranche Abderrazak Makri, secrétaire général du Mouvement social

pour la paix, le principal parti islamiste issu des Frères musulmans, membre d'une coordination de partis qui avait appelé au boycottage du scrutin.

La forte participation dans le sud du pays, jusqu'à 82 % à Relizane, concentre toutes les critiques,

notamment à Ghardaïa (55,3 %), dans la vallée du Mzab, théâtre de violentes émeutes depuis des mois. Ici, comme partout, Abdelaziz Bouteflika est arrivé en tête, malgré une campagne houleuse qui avait vu ses meetings menés par ses représentants chahutés.

« On savait que ce serait une supercherie », déclare Amira Bouraoui, l'une des figures du collectif Barakat, qui avait également milité pour convaincre les Algériens de ne pas participer à une élection décrite comme une « mascarade ». Vendredi, cette gynécologue de

38 ans s'inquiétait des prêches entendus ce même jour dans les mosquées. « Visiblement, les imams ont reçu des instructions pour dire que le peuple avait voté pour la stabilité et qu'il ne fallait pas suivre ce que disent les intellectuels, assure-t-elle. C'est fou ! L'Etat utilise la religion. Ils l'avaient déjà fait une fois et ça a mal tourné. »

Dans une déclaration lue par Abdelmalek Sellal, le directeur de campagne du président, le camp Bouteflika s'est félicité de « la maturité du peuple algérien qui a su barrer la route aux aventuriers et aux comploteurs ».

« M. Bouteflika a mené l'Algérie au 7^e ciel, ou au 8^e s'il en existait, vous pouvez examiner son bilan ! »

Tayeb Belaiz
ministre de l'intérieur

Pour tous les opposants au quatrième mandat, le combat politique, disent-ils, ne fait cependant que commencer et c'est sans doute l'une des différences majeures avec les élections précédentes, où l'apathie semblait l'emporter.

« Avant, les élections se passaient dans un silence atroce, mais, aujourd'hui, quelque chose est né : la contestation », se réjouit Amira Bouraoui, dont le collectif a déjà annoncé son intention de se transformer en plate-forme politique et de s'atteler à la rédaction d'une nouvelle Constitution.

La Coordination des boycotteurs devait se réunir de son côté dès samedi. « Cette mascarade électorale va être une nouvelle étape pour l'opposition », assure Abderrazak Makri.

Sans prononcer le mot de « parti », Ali Benflis a, pour sa part, annoncé la formation d'un « cadre politique » et appelé à un « grand rassemblement patriotique au service de la République ». « L'impasse dans laquelle le système politique a conduit le pays commande inéluctablement le changement, a déclaré l'ancien premier ministre. Bientôt, je vous annoncerai la forme et le contenu de ce combat politique. »

Des contacts se nouent dans les rangs des opposants, bien loin encore cependant de former un front uni. Mais, à la différence du scrutin présidentiel de 2004, lors duquel M. Benflis s'était déjà présenté une première fois, obtenant le score humiliant de 6,4 % contre 85 % pour M. Bouteflika, une nouvelle solidarité semble émerger.

Vendredi, les caricatures reprenaient de plus belle sur les réseaux sociaux avec pour objet principal le fauteuil roulant dans lequel le président Bouteflika s'est présenté le jour du vote. ■

ISABELLE MANDRAUD

La gêne de Paris et le silence des Occidentaux dictés par la realpolitik

LA FRANCE A RÉAGI avec une extrême prudence à la réélection du président algérien Abdelaziz Bouteflika. Dans un bref communiqué, diffusé vendredi 18 avril dans la soirée, l'Elysée s'est contenté de « prendre acte » du résultat, décrypte sobrement un influent haut fonctionnaire. Le texte se garde bien de féliciter le chef de l'Etat algérien et se contente de lui souhaiter « le plein succès dans l'accomplissement de sa haute mission ».

On peut difficilement faire plus lénifiant. Malgré l'embarras suscité par le score soviétique de M. Bouteflika, la retenue française est dictée par la volonté de ne pas jeter de l'huile sur le feu d'une relation toujours empreinte d'émotion et de susceptibilité. « Quoi qu'on dise, on prend tou-

jours des coups : ou bien on nous accuse d'ingérence, ou bien on fusille notre indifférence », relève avec résignation un diplomate.

À l'Elysée comme au Quai d'Orsay, tout le monde a encore en mémoire le récent tollé suscité en Algérie par une boutade de François Hollande. Le chef de l'Etat avait déclaré, le 16 décembre 2013, sur le ton de la plaisanterie que Manuel Valls, à l'époque ministre de l'intérieur, était rentré d'Algérie « sain et sauf », faisant allusion à l'état de santé déclinant du président algérien. « C'est déjà beau-coup », avait-il ajouté. Le propos avait provoqué une minicrise diplomatique et M. Hollande s'était ensuite empressé d'exprimer ses « sincères regrets ».

Pourtant, le président, qui ne

manque jamais de rappeler qu'il a effectué son stage de l'ENA à Alger, s'est efforcé de donner un nouvel élan aux relations franco-algériennes, passablement tendues sous

Aux yeux des Européens, l'Algérie joue un rôle-clé dans la lutte contre le terrorisme islamiste au Sahel

Nicolas Sarkozy. Sept mois après son arrivée à l'Elysée, il s'est rendu en Algérie, en décembre 2012, pour une visite d'Etat placée sous le signe de la « normalisation » des relations franco-algériennes.

À Paris comme ailleurs, nul ne se faisait d'illusions sur l'issue du scrutin algérien. John Kerry, le secrétaire d'Etat américain, avait déjà quasiment adoubé le président Bouteflika, en se rendant à Alger, début avril, sans rencontrer le principal candidat de l'opposition, Ali Benflis. L'enlissement des « printemps arabes » est passé par là. Désormais, « la priorité des Occidentaux dans la région, c'est la stabilité », note Camille Grand, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS).

L'Union européenne n'a pas marqué davantage d'intérêt pour le résultat de vendredi. Bruxelles a d'ailleurs manifesté un évident manque d'enthousiasme pour cette étrange élection, et avait refusé d'y jouer les observateurs afin de

ne pas cautionner de manière trop visible ce scrutin. La demande d'Alger pour obtenir une mission d'observation serait parvenue trop tard, à en croire les services de la haute représentante de la diplomatie européenne, Catherine Ashton.

La discrétion bruxelloise s'explique par d'autres raisons. Engagé sur de nombreux fronts – l'Ukraine, le nucléaire iranien ou encore la négociation entre la Serbie et le Kosovo –, le Service pour l'action extérieure (SEAE) tente aussi d'affronter les dossiers syrien et égyptien, sans évoquer les missions au Mali et en Centrafrique... « Autant dire qu'avec tout cela on peut aisément oublier l'Algérie », ironise un haut fonctionnaire.

Les rapports avec le régime algérien sont surtout empreints de

realpolitik : troisième fournisseur énergétique de l'Union – une donnée fondamentale alors que les rapports avec la Russie se compliquent –, l'Algérie vend aux Européens un tiers du gaz qu'ils consomment.

Elle joue aussi, aux yeux de Bruxelles, un rôle-clé dans la stabilisation de la région, ainsi que dans la lutte contre le terrorisme islamiste au Sahel. Elle peut, enfin, aider au contrôle des flux migratoires vers le sud de l'Union.

Washington s'en est tenu au même silence gêné que Bruxelles après l'annonce, vendredi, de la réélection de M. Bouteflika dès le premier tour. ■

YVES-MICHEL RIOLS
ET JEAN-PIERRE STROOBANTS
(BRUXELLES, BUREAU EUROPÉEN)

L'ONU débordée par les affrontements ethniques au Soudan du Sud

L'attaque du camp de réfugiés de Bor par des forces loyalistes a fait au moins 58 morts

Johannesburg
Correspondant régional

Dans le camp de l'ONU surpeuplé de Bor, dans le centre du Soudan du Sud, c'est le moment que chacun redoutait depuis des mois. Quand des « manifestants » loyalistes (pro-gouvernement), jeudi 17 avril, ont approché de l'enceinte de terre et de barbelés qui protège les 5 000 habitants de la ville confinés à l'intérieur depuis quatre mois sous la protection du contingent onusien, chacun a su que quelque chose de terrible était sur le point de se produire.

« On les a entendus arriver vers 11 heures du matin. Ils criaient. Ils venaient pour tuer. Du sang allait être versé, c'était certain, avant même qu'ils attaquent », explique le révérend William Tut Diet, l'un des responsables de la communauté des réfugiés vivant dans le camp de « protection des civils », à la sortie de la ville, près de l'aéroport. Il y a eu des tirs de sommation, des casques bleus tentant de repousser ces « manifestants ». Sans le moindre effet. « Certains avaient des chemises d'uniforme, d'autres étaient en civil, mais tout était bien organisé : ils ont attaqué par plusieurs points à la fois », détaille le révérend, joint par téléphone.

La majorité des civils réfugiés dans le camp en sont désormais les prisonniers involontaires : impossible d'en sortir sans se faire tuer. Ils appartiennent à l'ethnie Nuer. Les soldats et les miliciens qui tiennent Bor sont, eux, des Dinka. Des massacres touchant les Dinka de tout âge, des deux sexes, ont eu lieu à Bor. Désormais, chaque Nuer est considéré par les soldats dinka comme un rebelle ou un massacreur en puissance.

Dans la base de Bor, on craignait donc depuis longtemps une attaque. Un long rempart en terre avait été érigé en janvier par les casques bleus indiens avec leurs bulldozers. Cela permettait aussi d'éviter que des soldats puissent tirer sur la population civile à l'intérieur, mais cela n'a pas suffi à contenir les assaillants. « Ils ont escaladé la protection, enjambé les barbelés et fait irruption par plu-

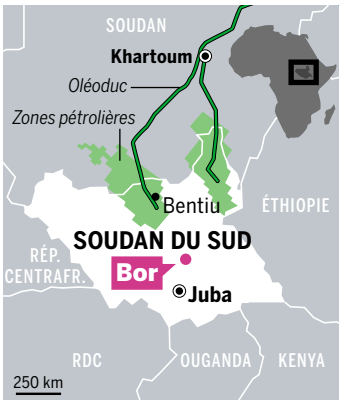
La longue saison des pluies risque de déclencher une catastrophe humanitaire gigantesque

seurs endroits à la fois en commençant à tirer sur nous, alors que les casques bleus tiraient eux aussi pour nous défendre », raconte encore le révérend Tut Diet.

Les attaquants, jeudi, étaient armés et devaient bénéficier de l'accord, sinon de l'appui, des autorités locales, appartenant au camp loyaliste, celui du président Salva Kiir. Sans cet accord, ils n'auraient pu organiser cette « manifestation », ni approcher du camp des Nations unies, dont l'accès est défendu et contrôlé par des barrières de l'Armée de libération des peuples du Soudan (SPLA). Les loyalistes, depuis des mois, affirment que des rebelles se cachent parmi la foule des civils dans le camp.

L'enceinte est divisée en plusieurs parties : une zone est réservée au personnel de l'ONU qui vit et travaille en effectif réduit. En cas d'invasion, un dernier périmètre à l'intérieur, formé de conteneurs, constitue le « donjon » du camp, celui dans lequel personnel onusien et casques bleus indiens, népalais et sud-coréens, doivent se replier en dernier recours.

Une troisième partie, la plus vas-



te, a été organisée à la hâte en site d'accueil lorsque les violences ont commencé, à la mi-décembre, et que des civils sont venus se réfugier ici. À l'origine, on y trouvait toutes les ethnies. Mais la rivalité politique entre le président Kiir et ses ennemis, regroupés autour de l'ex-vice-président Riek Machar, a effectué son tri. Dans Bor, on a d'abord tué des Dinka, dont c'est la ville emblématique.

En fonction des renversements de situation, des vengeances ont eu lieu. Courant décembre 2013, les habitants du camp ont même participé au pillage général de la ville. Dans l'enceinte de l'ONU, les familles s'entassaient dans des conditions terribles d'insalubrité, compte tenu du manque d'espace.

Mais, entre les tentes de fortune, on trouve des générateurs, des téléviseurs, de petits cyber-cafés. « Pendant des semaines, je ne me nourrissais que de corn-flakes, mais, dans le camp, ils mangeaient bien mieux que moi avec ce qu'ils rapportaient des stocks de la ville », reconnaissait en janvier l'un des personnels onusiens restés sur place. Cette période est terminée : les stocks de vivres ont été annihilés.

La ville est depuis janvier sous le contrôle de loyalistes, qui ne cessent d'affirmer que les habitants du camp, en majorité des Nuer, à l'instar de Riek Machar, cacheraient des rebelles parmi eux.

Vendredi, les Nations unies ont fait le compte : « Quarante-huit cadavres, dont des enfants, des femmes et des hommes, ont été retrouvés dans la base. Les corps de dix attaquants ont été trouvés à l'extérieur de la base. Le nombre total de tués est de 58, mais ce nombre pourrait augmenter, car plus de cent personnes ont été blessées, certaines très grièvement », a déclaré Toby Lantzer, coordinateur de l'ONU au Soudan du Sud. Vendredi soir, le conseil de sécurité a condamné cette attaque ainsi que celle des rebelles contre la ville de Bentiu, lundi, et affirmé que le fait d'attaquer des civils et des casques bleus « peut constituer un crime de guerre ».

Dans le camp, les morts à peine comptés, il a fallu s'organiser pour les enterrer à l'extérieur de l'enceinte, alors que les survivants ne peuvent faire un pas dehors.

Près de 70 000 personnes vivent sous la protection de l'ONU au Soudan du Sud, jusque dans la capitale, Juba, dans des conditions qui ne feront qu'empirer, alors que commence la longue saison des pluies, qui risque de déclencher une catastrophe humanitaire gigantesque.

Les premières pluies, récemment, ont d'abord donné le signal de nouvelles offensives. Au cours du mois écoulé, les rebelles de Riek Machar avaient annoncé s'apprêter à faire mouvement en direction des champs pétroliers de l'Etat d'Unité. Lundi, ils ont pris Bentiu, toute proche des zones exploitées par les compagnies pétrolières. Les employés de ces compagnies (la chinoise CNPC, l'indienne OVL et la malaisienne Petronas) ont été invités à évacuer les sites au plus vite. ■

JEAN-PHILIPPE RÉMY

La Corée du Sud en état de choc après le naufrage du ferry « Sewol »

Le bilan pourrait dépasser 300 morts. Le capitaine a été arrêté pour avoir quitté le navire en perdition

Après la disparition du vol MH370 de la Malaysian Airlines le 8 mars, l'Asie vit un nouveau drame en direct. Le naufrage, mercredi 16 avril, du ferry sud-coréen *Sewol* a causé le décès – rendu officiel – de 28 passagers. Mais le bilan final pourrait dépasser les 300 morts : 174 passagers ont été sauvés, mais 278 passagers étaient encore portés disparus samedi, prisonniers de l'énorme carcasse de métal, qui a coulé à une vingtaine de kilomètres des côtes.

La Corée du Sud est sous le choc après ce drame qui a touché majoritairement des enfants. Sur les 475 personnes à bord, 362 sont des lycéens en voyage scolaire sur l'île de Jeju. Le directeur adjoint du lycée Danwon d'Ansan (sud de Séoul), qui avait survécu au naufrage, s'est suicidé par pendaison vendredi sur l'île de Jindo où sont réunies les familles des victimes.

Ces dernières n'ont pas perdu l'espoir que l'on retrouve des survivants. Plusieurs naufragés ont en effet téléphoné et envoyé des textos à leurs proches, après le chavirage, pour expliquer qu'ils s'étaient réfugiés dans les plus grandes pièces étanches du navire en attendant de l'aide. Les opérations de secours mobilisent 500 plongeurs et trois grues flottantes géantes. Mais à mesure que les heures passent, l'espoir s'amenuise. La météo et les courants violents entravent les recherches. Samedi matin, des plongeurs ont atteint l'épave et vu trois corps flotter dans une cabine de passagers, sans pouvoir les remonter à la surface. Les garde-

Plusieurs naufragés ont téléphoné après le chavirage pour dire qu'ils s'étaient réfugiés dans les plus grandes pièces étanches du navire

côtes disent n'avoir entendu aucun son émaner de la coque du navire. Des filets ont été installés tout autour de l'épave du *Sewol* afin d'empêcher d'éventuels cadavres de dériver.

Alors même que le bilan définitif de la catastrophe n'est pas encore établi, de graves accusations visent l'équipage du navire, qui se montait à une vingtaine de personnes et dont la moitié a disparu. Au moment du choc qui a causé le naufrage, le commandant de bord, Lee Joon-Seok, 69 ans, n'était pas à la barre. C'est son commandant en second qui tenait la barre. D'après les rescapés, l'équipage a intimé l'ordre aux passagers de rester immobiles dans leurs cabines, alors que le bateau s'inclinait dangereusement. La plupart des lycéens ont obéi avec discipline, mais se sont rapidement retrouvés prisonniers, le sol glissant et incliné les empêchant de sortir des cabines. Les personnes secourues saines et sauvées sont celles qui ont fui les cabines et ont pu sauter par-dessus bord avant que le bateau se retourne complètement.

Mais, contrairement aux ordres qu'elle avait donnés aux passagers, la direction de l'équipage a fui le *Sewol* rapidement. Le capitaine et deux autres membres de l'équipage ont été arrêtés. Lee Joon-Seok fait face à cinq accusations, dont celle de négligence et de violation du droit de la mer, a précisé l'agence nationale Yonhap. Pour se justifier, le capitaine a expliqué samedi : « A ce moment-là [pendant les quarante minutes après le choc], les bateaux de secours n'étaient pas arrivés. Il n'y avait pas non plus de bateaux de pêche, ou d'autres embarcations pour aider. Les courants étaient vio-



Samedi 19 avril, des sauveteurs sud-coréens naviguent autour des bouées qui signalent l'emplacement où a coulé le ferry « Sewol ». AP/LEE JIN-MAN

lents et l'eau était très froide dans cette zone. J'ai pensé que les passagers seraient emportés et se trouveraient en difficulté s'ils évacuaient dans le désordre, sans gilet de sauvetage. Et ça aurait été la même chose avec un gilet de sauvetage. »

La Corée du Sud a décrété un deuil national depuis mercredi. Toutes les célébrations festives ont été annulées et les émissions de divertissement remplacées par

des images du drame sur les chaînes de télévision. Les deux principaux partis politiques – Saenuri, le parti conservateur, et le Parti démocrate unifié – ont également imposé une suspension de la campagne pour les élections régionales et municipales prévues en juin.

Quatrième puissance asiatique, la Corée du Sud est sous le choc, et les internautes expriment leur colère et leur désarroi sur les

réseaux sociaux : « Quel est l'intérêt d'avoir l'Internet le plus rapide du monde, les smartphones les plus cool, les meilleurs chantiers navals, lorsqu'on n'est pas capables de sauver nos enfants ? », interroge un internaute sur un portail très populaire. « Je pensais que notre pays était plus développé que l'Indonésie ou le Bangladesh. J'avais peut-être tort », renchérit un autre. ■

SERVICE INTERNATIONAL

« PASSIONNANT ! » ★★ ★ STUDIO CINÉ LIVE

« UN FILM QUI ALLIE INTIMEMENT CINÉMA ET ÉCOLOGIE. » POLITIS

ZADIG FILMS PRÉSENTE présentent

la ligne de partage des eaux

Après LE TEMPS DES GRÂCES
le nouveau film de DOMINIQUE MARCHAIS

inRockuptibles

www.filmduosange.fr

AU CINÉMA LE 23 AVRIL

Le Donbass ignore la « désescalade » prévue par l'accord de Genève

Kiev cherche à nouer un dialogue avec les séparatistes de l'est ukrainien

Reportage

Sloviansk, Donetsk (Ukraine)
Envoyés spéciaux

La « République populaire de Donetsk » n'a que faire des compromis de papier. Demandez donc au « commandant Iouri », gardien de la frontière septentrionale de cette entité autoproclamée à l'est de l'Ukraine. « *Depuis quand ces messieurs de Genève se préoccupent des mineurs du Donbass ?* », grince cet ouvrier au chômage, propulsé responsable du barrage au nord de Sloviansk. « *Nous n'obéissons qu'à nous-mêmes, pas même à Sergueï Lavrov.* »

L'accord signé jeudi 17 avril sur les rives du lac Léman par le ministre russe des affaires étrangères et ses homologues des Etats-Unis, de l'Ukraine et de l'Union européenne devait conduire à une désescalade. Il prévoyait la libération des bâtiments occupés dans tout le pays, ainsi que le désarmement des groupes d'autodéfense. Mais ce compromis, arraché en Suisse, ressemble à tant de lois votées à Kiev : sans impact sur la réalité. Genève paraît mort avant d'avoir vécu. Les séparatistes, à Donetsk, ont fait savoir qu'ils ne se sentaient pas engagés par son contenu.

« *La dernière fois que les Occidentaux ont signé un accord avec l'Ukraine, c'était pour organiser avec Viktor Ianoukovitch une élection présidentielle anticipée. Le lendemain, le président a été renversé par les fascistes de Kiev. Comment aurions-nous confiance ?* » Dirigeant depuis 1994 d'un Parti communiste local moribond, Anatoli Khmelevoï est désormais l'un des chefs du conseil de Sloviansk. Depuis l'opération spéciale conduite par un commando armé professionnel, le 12 avril, la ville est la seule dans la région que les séparatistes et leurs soutiens russes tiennent intégralement.

M. Khmelevoï y défend un projet urgent : interdire la vente d'alcool entre 20 heures et 10 heures. Mais ce n'est qu'une « proposition », s'empresse-t-il de préciser. A qui compte-t-il la soumettre ? Qui décidera ? Les insurgés de Donetsk, ceux-là mêmes qui prévoient la tenue d'un référendum sur la souveraineté de la région d'ici au 11 mai ? Ou bien les combattants russes ou criméens qui ont pris la ville ?

Leur présence, que l'on devine aux abords de l'immeuble des services secrets (SBU), n'est pas suffisante pour assurer l'ordre. Outre le problème – réel – de l'alcool, Sloviansk et ses quelque 100 000 habitants vivent dans une tension sourde qui ne relève guère d'une désescalade : ceux qui osent se plaindre disent avoir peur de sortir la nuit. Surtout, les miliciens prorusses veillent, dans une paranoïa des infiltrations et des attaques de leurs ennemis, indistinctement qualifiés de membres de Pravyi Sektor, la composante ultranationaliste de la révolution de Maïdan. Régulièrement, on annonce la découverte de mines ou la capture de « fascistes ». On ne les montre pas.

Conscient du faible impact des palabres internationales sur le terrain, le gouvernement de Kiev cherche, laborieusement, à bouger. Quitte à traiter en interlocuteurs ceux qu'elle qualifiait hier de « terroristes ». Ioulia Timochenko était à Donetsk, vendredi 18 avril, le corps atteint, la verve intacte. Au lendemain de l'accord de Genève, l'ancienne première ministre, au

Sloviansk vit dans une tension sourde : les quelques habitants qui osent se plaindre disent avoir peur de sortir la nuit

bras d'un garde du corps, s'est montrée sous trois visages favorables : celui de médiatrice, œuvrant pour la réconciliation nationale ; celui de l'organisatrice de la résistance contre l'« agression russe » ; celui de la candidate à la présidentielle du 25 mai, « *qui ne doit pas être repoussée d'un seul jour* ».

Ioulia Timochenko voulait inaugurer, devant les caméras, le premier bataillon de volontaires ukrainiens, comme si un rééquilibrage des forces – illusoire – s'opérait. Mais son principal objectif était d'ouvrir des négociations avec les représentants des séparatistes. Lesquels ? Mystère. « *Je ne peux pas annoncer des noms, car ces négociations sont très importantes* », a dit la dirigeante du parti Batkivchtchina, dans un hôtel de Donetsk. Personne d'autre n'apparut dans sa foulée, à la sortie de la salle. Plus tard, à la télévision, la



Ioulia Timochenko à la sortie de sa conférence de presse, vendredi 18 avril, à Donetsk. MARIA TURCHENKOVA POUR « LE MONDE »

candidate annonça la tenue d'une mystérieuse « table ronde » avec des représentants de la société civile, à Donetsk, après les fêtes de Pâques ce week-end.

Bluff ou dialogue réel ? En tout cas, la candidate a répété les propositions du premier ministre, Arseni Iatseniouk, prêt à des compromis inenvisageables il y a un mois : large décentralisation politique et budgétaire, par la voie d'une réforme constitutionnelle ; « *statut plus fort* » pour la langue russe. Mais ces mesures semblent déjà périmées en raison des positions maximalistes des partisans d'un référendum régional que M^{me} Timochenko estime « impossible », car « contraire à la Constitution ».

Sagement, Ioulia Timochenko a choisi de distinguer l'opération spéciale de la Russie des problèmes régionaux. Elle est venue dans le Donbass avec des mots doux : « harmonie », « unité », « compréhension mutuelle », « écoute ». Des mots qu'elle n'avait jamais employés au cours de sa campagne présidentielle, en 2010.

Il y avait quelque ironie à l'entendre pourfendre la classe politique ukrainienne pour ses dérives passées. Sans surprise, l'ancienne égérie de la « révolution orange » a gardé ses formules les plus tranchantes contre Viktor Ianoukovitch, son tourmenteur, à l'origine de son séjour de plus de deux ans en prison. Elle a ironisé sur les manières dont il pourrait réapparaître à Donetsk. « *En sautant en parachute d'un avion, en rampant sur les genoux à travers la frontière ? Sur un véhicule de l'armée ?* » ■

PIOTR SMOLAR ET BENOÎT VITKINE

Le passé trouble du chef séparatiste Denis Pouchiline

Portrait

Donetsk (Ukraine)
Envoyé spécial

On a les dirigeants qu'on mérite, dit l'adage. Dans ce cas, la « république populaire de Donetsk » paraît mal partie. Au 11^e étage de l'administration régionale, saisie par les activistes prorusses le 6 avril, siège un « conseil populaire ».

Penché sur sa tablette numérique, Denis Pouchiline reçoit les journalistes. Il est posé, malin, parfois obscur lorsqu'il parle stratégie. Surtout, il ne laisse guère de place au compromis. « *L'Ukraine d'avant-Maïdan n'existe plus*, assène-t-il. *De fait, l'éclatement de l'Ukraine a eu lieu. De façon bizarre, au cours de la courte existence de la "république populaire de Donetsk", des gens comme moi ont ressenti un patriotisme.* »

Denis Pouchiline est apparu place Lénine le 5 avril, lors d'une manifestation, se présentant comme adjoint du « gouverneur populaire », Pavel Goubarev, arrêté par les services ukrainiens. Devenu la voix du présidium, instance dite exécutive de la « république », le jeune homme aura 33 ans dans quelques jours. La tenue d'un référendum régional serait un cadeau d'anniversaire inestimable, que Kiev lui refuse.

Son ascension est stupéfiante. En août 2013, Denis Pouchiline visitait les communes de Gorlovka et de Kramatorsk, dans la région de Donetsk, où des bâtiments publics ont été pris par les séparatistes ces derniers jours. La raison, toutefois, n'avait rien à voir avec la protection des russophones.

Il y a quelques mois, Denis Pouchiline s'engageait en politique sous une tout autre bannière : celle de MMM. Cette formation était issue de la plus énorme pyramide

« Les professionnels ont déjà montré comment ils conduisaient le pays »

Denis Pouchiline

« gouverneur populaire » de Donetsk

financière jamais créée dans l'espace postsoviétique. Ce système frauduleux a aspiré les économies de centaines de milliers de petits épargnants, convaincus d'un investissement hautement rentable.

Depuis 2011, Denis Pouchiline était l'un de ses représentants en Ukraine, comme l'attestent de nombreuses vidéos sur Internet. « *Chacun a le droit de participer à des projets qui ne sont pas inter-*

dicts par la loi », balaie-t-il.

Denis Pouchiline est né dans la ville de Makeevka. Ses parents ont travaillé dans la métallurgie. Après des études à l'Institut d'ingénierie et de construction, il a effectué son service militaire, avant d'enchaîner des petits boulots. « *J'ai été vigile pendant un temps. J'ai travaillé comme croupier dans un casino à Donetsk, puis dans une agence de publicité. Mais je me suis surtout investi dans le commerce.* »

Depuis une semaine, Denis Pouchiline nage en haute mer. Il assure ne pas avoir de contact avec Moscou. Il reconnaît que les groupes d'« autodéfense », ces milices armées prorusses qui circulent autour de Sloviansk, ne sont guère contrôlés par le présidium. Sa légitimité sortira renforcée, espère-t-il, d'un référendum, d'ici au 11 mai. Sa question portera sur la souveraineté de la région.

« *Il serait souhaitable de le tenir le même jour dans les oblasts de Louhansk et Kharkiv* », dit-il. A l'écouter, « *la pleine indépendance est peu probable* ». Interrogé au cours d'une session du « conseil populaire », sur sa faible expérience, Denis Pouchiline avait répondu : « *Nous sommes des gens simples. Les professionnels ont déjà montré comment ils conduisaient le pays.* » ■

P. SM.

Droits de l'enfant ou liberté d'expression, les Pays-Bas ont choisi

Particulièrement soucieux du respect de la liberté d'expression et du droit d'association, les Pays-Bas ont pourtant décidé, vendredi 18 avril, d'interdire définitivement les activités de Martijn, une organisation qui militait depuis 1982 pour faire accepter les relations sexuelles entre adultes et enfants. La Cour suprême (Hoge Raad), la plus haute instance judiciaire du royaume, a estimé, vendredi, que l'intégrité de l'enfant était plus importante que le principe de la liberté d'expression.

S'élevant contre le « dogme » qui condamne « les relations intimes et amicales » entre adultes et mineurs, le mouvement Martijn, inspiré des théories de la révolution sexuelle, affirmait vouloir bannir la violence et la domination. Les hauts magistrats ont estimé, au contraire, que son

action aboutissait à banaliser et à idéaliser ces relations, ainsi qu'à nier leur danger, ce qui est « en contradiction avec les conceptions actuelles de la société néerlandaise », qui voit de tels rapports comme « une atteinte réelle et sérieuse à l'intégrité physique et sexuelle de l'enfant ». Ce qui, précisent les juges, « peut entraîner des troubles psychiques graves et durables ».

« Dislocation de la société »

Le ministère de la justice s'est réjoui d'une décision qui, souligne-t-il, met en évidence la nécessaire protection des plus jeunes contre les abus sexuels.

Martijn a compté jusqu'à 700 membres et a participé à divers débats de société au cours des années 1990, lorsque des élus de partis traditionnels envisageaient de légaliser les relations

sexuelles avec des jeunes de plus de 12 ans. La dénomination de l'association fait référence à un magazine lancé, dans les années 1970, par un détenu qui avait eu des relations sexuelles avec un enfant prénommé Martijn. Le groupement était notamment appuyé, à l'époque, par le Centre récréatif et culturel (COC), une influente organisation de défense des homosexuels.

L'affaire Marc Dutroux, survenue en Belgique en 1996, a marqué le début des difficultés pour le mouvement. Ses effectifs ont fondu aussi vite que son audience dans les médias et il a été écarté de diverses manifestations organisées par les défenseurs de la cause homosexuelle.

Son président avait été arrêté en 2010 pour détention de matériel pédopornographique. En 2012, un tribunal a ordonné la dis-

solution de l'organisation, décision révisée par une cour d'appel, qui estimait, en avril 2013, que si les visées de Martijn troublaient l'ordre public, elles ne risquaient toutefois pas d'entraîner « la dislocation de la société », condition pour qu'une organisation fasse l'objet d'une interdiction.

Attendue, la décision de la Cour suprême ne fait toutefois pas l'unanimité. Un groupe d'intellectuels a signé un texte déplorant une atteinte à la liberté d'expression.

L'arrêt est le deuxième du genre seulement dans l'histoire du pays. Un parti d'extrême droite, CP 86, avait été interdit en 1998. Une action visant à faire interdire le club de motards Hells Angels a, en revanche, échoué en 2009. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS
(BRUXELLES, CORRESPONDANT)

Internationales

Ce dimanche à 12 h 10

XAVIER BETTEL
Premier ministre du Grand-Duché de Luxembourg

répond aux questions de **Philippe Dessaint** (TV5MONDE),
Sophie Malibeaux (RFI), **Claire Gatinois** (Le Monde).

Diffusion sur les 8 chaînes de TV5MONDE, les antennes de RFI et sur Internationales.fr

TV5MONDE **rfi** **Le Monde**

« Le prochain Parlement européen sera eurosceptique », assure Nigel Farage

Le dirigeant antieuropéen espère faire du UKIP le premier parti britannique à Strasbourg

Interview

Strasbourg
Envoyée spéciale

À la fois député européen et militant contre l'Union européenne (UE), Nigel Farage est en pleine forme à la veille des élections européennes du 25 mai : sa formation, le UKIP (United Kingdom Independence Party), est susceptible de devenir le premier parti britannique au Parlement de Strasbourg.

Aimez-vous votre vie de député européen ?

Est-ce que j'aime être l'unique Européen à siéger dans l'hémicycle au premier rang, à deux mètres de M. Barroso et à pouvoir dire devant lui, Van Rompuy, Sarkozy, Merkel ou les autres mon opposition totale à leur projet ? Mais c'est fantastique !

Pourquoi voulez-vous que le Royaume-Uni sorte de l'UE alors qu'il y échappe déjà par de multiples dérogations ?

C'est vous qui le dites. 75 % de nos lois sont faites à Bruxelles. Notre porte est ouverte à 485 millions de personnes et nous payons notre appartenance au club 55 millions de livres par jour. Je ne vois pas l'intérêt.

A combien estimez-vous le budget européen idéal ?

A rien. Notre contribution devrait être de zéro pound.

Et votre salaire de député, alors ?

On l'abolit ! Mon Dieu, rien, rien du tout ! Pas de députés britanniques ! Je suis une dinde qui sera cuite à Noël. Je veux abolir mon métier. Absolument.

Le Royaume-Uni pourrait-il résister tout seul à la concurrence dans un monde globalisé ?

Vous venez de résumer le problème du projet européen. C'est bien là la mentalité : nous devons résister ! Moi je ne veux pas que le Royaume-Uni soit contre qui que ce soit. Je veux embrasser le monde en développement. Pour cela, nous avons un avantage : une organisation remarquable appelée le Commonwealth : plus de deux milliards d'habitants y vivent, parlent anglais, nous aiment, nous viennent en aide si nécessaire.

Ça ne fait pas une force politique...

Justement, je ne veux pas d'union politique avec quiconque ! Le Royaume-Uni doit être une nation démocratique, qui se gouverne elle-même et joue son rôle sur la scène mondiale. Il faut garder en mémoire que la seule fois où nous avons essayé d'imposer une union politique, c'était dans les années 1920 avec la You-



Nigel Farage, au Parlement européen, à Strasbourg, en octobre 2012. PASCAL BASTIEN/RÉA

goslavie. La Yougoslavie était une tentative pour dire : on vous donne un drapeau, un hymne, un chef et vous ne vous battez plus. Il y a vingt ans, les pires atrocités ont eu lieu. Imposer le fédéralisme, imposer un Etat européen centralisé contre la volonté du peuple – sans lui demander puis en lui demandant par référendum et en faisant le contraire – peut être dangereux et mener à l'ascension d'un nationalisme extrême.

« Imposer un Etat européen centralisé contre la volonté du peuple peut mener au nationalisme extrême »

La zone euro est un échec. Le projet ne marche pas. Une nouvelle Europe est en train d'émerger. C'est là que des gens comme moi veulent intervenir. J'ai joué un rôle négatif pendant dix ans. J'ai été le type qui disait : regardez, ça ne marche pas. Je veux maintenant jouer un rôle plus positif.

C'est-à-dire ?

La question, c'est : voulons-nous une Europe qui est une union douanière ou une zone de libre-échange ? La réponse, c'est que tous les pays veulent des choses différentes. Pour le Royaume-Uni, l'union douanière est désastreuse car nous commerçons plus avec le reste du monde que la France ou l'Allemagne. Vous traitez davantage avec vos voisins européens. L'argument qui vise à dire qu'on est plus fort pour négocier

en faisant partie du grand ensemble européen est faux. La Suisse a plus d'accords commerciaux avec les grandes économies mondiales que l'Union européenne.

La Suisse est-elle un modèle ?

Voyons un peu : ils sont riches, indépendants, ils peuvent faire un référendum pour les questions importantes quand ils veulent... vu d'ici ça ne me paraît pas mal ! Valéry Giscard d'Estaing, le jour du lancement de la Constitution européenne, a dit : « Les Britanniques doivent comprendre que s'ils n'acceptent pas cela, ils seront dégradés au rang d'un pays comme la Suisse. » Parfait ! Super ! Dégradez-nous ! Je voudrais que la Grande-Bretagne soit une Suisse « offshore », dont le marché financier aurait des niveaux de régulation raisonnables et qui reconnaîtrait que la City n'est pas une place européenne mais mondiale.

La City redoute pourtant la sortie de l'UE pour le Royaume-Uni...

Selon les sondages, les points de vue sont variés. Les milieux d'affaires britanniques ne veulent qu'une chose : l'assurance qu'ils pourront échanger librement avec les pays de l'UE. On veut faire croire qu'ils en seront coupés s'ils quittent l'UE. C'est absurde. Là est pour nous la clé de la bataille.

Pourquoi refusez-vous de former un groupe avec Marine Le Pen ?

Quand elle dit qu'elle n'est pas motivée par le racisme, je n'ai pas de raisons de ne pas la croire. Mais le Front national traîne un bagage, un passé, des gens... Je préfère Nicolas Dupont-Aignan. Il est souverainiste mais pas extrémiste. J'ai horreur de l'extrême nationalisme. Je suis un libéral classique.

Vous vous présenterez aux législatives britanniques de 2015. Aimeriez-vous être premier ministre ?

Non ! Je suis un catalyseur de changement. C'est comme ça que je vois mon rôle : pousser les travaillistes ou les conservateurs, peu importe, vers l'indépendance du Royaume-Uni. Quant au nouveau Parlement européen, il sera eurosceptique et diffèrent. Ce sera vivant. Il y aura beaucoup de bruit, je pense. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
MARION VAN RENTERGHEM

ÉTATS-UNIS

Washington repousse sa décision sur l'oléoduc Keystone XL

WASHINGTON. L'administration américaine a prolongé, vendredi 18 avril, la période de consultations sur l'oléoduc Keystone XL entre le Canada et les Etats-Unis, reportant une probable décision finale sur ce projet explosif après les élections législatives de novembre. Pour justifier sa décision, le département d'Etat a invoqué un litige devant la justice de l'Etat du Nebraska (centre), que doit traverser un tronçon de l'oléoduc. Mais la diplomatie américaine, dont le chef John Kerry doit donner sa recommandation finale, s'est attirée les foudres de l'opposition républicaine, ardente partisane de ce projet censé engendrer des dizaines de milliers d'emplois. Le Canada, qui avec les républicains américains défend Keystone XL, s'est dit « *déçu que la politique continue à retarder la décision* » finale. A l'inverse, des écologistes et des élus démocrates aux Etats-Unis ne veulent pas de ce projet. – (AFP.) ■

Barack Obama prive de visa l'ambassadeur iranien à l'ONU

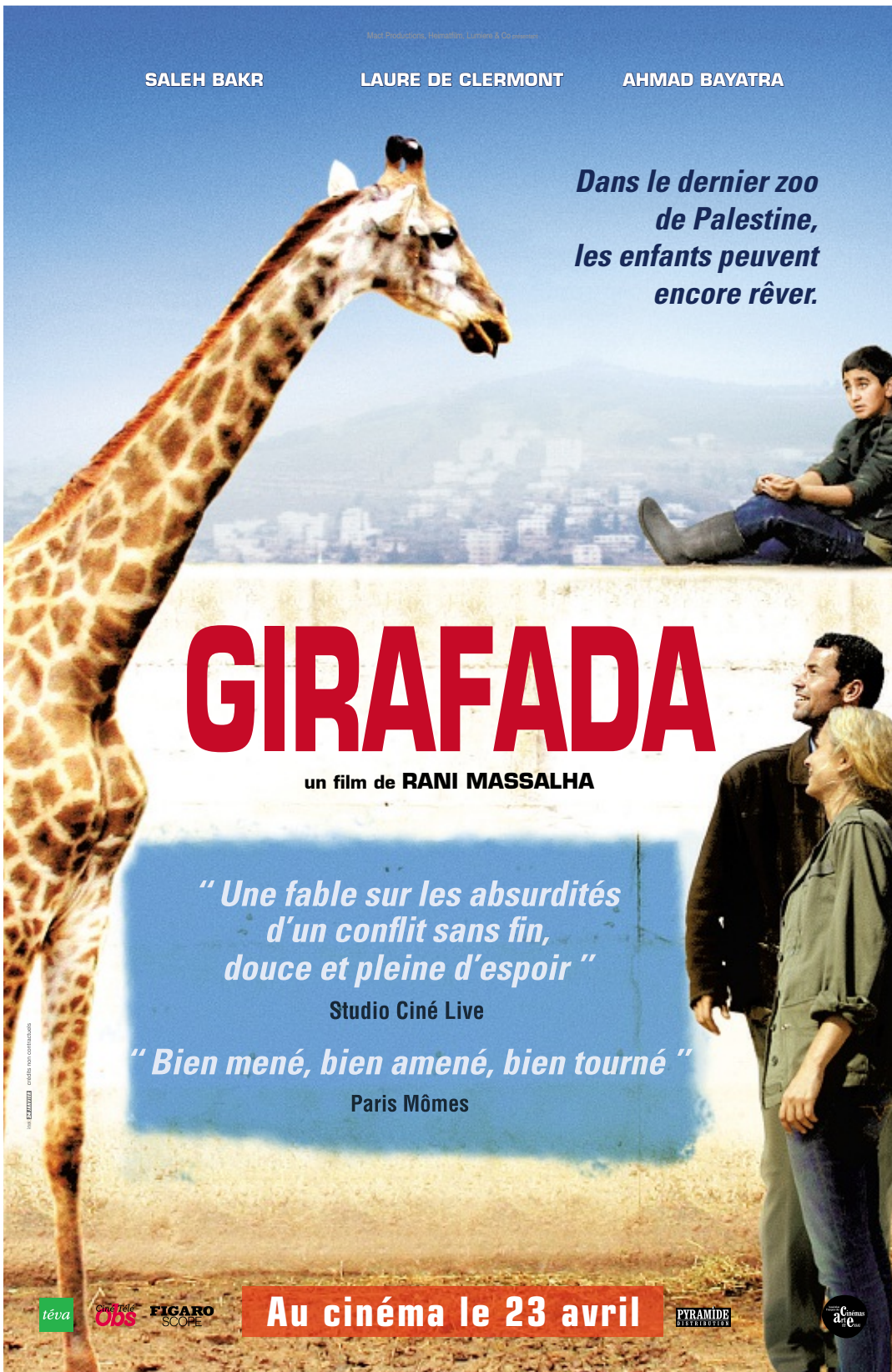
WASHINGTON. Le président Barack Obama a promulgué, vendredi 18 avril, une loi privant de visa américain des ambassadeurs à l'ONU considérés comme des menaces pour les Etats-Unis. Ce texte vise l'envoyé iranien aux Nations unies, Hamid Aboutalebi, en raison de « *son rôle* » lors de la prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran en 1979. Les Etats-Unis sont en principe obligés d'accorder des visas aux diplomates onusiens. Le comité qui régit les relations entre l'ONU et les Etats-Unis va se réunir le 22 avril pour débattre du cas iranien. – (AFP.) ■

Népal Douze guides népalais tués dans une avalanche sur l'Everest

KATMANDOU. Une avalanche sur l'Everest a tué au moins douze guides népalais, vendredi 18 avril, constituant l'accident le plus meurtrier de l'histoire du plus haut sommet du monde. L'avalanche s'est déclenchée à 5 800 mètres d'altitude. Quatre guides sont toujours portés disparus, mais les conditions météo ont forcé les sauveteurs à suspendre les recherches jusqu'à samedi. – (AFP.)

Zimbabwe Mugabe critique l'« absurdité homosexuelle » de l'Europe

HARARE. Le président zimbabwéen Robert Mugabe, 90 ans, s'en est pris à l'Europe, vendredi 18 avril, à l'occasion de la fête de l'indépendance. « *L'Europe d'aujourd'hui n'a plus de principes*, a-t-il déclaré. *Que l'Europe garde son absurdité homosexuelle pour elle et qu'elle ne vienne pas ici avec.* » M. Mugabe, frappé par des sanctions de l'Union européenne, avait déjà dit que les gays étaient pires que les cochons et les chiens. – (AFP.)



François Hollande pris dans la tourmente

Les révélations de Mediapart sur le comportement de l'un de ses conseillers brouillent l'image du chef de l'Etat

►►► Suite de la première page

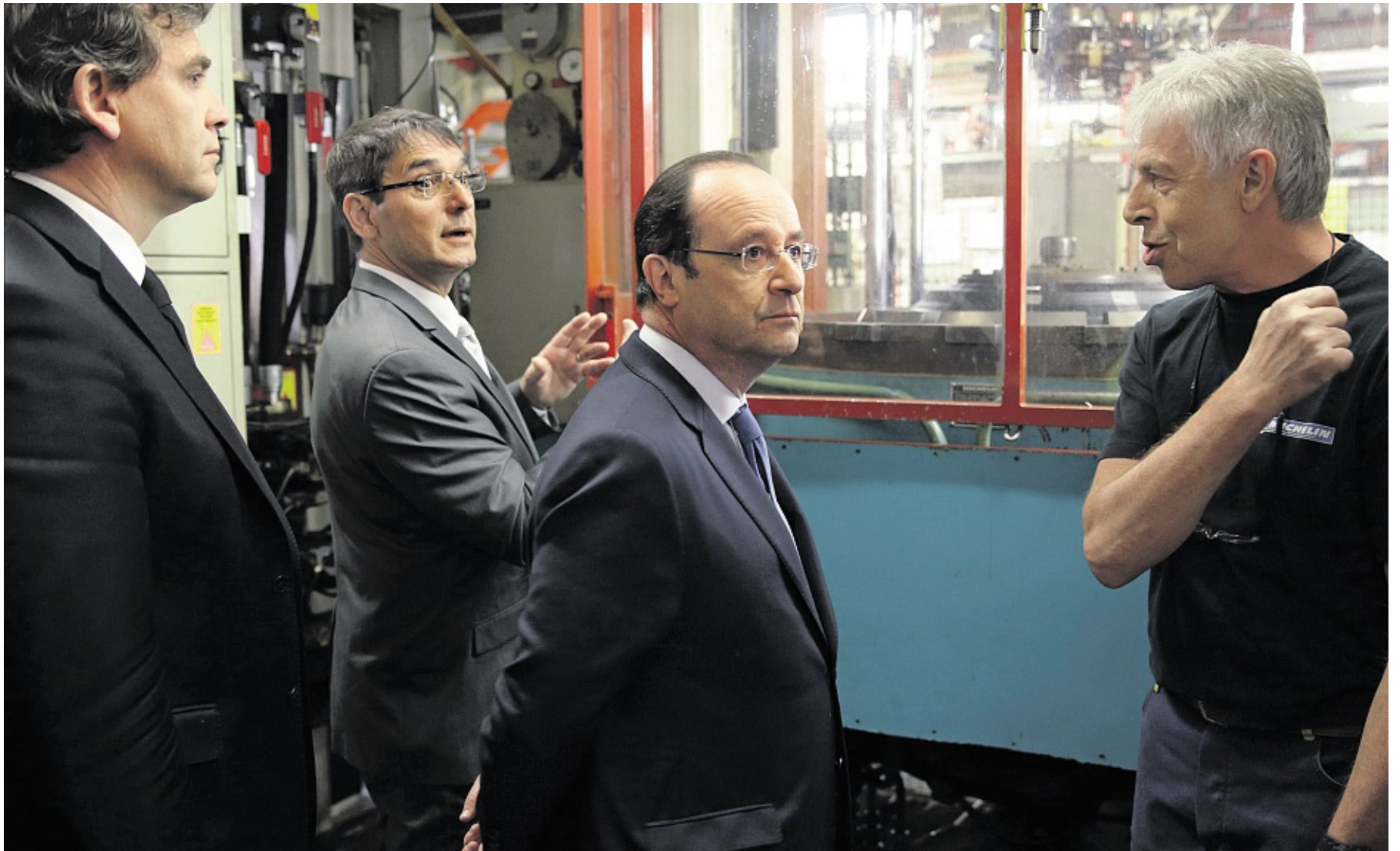
« Aquilino Morelle a pris la seule décision qui s'imposait, la seule décision qui convenait, la seule décision qui lui permettra de répondre aux questions qui lui sont posées », a déclaré François Hollande d'un ton grave. « Aquilino Morelle est mon ami. Il a pris la bonne décision. Pour lui-même et pour ses proches, qu'il souhaite protéger », a quant à lui confié au Monde le ministre de l'économie, Arnaud Montebourg, qui accompagnait le président en Auvergne.

M. Hollande qui avait fait campagne en 2012 sur le thème de la « République exemplaire », un étendard déjà largement entaché durant la première année de son quinquennat par l'affaire Cahuzac, a pris soin de se découpler de son ancien conseiller, auquel il a recommandé dès jeudi soir de présenter sa démission. « J'ai considéré qu'il ne pouvait y avoir de confu-

« Je suis un atout pour le chef de l'Etat et le premier ministre », confiait encore Aquilino Morelle en début de semaine

sion parce qu'il y a un principe que j'ai toujours posé d'impartialité et d'indépendance », a-t-il expliqué, ajoutant qu'il n'est « pas juge » de ce que son ancien collaborateur a fait avant d'être à l'Elysée. « Ce qu'il a fait avant, il a à en répondre, ça revient simplement à lui et à lui seul, c'est ce qu'il a compris en présentant sa démission, que j'ai acceptée immédiatement. »

Manifestement très affecté par cette affaire dont il a tout de suite perçu les effets potentiellement ravageurs dans l'opinion, le président a accusé le coup. Au point de faire, toujours à Clermont-Ferrand, cette autre déclaration lourde de sens : « Si le chômage ne baisse pas d'ici à 2017, je n'ai ou aucune raison d'être candidat ou aucune chance d'être réélu. » Une manière de dire que la lutte contre le chômage reste sa préoccupation première, au-delà des polémiques humaines frappant son cabinet. Un aparté qui sonne comme un



François Hollande en déplacement avec Arnaud Montebourg au centre de recherche Michelin de Ladoux, près de Clermont-Ferrand, vendredi 18 avril. PHILIPPE WOJAZER/REUTERS

aveu d'échec sur sa politique économique. Une façon, aussi, de suggérer de manière subliminale que si le chômage ne baisse pas, aucun autre à gauche – à commencer par Manuel Valls – ne pourra prétendre être candidat à sa place en 2017.

La chute du soldat Morelle est une perte très dure pour la nouvelle armée de « combat » voulue par le chef de l'Etat. Après avoir semblé être mis à l'écart ces derniers mois à l'Elysée, le conseiller politique était revenu en grâce, jusqu'à prendre la main sur l'ensemble de la communication présidentielle et des relations avec la presse. Aquilino Morelle hors-jeu, M. Hollande se retrouve sans porte-parole et, a-t-il indiqué à son entoura-

ge, sans la moindre idée de la façon dont il pourrait le remplacer.

Il se sépare aussi d'une des pièces majeures du mécanisme humain liant l'Elysée et Matignon. Proche du nouveau premier ministre Manuel Valls, M. Morelle avait milité de longue date pour le départ de Jean-Marc Ayrault de la Rue de Varenne et pour son remplacement par l'ancien ministre de l'intérieur. « Je suis un atout pour le chef de l'Etat et le premier ministre : je suis un ami de Manuel et j'ai la confiance du président », confiait encore l'ancien conseiller en début de semaine à des journalistes.

Vendredi matin, la pression politique et médiatique était devenue trop forte pour que la situa-

tion reste en l'état. Le nouveau premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, ainsi que plusieurs élus d'une majorité plus à fleur de peau que jamais, avaient publiquement réclamé son départ. Reçu par M. Valls dans la matinée, M. Morelle a annoncé dans la foulée sa démission par communiqué. « Le premier ministre lui a conseillé de quitter le cabinet du président de la République afin de répondre librement aux questions des journalistes », explique-t-on dans l'entourage du chef du gouvernement.

Ce rendez-vous avec le premier ministre avait été calé en accord avec le président de la République, dont le choix de finalement intervenir depuis Clermont-Ferrand

visait aussi à ne pas laisser s'installer l'impression que Manuel Valls avait été à l'origine de la démission d'Aquilino Morelle : en aucun cas le président ne voulait que les Français, qui doutent volontiers de son autorité et de sa capacité à prendre des décisions difficiles, puissent imaginer qu'il avait confié à son premier ministre le soin de limoger son propre conseiller politique.

« Depuis 48 heures, je dois faire face à des insinuations et des allégations qui visent à mettre en cause mon honneur, écrit M. Morelle. Je veux redire que je n'ai commis aucune faute. Je n'ai jamais été en situation de conflit d'intérêts. Néanmoins, j'ai décidé de mettre fin à mes fonctions de conseiller à la pré-

sidence de la République pour pouvoir être entièrement libre de répondre à ces attaques. » S'il a démissionné, c'est, précise-t-il, « pour ne pas gêner l'action du président de la République, du gouvernement et de la majorité, dans un moment particulièrement difficile de la vie du pays ».

Derrière cette nouvelle crise politique du quinquennat, c'est l'image du chef de l'Etat qui est, une fois de plus, questionnée. Vingt-deux mois à peine après son élection, François Hollande est un président à l'impopularité record, y compris dans son propre camp, largement distancé dans les enquêtes d'opinion par son premier ministre, et dont la gouvernance politique et économique plonge une grande partie des parlementaires de sa majorité dans la colère ou l'incompréhension.

En privé, bon nombre de ces derniers s'inquiètent du niveau de rejet du président dans la société comme dans sa propre famille politique socialiste. « Il est détesté, on n' imagine pas à quel point », s'alarme un parlementaire de province. Une thèse que réfute l'Elysée – « il n'y a pas de rejet de sa personne », dit-on à la présidence – mais qui ne cesse d'inquiéter jusqu'à ses partisans. « C'est comme s'il avait perdu ce qui jusqu'à présent faisait sa force : aimer les gens. Il semble comme marabouté », déplore, interdit, un de ses visiteurs. Bien que dégoupillée au plus vite, l'affaire Morelle risque de couper davantage encore de sa base sociale un président qui, un temps, se voulut « normal ». ■

BASTIEN BONNEFOUS
ET THOMAS WIEDER

L'affaire Morelle accroît la tension au sein du groupe socialiste

« ON S'EN SERAIT BIEN PASSÉ », « on nous aura vraiment tout fait... » Au lendemain de la démission d'Aquilino Morelle, la majorité se réveille avec un nouveau coup sur la tête. « Le climat est explosif, Morelle, c'est l'allumette balancée dans le garage », s'enflamme un socialiste. La déroute des municipales n'a même pas un mois, la majorité est éprouvée, divisée autour du plan du gouvernement que certains jugent « dangereux économiquement » et les critiques se multiplient sur le président de la République. Les accusations contre un conseiller présidentiel, proche du premier ministre, aggravent, au sein du groupe, une tension « qui a atteint un niveau jamais vu jusqu'à pré-

sent », selon un ancien ministre bientôt de retour à l'Assemblée.

Le vote sur le pacte de stabilité européen, fin avril, s'annonce périlleux et la situation est d'autant plus instable que l'atterrissage du nouveau secrétaire aux relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen, ne s'est pas bien passé. Or celui-ci est censé être l'un des appuis de Manuel Valls au Parlement. Député de Paris depuis 1997, il ne fait pas pour autant consensus à l'Assemblée et sa première intervention devant le groupe PS, mardi 15 avril, a été jugée « maladroite » voire « autoritaire ».

« Il ne faut pas confondre le débat d'idées avec un match de catch. Nous souhaitons juste plus

de considération et de respect », plaide le député de Saône-et-Loire Thomas Thévenoud. Le nouveau secrétaire d'Etat assure vouloir débattre et promet que les parlementaires seront pleinement associés à l'établissement du projet de loi de finances rectificative de cet été... mais jusqu'à une certaine limite : 50 milliards, non discutable.

« On teste notre résistance »

« Ce que le premier ministre a annoncé mercredi résultait de ce que le président a annoncé lors de sa conférence de presse du 14 janvier : 50 milliards d'euros d'économies sur les dépenses publiques. N'en faire que 35, c'est faire 15 milliards de protection sociale à cré-

dit », tranche M. Le Guen. « On doit tenir compte de ce que disent les contestataires. C'est ce qu'a fait Manuel Valls en les recevant avant sa déclaration de politique générale, mais ce n'est pas la minorité qui peut fixer la ligne. Chacun doit peser son poids relatif », appuie Carlos Da Silva, député de l'Essonne, également proche de Manuel Valls. Selon lui, « les cent députés frondeurs [auteurs d'une lettre datée du 15 avril destinée à Manuel Valls dans laquelle ils dénoncent le plan des 50 milliards d'économies et le gel des prestations sociales] ne sont sûrement pas cent. Utiliser les médias n'est pas une façon d'installer un dialogue serein ».

Les députés favorables au plan

ne supportent pas d'être perçus comme minoritaires, interpellent – notamment sur Twitter – ceux qui ne le sont pas. « Ils ne mesurent pas à quel point leurs réactions agressives peuvent cristalliser », craint Olivier Dussopt (PS, Ardèche), qui se compte dans les « cent ».

A coups de bluffs, de rumeurs de dissolution et de menaces d'engagement de la confiance du gouvernement sur le pacte de stabilité, « on a l'impression qu'on teste notre résistance politique », déplore Thomas Thévenoud. Mardi 22 avril, une délégation de députés doit être reçue à Matignon, avec le président du groupe, Bruno Le Roux. ■

HÉLÈNE BEKMEZIAN

LE
GRAND
RENDEZ-VOUS

Europe 1

Le Monde



DIMANCHE DE 10H À 11H

EN DIRECT SUR EUROPE 1 ET i>TÉLÉ

ALEXANDRE KARA, JEAN-JÉRÔME BERTOLLUS ET ARNAUD LEPARMENTIER
REÇOIVENT

JEAN-CLAUDE MAILLY

Le chef de l'Etat conditionne son avenir à la baisse du chômage

Le président de la République parie sur un retour de la croissance

Analyse

Les syndicalistes de Michelin ont eu droit, vendredi 18 avril, à une première. C'est en partageant un déjeuner avec eux, à Clermont-Ferrand, que le chef de l'Etat a lâché cette drôle de confiance: «*Si le chômage ne baisse pas d'ici à 2017, je n'ai ou aucune raison d'être candidat, ou aucune chance d'être réélu.*»

François Hollande était troublé. Il venait d'encaisser la démission d'Aquilino Morelle, l'un de ses plus proches conseillers, celui qui avait milité pour l'arrivée de Manuel Valls à Matignon, celui qui assurait la liaison permanente avec Arnaud Montebourg, le trublion du gouvernement. Aquilino Morelle, pièce maîtresse de la reconquête, soupçonné 24 heures plus tôt par Mediapart de conflit d'intérêts pour avoir travaillé en 2007 pour un laboratoire pharmaceutique danois alors qu'il était inspecteur général des affaires sociales. Un an après l'affaire Cahuzac, c'était un nouveau coup de tonnerre, un nouveau coup de canif dans «la République irréprochable» voulue par le candidat Hollande.

Le président avait de quoi être troublé, et même abattu, à l'occasion de sa première sortie post-municipales au cours de laquelle il espérait «renouer le contact avec les Français». Mais d'ici à briser un tabou, à envisager la possibilité de ne pas se représenter en 2017, il y a un pas que ses proches n'ont même pas cherché à justifier. Jamais auparavant un président, même au plus bas du cycle, avait ignoré avec autant de candeur la puissance jupitérienne de la fonction. C'était une boulette tout simplement. A moins que ce ne soit un spleen prémonitoire, du type de celui qui s'était emparé de Nicolas Sarkozy en janvier 2012 lorsque, à la veille d'entamer sa campagne présidentielle, le président sortant avait lancé aux journalistes: «*En cas d'échec, j'arrête la politique!*»

Si l'on prend au mot François Hollande, ses propos sont évidem-

ment sincères et réalistes: sa possibilité d'être candidat en 2017 est subordonnée à sa capacité ou non d'inverser radicalement la courbe du chômage. Avec une popularité qui ne dépasse pas 18%, une majorité qui rejette ouvertement l'austérité et un premier ministre qui ne fait pas partie de ses fidèles, c'est sa seule chance de rebond.

Position de faiblesse

Sonné par le désastre municipal qui l'a conduit à revoir de fond en comble son dispositif politique, il s'accroche sans le dire publiquement à un scénario rose qui verrait la croissance repartir dans les tout prochains mois et la courbe du chômage enfin s'inverser. «*François ne peut s'en sortir que si, fin 2014, il obtient des résultats et parvient à prouver que tout ce qu'il a dit était vrai*», soutient un haut responsable socialiste. Cela explique pourquoi la main du président n'a pas tremblé sur le pacte de responsabilité ni sur les économies budgétaires. Le «choc de confiance» avec les entrepreneurs est son ultime planche de salut. Mais dans la position de faiblesse qui est la sienne, admettre la possibilité d'une non-candidature le désarme un peu plus.

L'aile gauche du Parti socialiste s'est immédiatement engouffrée dans la brèche pour s'inquiéter de sa formule vague, «*d'ici à 2017*», et pronostiquer l'échec de sa politique. Plus symptomatique encore, ceux qui commençaient à revendiquer une primaire pour départager les candidats se trouvent confortés.

Après Julien Dray en début de semaine, Marie-Noëlle Liene-mann en défend publiquement l'idée, accréditant la thèse qu'une compétition s'était ouverte entre François Hollande et Manuel Valls, entre le président de la République et son premier ministre, aujourd'hui séparés par un écart de popularité de quelque 40 points. Si tel est le cas, le président a perdu un nouveau point vendredi 18 avril. ■

FRANÇOISE FRESSOZ

« Le conflit d'intérêts apparaît évident au regard de la loi »

Pour Myriam Savy, de Transparency International, Aquilino Morelle est en faute

Entretien

Myriam Savy, représentante de la section française de Transparency International, est spécialiste des questions de transparence dans la vie publique. Elle analyse la situation d'Aquilino Morelle, le conseiller politique de François Hollande, qui a présenté sa démission vendredi 18 avril, à la suite de soupçons de conflit d'intérêts avec des laboratoires pharmaceutiques alors qu'il était membre de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS).

En travaillant pour un laboratoire danois tout en étant inspecteur de l'IGAS en 2007, Aquilino Morelle était-il en situation de conflit d'intérêts ?

À l'époque, M. Morelle travaillait en tant que haut fonctionnaire au sein de l'IGAS, un organisme public chargé, entre autres, d'exercer des missions de contrôle, d'audit et d'évaluation des politiques de santé, donc en lien avec l'industrie pharmaceutique.

En se faisant rémunérer parallèlement par un laboratoire privé, le conflit d'intérêts apparaît évident au regard de la loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, qui définit ce conflit comme «une situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés de nature à influencer ou paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction». Si M. Morelle avait conseillé l'industrie automobile, par exemple, il n'y aurait pas eu conflit d'intérêts.

« En tant que fonctionnaire, un certain nombre d'activités annexes sont autorisées par la loi, dont l'enseignement et le conseil », fait valoir M. Morelle. Une déclaration de ses activités de conseil auprès de sa hiérarchie à l'IGAS aurait-elle changé quelque chose ?

L'exercice d'activités «accessories» est effectivement permis, mais soumis à une autorisation préalable de son administration. La question est donc de savoir si M. Morelle a fait cette demande et, le cas échéant, si ses supérieurs ont donné leur autorisation. Au vu des



M. Morelle avec la secrétaire d'Etat Nora Berra et Pierre Boissier, chef de l'IGAS, en 2011. S.CALVET/DIVERGENCE

déclarations parues dans la presse, cette autorisation n'aurait jamais été donnée.

Par ailleurs, en cas de doute, la commission de déontologie de la fonction publique, compétente pour examiner les activités de cumul, aurait également pu être saisie. M. Morelle rappelle d'ailleurs qu'il avait saisi cette commission en 2003 lorsqu'il avait été détaché de la fonction publique pour travailler au sein de la société de communication Euro RSCG.

En 2007, la loi était-elle différente concernant les conflits d'intérêts ?

La principale différence par rapport à 2007 est qu'aujourd'hui le conflit d'intérêts est défini par la loi et qu'il est donc possible de dire ce qui relève du conflit d'intérêts. Mais, déjà en 2007, le délit de prise illégale d'intérêts, qui est en fait la traduction pénale du conflit d'intérêts, existait.

Ce dernier définit ainsi la prise illégale d'intérêts comme le fait pour une personne chargée d'une mission de service public de détenir un intérêt quelconque dans

une entreprise dont elle a, en tout ou partie, la charge d'assurer la surveillance. Ce délit est, à l'heure actuelle, passible de 5 ans de prison et de 500 000 euros d'amende.

La justice va-t-elle enquêter en ce sens ?

Le ministère public peut décider de lancer une enquête de son propre chef. Par ailleurs, rappelons que, depuis la loi du 6 décembre 2013, les associations anticorruption peuvent saisir la justice si le parquet n'estimait pas opportun d'agir.

Ces faits peuvent-ils être couverts par la prescription ?

La loi prévoit en théorie une prescription de trois ans. Mais, selon le principe dégagé par la jurisprudence de la Cour de cassation, le point de départ des infractions occultes ou dissimulées peut être reporté à la date de découverte des faits, et non à partir du moment où ils ont été commis. On peut donc imaginer que, si on a confirmation que l'IGAS n'avait pas connaissance de l'activité privée de M. Morelle, le principe d'un tel report puisse s'appliquer.

La Haute Autorité pour la transparence de la vie publique s'est saisie du dossier. Que peut-elle faire ?

C'est une bonne chose de voir que cette autorité indépendante se saisit spontanément d'un dossier qui relève de son champ de compétence. Cela dit, je ne pense pas qu'elle sera en mesure de déterminer s'il y a eu conflit d'intérêts en 2007, car les faits sont trop anciens. La loi prévoit que les déclarations d'intérêts et de patrimoine, que la Haute Autorité est chargée de contrôler, portent sur les activités exercées au cours des cinq dernières années, mais pas au-delà.

On peut également regretter que, à la suite d'une décision du Conseil constitutionnel, ces déclarations ne soient pas rendues publiques pour les personnes non élues et les fonctionnaires. L'affaire Morelle montre en quoi la transparence sur ces déclarations pourrait permettre de mettre au jour les risques de conflit d'intérêts. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
FRANÇOIS BÉGUIN

Les inspecteurs de l'IGAS sous le choc

Les fonctionnaires de ce corps redoutent les dégâts que pourrait causer l'affaire sur leur image

L'actualité est cruelle pour l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS). Cette institution discrète, qui produit des rapports de qualité mais le plus souvent ignorés par les médias généralistes, fait aujourd'hui parler d'elle à cause des manquements d'un de ses membres.

Pour ne rien arranger, l'affaire Aquilino Morelle a éclaté moins de 24 heures après la nomination en conseil des ministres de Dominique Voynet à l'IGAS - nomination qui avait provoqué des remous, le président de l'Assemblée, Claude Bartolone, y voyant un «golden parachute électoral». Les deux épisodes ne sont pas comparables ni n'ont de rapport entre eux mais, en se télescopant, ils produisent un effet désastreux pour la réputation de ce grand service interministériel, doté de 128 «membres inspectant».

Parmi eux, quelques-uns ont accepté de se confier au Monde sous couvert d'anonymat. «C'est assez injuste, réagit un inspecteur général. La maison a fait de gros progrès, au cours des dernières années, pour se professionnaliser, améliorer son fonctionnement, veiller au respect des règles déontologiques. Les collègues ne sont pas très contents de l'image que la presse donne de l'IGAS.»

Le comportement d'Aquilino Morelle pose «un gros problème», poursuit une inspectrice, car il s'était mis en avant lors de la publication en 2011 du rapport de l'IGAS sur le Mediator, qu'il avait rédigé avec deux autres de ses pairs. A l'époque, il prônait une plus grande transparence sur le marché du médicament et l'on comprend aujourd'hui qu'il a camouflé ses activités de consultant auprès de laboratoires pharmaceutiques alors qu'il travaillait à l'IGAS: «On va nous dire: "Quelle est la valeur de vos recommandations?"», s'inquiète cette inspectrice.

«Il serait dommage que tout cela porte atteinte à l'IGAS, enchaîne un autre. C'est évident qu'Aquilino

128 inspecteurs majoritairement sortis de l'ENA

Missions Fondée en 1967, l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) est «le service interministériel de contrôle, d'audit et d'évaluation des politiques sociales». Son but est d'«éclairer la décision publique» sur de multiples sujets: famille, exclusion, Sécurité sociale, etc.

Composition Fin 2013, l'IGAS comptait 128 «membres inspectant». La majorité d'entre eux est issue de l'ENA. Mais le service

no Morelle ne représente pas ce corps. Il a accompli une brillante carrière, mais a passé peu de temps à l'IGAS, et fut peu actif quand il y était. » Un autre inspecteur, en disponibilité, ramène la controverse à une déviance individuelle: «Comme partout, dit-il, il peut y avoir des brebis galeuses.»

« Pantois »

Mais cette appréciation n'est pas partagée par tous. Un membre de l'IGAS pense que le cas Morelle révèle «un système d'une grande fragilité depuis plus de dix ans, qui n'est pas en mesure de se réguler», tout comme dans d'autres hautes administrations. Contrairement à plusieurs de ses collègues, il trou-

emploie aussi des pharmaciens, des médecins, des ingénieurs et d'anciens directeurs d'établissement de santé.

Activités L'IGAS réalise en moyenne 200 missions chaque année. Elles peuvent durer de quelques semaines (par exemple pour vérifier la mise en place d'un plan de redressement dans un hôpital) à plusieurs mois, comme pour le suivi du plan de lutte contre la pauvreté.

ve que les «garde-fous déontologiques ne sont pas les mêmes qu'avant».

Là où les points de vue convergent, en revanche, c'est pour commenter l'attitude d'Aquilino Morelle: tout le monde à l'IGAS est «pantois». «Quelle mouche l'a piqué? s'interroge un inspecteur. Ça dépasse l'entendement de voir s'égarer ainsi une personnalité avec un si gros potentiel, qui avait fait le choix de s'engager dans le public.»

L'IGAS est composée de personnes qui ont un côté «moine-soldat», complète un inspecteur. Leur mission est noble: décortiquer les politiques sociales pour les rendre plus efficaces, quitte à rendre des rapports que le ministère répugne parfois à rendre publics car leurs conclusions sont politiquement sensibles. Alors, si un membre du service «met la main dans le pot de confiture», ses pairs vont le juger «mal élevé». «Il ne serait pas anormal qu'Aquilino Morelle s'explique devant une commission disciplinaire», ajoute ce même inspecteur.

Une telle procédure est-elle envisagée par la direction de l'IGAS? Sollicitée par Le Monde, celle-ci n'a pas souhaité apporter de réponse sur ce point précis. ■

BERTRAND BISSUEL
ET LAETITIA CLAVREUL

UN PRINTEMPS D'EXCEPTION ! PARIS 15^e

Collins & Hayes
EN PRÉSENTATION EXCLUSIVE

La griffe couture de votre séjour

Depuis 1870, le N°1 anglais habille l'espace en conciliant tradition de meubles faits main et nouvelles technologies. Découvrez une collection exceptionnelle, tant par le confort d'une large gamme de canapés que par la qualité des revêtements.

Certainement les canapés tissés les plus confortables au monde

CANAPÉS, LITERIE, MOBILIER : 3 000 M² D'ENVIES !

www.topper.fr

71/7 • M° BOUCICAUT • P. GRATUIT

Canapés : 63 rue de la Convention, 01 45 77 80 40
Literie : 66 rue de la Convention, 01 40 59 02 10
Mobiliier : 145 rue Saint-Charles, 01 45 75 06 61
Meubles Gautier : 147 rue Saint-Charles, 01 45 75 02 81

Espace Topper
A Paris depuis 1926

Mgr Pontier : « Installer l'Eglise dans un rapport de forces n'est pas notre ambition »

A la veille de Pâques, le président de la Conférence des évêques appelle les catholiques à « s'inscrire dans le débat démocratique »

Entretien

Président de la Conférence des évêques de France depuis un an, l'archevêque de Marseille, Mgr Georges Pontier, revient sur les positions des milieux catholiques sur les questions de société. Il reconnaît un risque de « raidissement » chez des fidèles « blessés et perturbés » par une société où « tout et tous ne sont plus chrétiens » et déplore la dramatisation des débats, accentuée par l'émergence de « lobbies ». Il invite les croyants à s'inscrire dans le « dialogue » et la proposition « positive ».

Dans votre discours devant les évêques de France réunis à Lourdes début avril, vous avez mis en garde les croyants contre la tentation « d'instrumentaliser » les débats et contre le risque d'être eux-mêmes « instrumentalisés ». Qu'avez-vous voulu dire ?

Aujourd'hui, alors que tout fonctionne en réseau, il est de plus en plus fréquent que nous, évêques, soyons sollicités non pas pour savoir ce que nous pensons ou ce que nous pouvons indiquer à partir de l'Evangile, mais pour être rattachés à un camp. L'autorité ecclésiale et les évêques ne sont plus considérés comme une source de réflexion, de dialogue et d'écoute,

mais comme une force que l'on requiert pour en faire un chef de clan. Dans le même temps, nous devons nous-mêmes prendre garde à ne pas instrumentaliser et installer l'Eglise dans un rapport de forces. Ce n'est pas notre ambition ! Le but n'est pas de faire triompher la partie chrétienne de la société contre une autre partie. Il y a, parmi les évêques, des orientations légitimement variées, mais nous

« Il devient difficile de faire prendre du recul aux chrétiens, de les amener à se confronter au dialogue »

n'avons pas à prendre position en fonction de motivations partisans, mais sur des valeurs.

Dans ce contexte, il devient difficile de faire prendre du recul aux chrétiens, de les amener à se confronter au dialogue avec d'autres, de leur faire accepter que l'on n'a pas toute la vérité, de leur faire comprendre que, par soi-même, on n'atteint pas la pleine compréhension de toutes choses. **Vous faites allusion aux positions contre le mariage pour tous**

et contre les études de genre, et aux fractures qu'elles ont provoquées chez les catholiques ?

Dans ce débat, il faut rappeler que beaucoup se sont sentis agressés, provoqués par le législateur, qui a semblé agir avec précipitation et légèreté. Cette loi sociétale, qui n'était pas massivement attendue, a été ressentie comme un artifice pour masquer des questions économiques et sociales. En même temps, ce mouvement d'opposition a montré que beaucoup croient à la justesse de la vie de famille, à la complémentarité homme-femme.

Après, des divisions sont apparues dans les milieux catholiques sur les visées politiques et tactiques. Mais sur les objectifs de fond, je peux vous dire que les catholiques sont unis ; ils sont même unis avec des musulmans, des juifs, des philosophes, des pédagogues... Sur ces questions de respect de la vie, l'Eglise catholique a des convictions ; il nous faut les présenter de manière positive. Ces sujets ne sont pas pour nous une bouée à laquelle nous nous accrochons, mais sont le roc intangible qui nous tient.

Prenons la question du genre : une chose est de réviser des lois défavorables aux femmes ou de lutter contre les inégalités liées au



Mgr Georges Pontier, à Lourdes (Hautes-Pyrénées), le 10 novembre 2013. ALAIN GUILHOT/DIVERGENCE

sexe ; une autre est de dire que l'on peut choisir son sexe. Or je suis convaincu que certains courants militants sont à l'œuvre dans la société pour porter cette vision. Et, même si l'ensemble de la représentation politique n'en est pas là, elle subit leurs pressions. Il s'agit pour moi d'une réelle inquiétude face à ce qui apparaît comme une déstabilisation de la personne humaine. Etre homme ou femme n'est pas un fait culturel, c'est un fait naturel ; casser cela fragilise le monde, favorise des attitudes suicidaires. **L'affaire Fabienne Brugère, du nom de cette philosophe évincée d'une formation de cadres de l'Eglise à cause de sa sympathie pour les études de genre, a révélé des tensions entre catholiques. Qu'avez-vous conclu de cet incident ?**

On a pu y voir une imprudence des organisateurs, qui auraient sous-évalué la force de réseaux militants organisés et réactifs à l'égard de ce qui leur paraît déviant. Mais on a aussi pu vérifier qu'il y avait dans notre Eglise des chrétiens tellement blessés, tellement perturbés, tellement soupçonneux sur le monde d'aujourd'hui qu'ils ne parviennent plus à s'ouvrir à une possibilité de dialogue, de rencontres.

Cela nous invite à réfléchir à la juste manière de vivre en chrétien dans une société et une Eglise, marquées par le pluralisme. Nous devons vérifier que nous sommes fidèles au Christ, en nous comportant dans le respect et l'amour de l'autre, en dehors de tout clivage. Nous devons nous libérer de nos peurs et de nos idéologies personnelles. Cela passe par une forma-

tion intellectuelle, mais aussi une vie spirituelle mieux enracinée.

Il nous faut aussi creuser la question des réseaux sociaux. Voir ce que nous en faisons, ce qu'ils font de nous, en quoi ils nous servent et en quoi ils aliènent notre liberté. Car ce qui est nouveau, c'est l'émergence de lobbies, leur efficacité, l'immédiateté, l'irrationalité de leurs réactions, la dramatisation des débats.

L'omniprésence des réseaux catholiques sur ces questions sociétales n'est-elle pas contradictoire avec les demandes du pape François, qui, dans le discours tout au moins, semble vouloir les reléguer au second plan ?

« Le législateur ne se soucie plus de savoir si les lois qu'il produit respectent des valeurs de référence »

C'est le législateur qui nous a amenés sur ces questions ! Mais il est vrai qu'il ne faudrait pas que les questions d'éthique individuelle nous fassent oublier les questions d'éthique sociale, internationale, environnementale et rendent notre parole inaudible sur des sujets comme les migrants ou le sort des salariés. C'est une de mes inquiétudes.

Vous dites regretter que le législateur ne soit plus inspiré par « les valeurs traditionnelles qui ont fondé notre société ». N'est-ce pas conforter les chrétiens dans la « contre-culture » ?

Plus de 3 600 adultes baptisés durant le week-end pascal

Les chiffres sont en légère augmentation. Lors des célébrations pascales, samedi 19 et dimanche 20 avril, l'Eglise catholique va baptiser quelque 3 631 adultes et 1 184 jeunes de 12 à 18 ans. En 2013, 3 220 adultes avaient demandé le baptême après deux ans de formation au sein de l'Eglise. Parmi les baptisés de cette année, 45 % sont de tradition chrétienne, 15 %

étaient sans religion et 5 % viennent de la tradition musulmane. A l'origine de leur démarche, ils évoquent « la rencontre avec un chrétien ou un prêtre, le témoignage d'un collègue de travail, un événement de la vie ». Les baptêmes d'enfants sont, eux, en baisse continue : 270 000 enfants de 0 à 7 ans ont été baptisés en 2012, soit 95 000 de moins qu'en 2002.

COLLECTIVITÉS LOCALES

Un président sans étiquette pour l'agglomération de Lille

Damien Castelain, maire de Péronne-en-Mélantois (Nord), 900 habitants, a été élu président de la communauté urbaine de Lille, vendredi 18 avril, avec 108 voix sur 179. Trois candidats étaient en lice – mais aucun à gauche. Outre M. Castelain, représentant 48 petites communes de centre droit, il y avait Bernard Gérard, le maire (UMP) de Marqu'en-Barœul, et Eric Dillies, candidat vaincu à la mairie de Lille, élu membre du conseil municipal (Rassemblement Bleu Marine). Présidente sortante de LMCU (Lille Métropole – communauté urbaine de Lille), Martine Aubry n'avait pas souhaité se présenter à sa propre succession : avec le basculement de Roubaix et de Tourcoing à droite, elle savait que ses chances de l'emporter étaient compromises.

La maire PS de Lille a apporté son soutien et les 65 voix de la gauche à M. Castelain. Elle s'est ainsi assurée de faire passer une partie de son programme pour la communauté urbaine durant les six prochaines années. L'élection des 20 vice-présidents est prévue le 5 mai. ■ LAURIE MONTEZ (LILLE, CORRESPONDANCE)

Le législateur ne se soucie plus de savoir si les lois qu'il produit respectent des valeurs de référence. Il conçoit son rôle comme accompagnateur des évolutions de la société, notamment en ce qui concerne la vie éthique personnelle. Et les catholiques ne peuvent plus s'appuyer sur une société qui s'organise autour de repères chrétiens. Dans ce contexte, on constate un double excès : un effacement des croyants, qui gomme leur originalité et les fait apparaître comme des humanistes athées, et, à l'inverse, une posture de résistance à une société qui évolue mal.

Encore une fois, le défi est d'accepter de vivre dans un environnement où tout et tous ne sont pas chrétiens. Cela ramène sans doute les croyants à une radicalité de vie personnelle plus grande. Mais il faut le faire sans nous raidir, en montrant le moins d'écart possible entre ce que nous proclamons et ce que nous vivons. Car nous ne sommes pas un corps contre la société, mais un membre de cette société. Il nous faut nous comporter en citoyens, en nous inscrivant dans le dialogue, la proposition, la contestation parfois.

En manifestant ?

En se manifestant plutôt ! En agissant ! En nous inscrivant dans le débat démocratique, au sein des corps intermédiaires, dans le métier politique. Qu'il y ait des chrétiens convaincus au Parlement, c'est une bonne chose ! Mais il n'y en a pas assez ! Il y a là une vraie vocation pour les laïcs : être des gens influents dans notre société démocratique. Vous l'avez compris, je penche plus vers l'élection que vers la manifestation !

La période de Pâques est propice à l'introspection pour les croyants. Quels en sont vos enseignements ?

Que l'horizon de notre vie dépasse les frontières d'ici-bas. Qu'il n'existe pas d'épreuves à travers lesquelles l'homme ne puisse demeurer humain. Et, surtout, que l'espérance fondée sur les conditions matérielles ne sera jamais comblée, car l'espérance est, pour nous, d'un autre ordre. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
STÉPHANIE LE BARS

Le Monde | Télérama | Courrier international

MBA FAIR

THURSDAY, MAY 22ND 5:30pm - 10pm

80 bd Auguste Blanqui PARIS 13^e
Journal LE MONDE

BOOST YOUR CAREER WITH A PRESTIGIOUS MBA

✓ MEET THE BEST UNIVERSITIES & BUSINESS SCHOOLS
✓ ATTEND OUR CONFERENCES



Registration



www.mbafair-lemonde.com



MBA Fair - Le Monde
@SalonMBAFair & #MBAFair

* Jeudi 22 mai - Boostez votre carrière avec un MBA - Venez découvrir les meilleures universités et grandes écoles - Assistez aux conférences et prises de parole des exposants

Dans la Drôme, des terres rendues à la vie sauvage

Pour pallier les carences de l'Etat, une association rachète des terrains qu'elle transforme en réserves, vierges de toute intervention humaine

Reportage

Véronne (Drôme)
Envoyée spéciale

A perte de vue, des falaises de calcaire s'élèvent, majestueuses, tapissées d'un dense couvert forestier. En contrebas, un ruisseau, le Riousset, s'étire longuement, bordant quelques rares bâtisses de pierres du hameau de Véronne. C'est dans ce lieu majestueux, au cœur de la Drôme et aux portes du Vercors, que l'Association pour la protection des animaux sauvages (Aspas) va inaugurer, mardi 22 avril, la première réserve privée de vie sauvage, celle du Grand Barry. Objectif de ce lieu inédit en France : laisser la nature s'exprimer sans la moindre intervention humaine. Et prendre le relais d'une gestion publique des aires protégées jugée « déficiente ».

« Alors que les parcs et réserves naturelles ne protègent plus autant la biodiversité, en autorisant fréquemment la chasse et l'exploitation forestière, nous avons développé un nouvel outil pour assurer une protection pérenne des milieux naturels : l'acquisition foncière », explique Pierre Athanaze, le président de l'Aspas, reconnue d'utilité publique. Depuis 2010, nous rachetons des terrains avec comme seul mode de gestion la libre évolution. »

Pour financer ses espaces, l'association, qui refuse d'être subventionnée par l'Etat, ne recourt qu'à des fonds privés : ce sont les cotisations de ses 11 000 adhérents, ainsi que des dons, legs et un coup de pouce de la Fondation pour une Terre humaine, qui ont permis de réunir les 150 000 euros nécessaires à l'acquisition des 110 hectares de terrains du Grand Barry, achetés à des particuliers. Des opérations similaires menées dans les Côtes-d'Armor et dans la Haute-Loire permettent aujourd'hui à l'association de totaliser 300 hectares « sauvages ». Pour l'instant, seu-



Un chamois dans la réserve du Grand Barry, qui sera inaugurée mardi 22 avril. ROGER MATHIEU/ASPAS

le la zone du Grand Barry a été labellisée « réserve de vie sauvage », une marque déposée par l'Aspas. Elle a par ailleurs intégré en février le réseau européen Rewilding Europe, qui regroupe 27 réserves et vise à atteindre, d'ici à 2020, un million d'hectares.

Le cahier des charges de ces « îlots de naturalité » est des plus exigeants. Sont interdits la chasse et la pêche, l'exploitation forestière et agricole, l'élevage, les feux, les dépôts de déchets, le passage de chiens non tenus en laisse et même la cueillette. Seule la promenade non motorisée, sur les sentiers, est autorisée. Ce niveau de protection très élevé et unique en France correspond à la catégorie Ib (zone de nature sauvage) du classement des aires protégées, réalisé par l'Union internationale de conservation de la nature, qui mesure, sur une échelle de 6, l'inter-

vention humaine sur la nature. Une demi-douzaine d'agents assermentés – bénévoles – seront bientôt formés pour faire respecter la charte dans cet espace en libre accès, et des panneaux d'information seront installés.

« Depuis près de deux ans que les terrains sont interdits à la chasse, nous avons observé un retour des grands ongulés », s'enthousiasme Roger Mathieu et Françoise Savasta, administrateurs de l'Aspas dans la Drôme, en faisant découvrir la réserve. Lors de la visite, on n'apercevra aucun des nombreux chamois, chevreuils, biches ou cerfs qui arpentent les sentiers et rochers de la zone, en raison de la chaleur et des fortes bourrasques de vent. Mais les multiples traces et crottes, ainsi que les pièges photo installés sur des arbres, attestent des fréquents passages des herbivores.

« La biodiversité est exceptionnelle ici. On procède à un inventaire de la faune et la flore », indique Roger Mathieu, en suivant avec ses jumelles des aigles royaux, circaètes, éperviers et vautours fauves qui parquent dans le ciel. A hauteur de sol, ce sont des hépatiques, colchiques ou encore gesses de Hongrie qui fleurissent au pied des chênes pubescents et pins sylvestres. « En France, c'est inimaginable que l'on achète et privatise des terrains pour ne rien en faire, si ce n'est regarder la nature évoluer », regret-

te Françoise Savasta, passionnée de botanique. Mais les effets véritables de cette renaturation ne seront visibles que dans plusieurs générations.

La protection française des espaces naturels a pris son envol au début des années 1960, avec la création progressive d'une vingtaine d'outils et de statuts, tels que les parcs nationaux (au nombre de dix), les parcs régionaux (48), les

Les effets véritables de cette renaturation ne seront visibles que dans plusieurs générations

réserves naturelles (166 nationales, 129 régionales et 6 corses), les sites Natura 2000 ou encore les arrêtés de biotopes.

Malgré tout, seulement 1 % du territoire métropolitain est aujourd'hui « sous protection forte » – un chiffre qui est censé doubler d'ici à 2019 en vertu des engagements du Grenelle de l'environnement. « Nous avons des lacunes en termes de protection par rapport à nos voisins européens », regrette Daniel Valauri, chargé de la biodiversité et des forêts pour WWF France. En France, l'homme a toujours façonné l'ensemble de ses paysages, notamment par l'agriculture, l'exploitation forestière et l'urbanisation. Et nous avons des propriétaires et des usages privés partout, qu'il faut satisfaire. »

La loi de 2006, qui réforme le statut des parcs nationaux, a accru l'empreinte humaine sur ces espaces naturels. En ouvrant les conseils d'administration des parcs aux élus locaux, et en renégociant leur charte avec les communes, elle les a davantage soumis aux pressions économiques et touristiques. « L'objectif était de concilier impératif de protection et développement économique, afin de favoriser l'acceptabilité de l'ensemble du parc par les élus et citoyens », explique Alby Schmitt, directeur adjoint de l'eau et de la biodiversité au ministère de l'écologie.

« La loi a abaissé les exigences de protection du cœur des parcs, ceux-là mêmes qui devraient être des sanctuaires », rétorque Anthony Turpaud, secrétaire de la branche espèces protégées au Syndicat national de l'environnement et agent technique au parc du Mercantour. « Nous avons moins de temps à consacrer aux zones centrales car nous avons des nouvelles missions de développement local dans les zones périphériques, poursuit-il. Surtout, le lobbying des différents groupes d'intérêts est devenu plus fort. »

Ainsi la chasse a-t-elle été autorisée dans le cœur du dernier-né des parcs nationaux, celui des Calanques – de même que dans 70 % des réserves naturelles. Le parc national des Cévennes, de son côté, a demandé à être une zone d'exclusion pour le loup. A l'inverse du Grand Barry, où les animaux sauvages sont désormais maîtres de leur territoire. ■

AUDREY GARRIC

Les Alpes-Maritimes, « zone de retrait pour fugitifs » de la mafia italienne

Le chef d'un clan de la Camorra a été arrêté mardi 15 avril, à Nice

Nice
Correspondant

C'est dans un bar niçois, mardi 15 avril vers 19 heures, que la cavale d'Antonio Lo Russo, chef d'un clan de la Camorra, la Mafia napolitaine, a pris fin. Surnommé le « Chacal de la Campagne » (la région de Naples), l'un des 100 criminels les plus recherchés d'Italie, âgé de 33 ans, a été interpellé « en douceur », au moment où il s'attablait pour prendre un verre. Il n'était pas armé et n'a opposé, faute de temps, aucune résistance.

L'arrestation, qui a mobilisé les gendarmes de la section de recherche (SR) de Marseille et de la brigade de recherches de Nice, ainsi que des carabinieri, a été déclenchée quelques heures après le repérage du fugitif. Une soixantaine d'enquêteurs travaillaient sur cette opération depuis environ trois semaines, à la suite d'une information des carabinieri.

Le suspect, « qui n'avait pas de liens avec le milieu local, était venu se mettre au vert sur la Côte d'Azur », a précisé le colonel Sylvain Noyau, patron de la SR. Les autorités italiennes nous avaient prévenus, il y a quelques semaines, qu'il pouvait être dans les Alpes-Maritimes. » Le clan Lo Russo, soupçonné d'extorsion de fonds, tenue de maisons de jeux, trafic de drogue et meurtres, a été l'un des protagonistes des guerres entre clans du quartier pauvre de Scampia, à Naples, pour le contrôle du trafic de drogue.

Antonio Lo Russo, qui faisait l'objet d'un mandat d'arrêt euro-

péen depuis 2011, était accompagné de son cousin Carlo, alias « Lelè », Lo Russo, également recherché. En raison de l'absence de traduction française des mandats d'arrêt, les deux mafieux présumés devront attendre le 22 avril, date du renvoi de l'audience de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, pour savoir s'ils seront remis aux autorités italiennes.

La cour a également reporté, pour ces mêmes raisons, l'audience concernant un autre Italien membre de la N'Drangheta – la Mafia calabraise –, Vito Laterza, arrêté mercredi à Menton. Il était, de son côté, sous le coup d'un mandat d'arrêt européen dans le cadre d'une affaire de trafic de stupéfiants entre l'Amérique latine, les Pays-Bas et l'Allemagne, pays où la N'Drangheta est très présente.

Soutien d'autres malfaiteurs

L'arrestation de ces trois mafieux à Nice et Menton confirme l'attrait des organisations criminelles calabraises, napolitaines et siciliennes pour les Alpes-Maritimes, département frontalier de l'Italie. Nombreux sont ceux qui choisissent cette « zone de repli pour fugitifs. Ils bénéficient parfois, confie un enquêteur de la PJ de Nice, du soutien d'autres malfaiteurs transalpins discrètement implantés au cœur de la communauté italienne. »

Mais il faut surtout s'inquiéter quand les membres de la N'Drangheta ou de la Camorra ne font pas parler d'eux. « C'est signe qu'ils agissent, ironise ce policier. Ces

mafieux sont implantés dans des entreprises dans lesquelles ils ont des participations. On remarque leur présence dans la restauration, le secteur du BTP, où ils investissent pour blanchir. Ils tentent même d'approcher des élus dans le cadre de projets de travaux. »

Même constat du côté des services spécialisés sur la Côte d'Azur, qui préfèrent l'expression « groupes criminels » organisés à celle de « mafias ». « L'implantation dans les Alpes-Maritimes des groupes criminels est très complexe et diversifiée, confie au Monde le patron de l'antenne de police judiciaire niçoise, Philippe Frizon. Chaque organisation travaille « à la carte » et s'adapte au contexte économique de la région. » Pour lutter contre ces organisations, les spécialistes de la lutte anti-mafia s'efforcent d'enquêter de manière transversale, en coopération avec d'autres pays. Souvent, il s'agit plus de surveiller les malfaiteurs, leur organisation, que les faits criminels.

« Il faut s'adapter à la Côte d'Azur », souligne le colonel Gaël Marchand, commandant du groupement des Alpes-Maritimes. Ici, il y a une pénétration perceptible, mais que l'on ne peut pas toujours prouver, de tous les types de mafias. Elles sont toutes représentées. Je crois qu'il n'en manque aucune : les Tchétchènes, les Albanais, Kosovars, Russes, les mafias sicilienne, napolitaine, calabraise. » La gendarmerie a créé, il y a quelques mois, une brigade anti-mafia à l'échelle de la région PACA. ■

PAUL BARELLI

ARCHITECTE

MARIANNE LE BERRE
ARCHITECTE DPLG
Rénovation de votre appartement
Visites de conseil.
www.marianneleberre.com
Tel : 06.22.70.81.30

LIVRES

LIBRAIRE ACHÈTE
Livres anciens, modernes,
services de presse,
successions, bibliothèques
06.40.15.33.23

ANTIQUITÉS

ACHAT AU DESSUS
DE VOS ESTIMATIONS
ET EXPERTISES
« ART D'ASIE » :
CHINE, JAPON
ET MOYEN-ORIENT
06.07.55.42.30
P. MORCOS
EXPERT CNE
★ Porcelaines et Bronzes
★ Cristal de Roche
★ Corail et Ivoires Anc.
★ Jade blanc et couleurs
★ Cornes et Laques
★ Peintures et Tissus anc.
★ Manuscrits et Estampes
Déplacement
PARIS – PROVINCE
morcospatrick@orange.fr

ACHÈTE MOBILIER
ET OBJETS
de l'ancienne maison
« A l'escalier de Crystal »
des années 1900,
meubles recouverts de cuir,
lampadaire et appliques
avec abat-jour tôle ou papier
06.61.09.30.47

ACHÈTE TOUS VIEUX INSTRUMENTS

même très abimés : violon - violoncelle - contrebasse - harpe - basson - saxo Selmer - Paris - 06.68.86.07.36
Province - 06.05.01.81.20

ACHATS-ESTIMATIONS
SUCCESIONS
DE TOUTES ANTIQUITÉS
Mobiliers d'époques & de styles
Pianos droits et à queues
Manteaux de fourrure
Briquets & Montres de marques
Services de table
Argenteries en tous genres
Vases (Galé, Daum, Lalique)
Sculptures (Ivoires, Bronzes...)
Tableaux anciens et modernes
Pendules, horloges & miroirs
Tapis et trophées de chasse
Livres et cartes postales anc.
Armes anc. (sabres, épées...)
Vieux vins & champagnes
Jouets anc. (poupées, voitures...)
Déplacement GRATUIT
PARIS – PROVINCE
Charles Heitzmann
Tel : 06.19.89.55.28
charlesheitzmann@free.fr

DÉCORATION

RENOV'DÉCO 1961 SARL
Nos compétences,
notre expérience
et notre goût
du travail soigné
A VOTRE SERVICE !
PEINTURE, PAPIER-PEINT,
PARQUET, ELECTRICITE,
CARRELAGE, PLOMBERIE,
MACONNERIE, MENUISERIE.
*Devis gratuit *Délai respecté
sur toute la France
Tel : 01.40.09.79.26
06.21.40.02.81
www.renovdeco1961.fr

Tarifs 01/01/14			Tél. : 01 57 28 38 52
1 parution	Professionnels	Particuliers	
Forfait 5 lignes	65€ HT	65€ TTC	
Forfait 10 lignes	110€ HT	110€ TTC	

CONFECTION
RÉALISATION
À VOS MESURES !
VOILAGES, RIDEAUX,
STORES
Intérieurs et extérieurs
Choix de tringles
et de tissus d'éditeurs.
Conseils, devis,
prises de mesures,
réalisations et poses assurées
par nos décorateurs.
15 % LECTEURS DU MONDE
34, rue de Bassano,
75008 Paris.
Tél. : 01.47.20.78.84

CRÉEZ VOTRE TAPIS
RÉALISATION
DE MODÈLES UNIQUES
Large choix de styles formes
matières et textures
LAINE, SOIE, LIN
Fabrication française
et sans intermédiaire.
ÉTUDE ET DEVIS GRATUITS.
Manufacture Tapis Design
34, rue de Bassano,
75008 Paris.
Tél. : 01.47.20.78.84
www.lightandmoon.com

Immobilier

VENTES

APPARTEMENTS

PARIS 20^E

M[°] Saint Fargeau et Télégraphe

2P vue imprenable Square de Belleville, dans cité d'ateliers d'artistes arborée et fleurie, 2P 39 m² refait à neuf en totalité par architecte en 2014. 2^e étage, clair et calme, matériaux nobles. Entrée, séjour, cuisine équipée, chambre, salle d'eau WC, dressing. Gardien.
Prix : 329 000 €
Tél : 01 43 29 51 21

ETRANGER

BRUXELLES - 940 000 €

Quart. Ave.Louise-Jardin du Roi 200m², 6P, 4 ch, très bon état 3.ét, asc, très clair, Art Déco
Tél. 0032 475 70 94 82
e-mail: gbrodach@gmail.com

MANOIR

Près Chambord Manoir Renaissance 360 m² sur jardin clos (1700 m²) Restauration authentique possib chambre hôtes. Cuisine, salon, s. à manger, 4 chambres. Bibliothèque 80 m², salle jeux 50 m², 1 s de bains et 2 salles eau. Dépandances 600.000 euros
Tél : 02 54 58 96 65

Voyage aux pays des magasins de disques

À l'occasion du Record Store Day, organisé le 19 avril dans près de soixante pays, rencontre avec quatre disquaires



À Rio de Janeiro, dans le temple de la bossa-nova, La Toca do Vinicius, Suellen Torquato, étudiante. VINCENT ROSENBLATT/AGENCIA OLHARES POUR « LE MONDE »

Musique

Le 19 avril 2008, Metallica donne un concert à Mountain View (Californie), dans les locaux de l'un des magasins de la chaîne de disquaires indépendants Rasputin Music. Le groupe ouvre ainsi le premier Record Store Day, la fête des magasins de disques, imaginée fin 2007 par quelques patrons et employés de magasins de disques. Ils s'agit d'attirer l'attention du public en proposant des raretés et des inédits en édition limitée, ainsi que des concerts. Cette première année, une dizaine de disques conçus spécialement sont mis en vente dans une centaine de magasins aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

Depuis, l'opération a pris de l'ampleur. Pour sa 7^e édition, samedi 19 avril, ce sont plus de 2 000 magasins dans près de 60 pays (listés sur Recordstore-day.com) qui participeront à la journée. L'occasion pour *Le Monde* de demander à ses correspondants au Brésil, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et au Japon de présenter un magasin.

À l'issue de ce 7^e Record Store Day, les ventes devraient atteindre « plus de 10 millions de dollars [plus de 7 millions d'euros], estime Michael Kurtz, cofondateur du Record Store Day. Cumulé avec les ventes habituelles des magasins, ce sera notre plus gros chiffre de l'année, au-dessus de celui des vacances de Noël. Dans le monde entier, 1 000 artistes se produiront devant 2 millions de spectateurs, soit un public plus important que celui des dix plus gros festivals de musique ».

Prestation la plus originale cette année, celle du guitariste et chanteur Jack White : il jouera, à l'heure d'ouverture de son magasin Third Man Records, à Nashville (Tennessee), une nouvelle chanson, *Lazaretto*, dont l'enregistrement partira à United Record Pressing, où seront fabriqués immédiatement des 45-tours, avant livraison et mise en vente dans la foulée.

Aux Etats-Unis, 530 références sont proposées, à des tirages variant de 200 à 7 500 exemplaires. Pour l'essentiel des disques vinyles au format 17, 25 ou 30 cm, en 45 ou 33-tours, quelques cassettes et CD. Chaque pays présente, en plus d'un choix commun, des productions propres. Ainsi, le 45-tours d'*American Beauty*, de Bruce Springsteen, sera vendu à 7 500 exemplaires aux Etats-Unis et à 300 en France. Pays qui, en revanche, devrait être le seul à proposer *L'Homme qui marche*, d'Etienne Daho, en 45-tours et à 549 exemplaires.

La partie française de l'opération s'appelle le Disquaire Day (DisquaireDay.fr), organisé depuis 2011 par le Club action des labels indépendants français. Le Disquaire Day a affiché, en 2013, un chiffre d'affaires d'un million d'euros. Ce 19 avril, 230 magasins sont de la fête et accueillent 200 groupes dans 78 villes différentes.

À Londres, Honest Jon's sauvé par Internet

Pour rejoindre le bureau d'Alan Scholefield, il faut prendre l'étroit escalier le long de son magasin de disques, baisser la tête pour éviter de se cogner, et suivre un passage entre des piles de cartons. Là, au fond du sous-sol, dans un amoncellement de vinyles, deux bureaux et quelques ordinateurs surnagent. C'est le cœur d'Honest Jon's.

Au-dessus se trouve le magasin historique, le plus vieux disquaire de Londres, qui fête cette année ses 40 ans. Mais s'il existe encore, c'est grâce à l'activité de ce sous-sol. Alan Scholefield et Mark Ainley y préparent les commandes reçues sur Internet. Du monde entier, les passionnés de jazz, de soul et de reggae achètent leurs disques rares et leurs trouvailles. « On a longtemps considéré Internet, avec eBay et Amazon, comme une machine qui nous détruisait. Ce qui nous a sau-

vés, c'est qu'on a compris qu'on pouvait s'en servir à notre avantage », explique Alan Scholefield.

Honest Jon's est une institution à Portobello Road. Jon Clare l'a fondée en 1974, avec un modèle économique simple : aller aux Etats-Unis, et revenir avec des milliers de disques introuvables en Europe. Il a vendu son magasin en 1992 à Alan et Mark, ses deux plus proches employés, qui ont poursuivi le même filon. Jusqu'à l'arrivée d'Internet, qui a failli faire couler la boutique. « Il y avait 2 000 magasins de musique à Londres en 2000. Il en restait 200 en 2012 », souligne M. Scholefield. Honest Jon's a donc créé, en 2002, son label, avec l'aide de Damon Albarn, du groupe Blur. Puis le magasin a débuté la vente sur Internet et la distribution de labels indépendants. Les ventes en magasin représentent désormais moins du tiers du chiffre d'affaires.

Mais pas question de les abandonner. « Les gens sur Internet nous disent tout le temps qu'ils achètent chez nous parce qu'ils savent qu'on est un vrai magasin. » Aujourd'hui, Honest Jon's a retrouvé un équilibre.

À New York, Other Music cultive sa différence

L'enseigne est un programme à lui tout seul : Other Music. Si vous cherchez le dernier Rihanna ou la compilation de Katy Perry, passez votre chemin. Situé sur la 4^e Rue, dans Greenwich Village, le magasin de « l'autre musique » se définit comme une alternative rafraîchissante. Son fondateur, Josh Madell, 43 ans, cultive sa différence depuis maintenant dix-neuf ans.

« Nous sommes des passionnés qui ne cessons d'explorer de nouvelles musiques, précise M. Madell. Il y a beaucoup de choses qui contribuent à maintenir un magasin en vie : l'emplacement, des coûts fixes réduits, mais je crois qu'à la base de la réussite, ce sont les gens qui tra-

vailent ici, disposer d'une équipe qui est enthousiasmée par la musique et par le fait d'en parler. » Lorsqu'il recrute un vendeur, la première question qu'il se pose est de savoir comment la nouvelle recrue va contribuer à l'éclectisme que la boutique défend. « Le profil de notre clientèle est très large, affirme M. Madell, cela va de l'étudiant à l'homme d'affaires en passant par les professionnels de la musique et les touristes. Tous ceux qui sont avides de sons intéressants. »

Ici, la musique tient de l'artisanat. Au-dessus de la caisse, les recommandations des vendeurs sont griffonnées sur des tableaux blancs effaçables à sec. Présentoirs en bois à la limite du bricolage, étiquettes découpées grossièrement. Un lecteur iPod isolé permet d'écouter les découvertes du moment. Comme *The Future's Void*, le premier album d'EMA (Erika M. Anderson) disponible en CD, en vinyle et même en cassette audio.

Other Music avait créé son site de téléchargement, avant de le fermer il y a un an : « La concurrence des géants du secteur n'était pas soutenable », constate le propriétaire. Autre expérience, plus fructueuse celle-ci : la création, en 2012, d'un label propre. « Je crois que nous avons une ouverture d'esprit et une façon d'aborder les artistes qui sont uniques grâce à notre background de la vente », dit-il. Sans doute le secret de la survie.

À Rio de Janeiro, La Toca do Vinicius, honore les génies

C'est un temple de la musique aux dimensions d'une chapelle de campagne, un lieu quasi mystique où l'on vient s'enivrer des vieilles pochettes de disques et célébrer les raffinements de la bossa-nova. Depuis 1993, Carlos Albert Afonso, professeur de littérature à la retraite, d'un rigorisme à faire pâlir le plus ayatollah des critiques de jazz, s'efforce à honorer les génies de la

musique brésilienne. « Il m'arrive de passer plus d'une heure avec un client avant de lui vendre un petit CD à 30 reais, dit-il. Je prends cela comme une opportunité de faire mon travail d'éducation. »

Le projet initial, conçu en compagnie du producteur et compositeur Ronaldo Bôscoli, devait prendre la forme ambitieuse d'une maison de la bossa-nova. La mort brutale en 1994 de l'auteur de *Lobo Bobo* en décida autrement. Installée dans la zone sud et chic de Rio de Janeiro, au cœur d'Ipanema, à un bloc de la brasserie Garota de Ipanema (« La Fille d'Ipanema ») où le poète Vinicius de Moraes a écrit, avec Antonio Carlos Jobim, le fameux hymne éponyme, la boutique a été plus modestement baptisée Toca do Vinicius (« La Niche de Vinicius »).

Une toca où « tout est incontournable », selon Carlos Afonso. Il insiste : « Si l'activité d'un tel endroit n'était que commerciale, il y a longtemps que j'aurais mis la clé sous la porte. » Et d'ajouter : « Il n'y a qu'un seul chemin pour survivre : ne pas vouloir toujours davantage. » On déniche ici *Amorosa* de Rosa Passos, « surnommée Joao Gilberto en jupe, plus qu'un compliment ». Là, le CD *Bossa Nova in Concert* 2005 avec Leny Andrade, Johnny Alf et Carlos Lyra. Et le légendaire 33-tours *Getz/Gilberto* de 1963, à New York, « le seul moment où les deux architectes de la bossa-nova [Joao Gilberto et Antonio Carlos Jobim] ont enregistré ensemble ».

Retour indispensable au 10 juillet 1958. Sort un disque 78-tours comprenant une face A, *Chega de Saudade*, signée Jobim et de Moraes, une face B, *Bim-Bom* avec des paroles et musique de Joao Gilberto. Le disque fâche quelques puristes. Mais il signe l'acte de naissance de la bossa-nova. Carlos Afonso sourit. Il vient d'obtenir l'inscription de sa niche au registre de l'Institut de la bossa-nova. De quoi lancer une rénovation de sa salle à l'étage, destinée à devenir un musée de la bossa-nova. Il reprend : « Un petit musée. »

À Tokyo, Big Love, temple du vinyle

Pas facile à trouver, Big Love Records, coïncé au troisième étage d'un immeuble blanc proche du quartier branché de Harajuku, à Tokyo. Les murs réchauffés par un parquet et des boiseries sombres taquinent la fantaisie avec quelques boules à facettes, des loupes multicolores et des dizaines de couvertures de 33-tours dédiées. Les stars françaises de l'électro Daft Punk et Justice sont passés par là, « à leurs débuts », sourit Masashi Naka, patron du lieu et du petit label Big Love, qui a travaillé avec les Américains Nite Jewel ou les Britanniques The XX.

Dans un coin du magasin, une machine à sous. On y gagne une Shiga Kogen, savoureuse bière brassée dans les montagnes de Nagano. Elle devrait couler à flots le 19 avril, lors du mini-concert de la Japonaise Sapphire Slows dans le magasin.

Natif de Nagoya, Masashi Naka vit à Tokyo depuis le début des années 1990. Quand il a pris la direction de Big Love Records à la fin des années 1990, il proposait principalement des CD. Aujourd'hui, il n'y a que des disques vinyles et des cassettes. « Il y a un vrai boom depuis deux-trois ans au Japon. Pour les artistes, la production de vinyles, et de plus en plus souvent de cassettes, est presque devenue une norme. »

Ici, on trouve des indépendants occidentaux, les Britanniques de Jungle ou les Danois de Lower. Dans ses bacs, 5 000 vinyles. Les clients sont souvent des étrangers et toujours des connaisseurs. « Quand je travaillais chez Zest, un client dépensait 3 000 yens environ par achat. Aujourd'hui, ils sont plus rares mais achètent toujours pour plus de 10 000 yens. » ■

ERIC ALBERT (À LONDRES),
STÉPHANE LAUER (À NEW YORK),
NICOLAS BOURCIER
(À RIO DE JANEIRO),
PHILIPPE MESMER (À TOKYO),
SYLVAIN SICLIER ET
FLORENCE STOLLESTEINER

De Koolhaas à Piano, fièvre architecturale en Vénétie

Le Néerlandais a présenté le programme de la prochaine Biennale de Venise. A Padoue, une exposition célèbre l'Italien

Architecture

La Biennale d'architecture de Venise se rapproche. Les dernières éditions avaient ouvert en septembre. Ce sera, cette année, le 7 juin, histoire de mieux accueillir les vacanciers curieux et les étudiants estivaux. Dans sa spécialité, c'est toujours le seul événement international de véritable importance. On a pu vérifier récemment que la Biennale de Shenzhen/Hongkong, l'un de ses challengers explicites, qui s'est achevée en mars, ne parvient toujours pas à se présenter comme un projet cohérent. Sans parler de la très consternante Triennale de Lisbonne, à l'automne 2013...

Nommé directeur de cette biennale, l'architecte néerlandais Rem Koolhaas a pu obtenir une feuille de route anticipée, de manière à se mettre au travail plus tôt que la plupart de ses prédécesseurs, souvent piégés par des délais trop courts. Coqueluche de la planète architecturale, constructeur toujours aussi actif avec son agence Office for Metropolitan Architecture (OMA), et toujours aussi engagé sur le front de la réflexion théorique avec l'association Architecture et maîtres d'ouvrage (AMO), Koolhaas est venu fin mars à l'Institut culturel italien de Paris présenter son dispositif pour la nouvelle édition, comme il l'a fait auparavant à Londres.

D'un point de vue théorique, cette biennale devrait faire un tabac, parce que c'est Koolhaas et que ce Koolhaas s'est débarrassé de son odeur de soufre (née, pour la France, du quartier d'affaires d'Euralille, qu'il a conçu au début des années 1990) ; parce qu'il a aussi gardé assez d'ironie et de sens du paradoxe pour rendre la critique malaisée. Le Néerlandais a donné comme cap à l'ensemble des sites un thème qui se veut exclusif : « *Fundamentals* » (« fondamentaux »), un regard rétrospectif sur l'évolution de l'architecture des cent dernières années, qu'il précise ainsi : « *Après plusieurs biennales consacrées à la célébration de la production contemporaine, Fundamentals sera un retour sur l'histoire, s'efforcera de reconstituer ce qui*



Carte blanche à Renzo Piano au Palazzo della Ragione, à Padoue. ENRICO CANO

a conduit l'architecture dans sa situation actuelle, pour se projeter dans le futur. Il faut rompre toutes les connexions avec cette architecture qui n'est pas en bonne santé, malgré nombre de manifestations impressionnantes.

Cette biennale de Venise devrait faire un tabac, parce que c'est Koolhaas et que ce Koolhaas s'est débarrassé de son odeur de soufre

La règle du jeu peut paraître simple. Le pavillon central, aux Giardini, reviendra sur les éléments qui constituent la construction : balcon, escalier, porte, fenêtre, mur, etc. (« *Elements* »). Les pavillons nationaux exploreront pays par pays l'histoire de l'architecture moderne (« *Absorbing Modernity: 1914-2014* »). Les bâtiments de l'Arsenal, enfin, accueilleront une manifestation baptisée

« *Monditalia* », manière, semble-t-il, de regarder le monde à travers les yeux de la péninsule.

A Padoue, voisine de Venise, le Palazzo della Ragione, monument majeur de la ville construit à la fin du XIII^e siècle, a devancé l'appel mondialiste et italianophile de Koolhaas avec une exceptionnelle exposition sur l'œuvre de Renzo Piano. Tous les deux ans, s'alignant plus ou moins aisément sur la Sérénissime, Padoue offre ainsi sa propre biennale, organisée depuis 2005 par la Fondation Barbara Cappochin pour la promotion de la qualité architecturale. Elle donne cette année carte blanche à celui qui fut, avec Richard Rogers, l'un des deux architectes du Centre Pompidou (1977).

Avec son équipe, Renzo Piano présente près de quarante ans de réalisations. Chaque projet est décortiqué, presque disséqué, sur une grande table carrée : une maquette, une ou plusieurs pièces techniques, des croquis, des documents ou des livres, maniables par le visiteur. Au-dessus, suspendus dans l'immense voûte en berceau du Palazzo, des photos grand for-

mat flottent dans l'espace comme les lampes et versets d'une mosquée byzantine.

Ainsi se déconstruisent puis se rassemblent les œuvres du lauréat 1998 du prix Pritzker, auteur prolifique d'édifices majeurs à travers le monde : le centre culturel Jean-Marie-Tjibaou (Nouméa), l'aéroport du Kansai (Osaka), la Potsdamer Platz (Berlin), la tour du *New York Times* (New York), la tour Shard (Londres), pour ne citer qu'une parcelle de ce que son agence, Renzo Piano Building Workshop (RPBW), produit à un rythme

impressionnant, et pratiquement toujours avec le même niveau de qualité.

Chaque réalisation est reconstituée à travers des fragments fortement symboliques de l'œuvre dans sa globalité. Un procédé systématique qui livre la dimension, parfois la performance technique de chaque construction. Piano, qui fut et reste proche de grands ingénieurs (Jean Prouvé, Peter Rice, Ove Arup), a constitué son atelier autour d'une douzaine de forts et fidèles partenaires, comme les architectes Shunji Ishida, Bernard Plattner, Paul Vincent, Giorgio Bianchi ou Mark Carroll. Ils jouent un rôle majeur dans la production de RPBW. La collégialité est peut-être le seul élément du puzzle absent des tables de l'exposition, quand on peut estimer qu'elle fait partie des clefs efficaces de l'agence de l'Italien.

Seuls les projets achevés sont présentés, ce qui donne une solide cohérence à l'ensemble, baptisé « *Pezzo per Pezzo* » (« pièce par pièce »), ce qui, en langage de Koolhaas, peut aussi donner « élément par élément ». Les familiers de l'architecte observeront aussi que l'exposition fait l'impasse sur quelques réalisations. Les moins significatives ? Les moins aimées ? Les moins utiles à la compréhension globale ? Une des réussites de l'exposition est de parler clairement, sans excès de mots, ce qui la rend accessible au public le plus large. ■

FRÉDÉRIC EDELMANN

Renzo Piano Building Workshop, Pezzo per Pezzo. Palazzo della Ragione, Padoue (Italie). Jusqu'au 15 juillet.

La cruauté modèle de « Neuf petites filles »

A Rennes, Stanislas Nordey met en scène la pièce de Sandrine Roche

Théâtre

Rennes
Envoyée spéciale

Stanislas Nordey aime changer de registre et d'échelle. Après avoir mis en scène *Par les villages*, de Peter Handke, dans la Cour d'honneur du Palais des papes, à Avignon, en 2013, il présente *Neuf petites filles*, de Sandrine Roche, dans la petite salle du Théâtre national de Bretagne, à Rennes. L'auteure a la quarantaine, elle est peu connue, et elle aime écrire « *comme on compose du jazz* », en proposant un cadre dans lequel il est possible d'inventer. Stanislas Nordey rend hommage à ce désir d'écriture en offrant une belle variation scénique à la pièce, que l'on pourrait résumer ainsi : les petites filles ne sont pas tendres, il suffit de les écouter pour s'en rendre compte.

Nous les écoutons donc, dans une cour de récréation, chez elles ou dehors, quand elles se racontent des histoires, vraies, inventées ou fantasmées. Prenons une des premières. « *Je suis morte dans un accident* », dit une petite fille. Elle explique à ses copines qu'elle était en voiture avec son père et sa mère. Ils se sont disputés, le père a giflé la mère parce qu'elle avait un amant, et le 4 x 4 tout neuf a fait une embardée... Les petites filles se mettent à parler des conséquen-

ces : c'est affreux d'être morte, dit l'une en substance. Non, ce n'est pas si grave, on n'a plus à s'occuper de rien, répond l'autre. Elles continuent sur ce mode, jusqu'au moment où l'une prend peur. Alors, peut-être parce que son histoire est allée trop loin, la petite fille interrompt le jeu en disant : « *Tout ça parce que ma mère a un amant* ». « *Tout le monde le sait. Pas de quoi en faire une histoire* », rétorque une copine. Et le réel reprend ses droits, sans qu'il soit besoin de le réinventer.

Elles se racontent des histoires, vraies, inventées ou fantasmées

Dans la pièce de Sandrine Roche, il est partout, ce réel qui travaille les petites filles. Quand elles parlent d'une belle femme qui sort la nuit dans une petite robe noire, ce n'est pas pour raconter un enlèvement par un prince charmant, mais la soirée d'une femme qui espère une rencontre et se fait violer. Et, quand elles commentent cette histoire, elles reprennent ce qu'elles entendent dire par leurs parents, du « *quel salaud* » (le violeur), au « *elle l'a bien cherché* » (la femme). Il y a ainsi, dans *Neuf petites filles*, ce qui traverse la société. Mais, si elles sont féroces en repro-

duisant ce qui les entourent, comme la haine de l'étranger, elles le sont tout autant quand elles s'attaquent entre elles, et se mettent, par exemple, à humilier « *la grosse* » qui mange trop de chocolat.

Rien de tout cela n'est illustré, sur le plateau du théâtre. Tout est dit, avec cette diction nette, claire, projetée, qui signe la marque Stanislas Nordey et s'accorde parfaitement avec le côté « jazz » de Sandrine Roche. Les mots vibrent dans l'espace. Ils sont concrets, sensibles, comme les extraits de la pièce qui s'inscrivent sur les murs du décor, un cube travaillé d'une manière très graphique par la lumière de Stéphanie Daniel. Tout est beau, dans ce spectacle où neuf comédiennes vêtues de robes chabubles racontent des histoires sans jamais chercher à ressembler à des petites filles ni à se montrer féroces : elles n'en ont pas besoin, c'est la vie qui, souvent, n'est pas tendre avec elles. ■

BRIGITTE SALINO

Neuf petites filles, de Sandrine Roche. Mise en scène : Stanislas Nordey. Avec Marie Cariès, Nathalie Kousnetzoff, Sophie Mihan, Julie Moreau, Anaïs Muller, Karine Piteveau, Julie Pouillon, Lamya Regragui, Margot Segreto. Théâtre national de Bretagne, 1, rue Saint-Hélène, Rennes (35). Tél. : 02-99-31-55-33. Du mardi au samedi, à 20 heures. De 7,50 € à 25 €. Durée : 1 h 15. Jusqu'au samedi 26 avril. t-n-b.fr

GALERIE

Agathe May
Galerie Catherine Putman

Agathe May est l'une des rares en France aujourd'hui qui fait de la gravure son mode de création essentiel. C'est pour attirer cette vénérable technique vers des extrémités et des étrangetés très inhabituelles. Elle inflige à la perspective des altérations cruelles par inversion d'une même planche qu'elle imprime dans un sens et l'autre sur la même feuille, de haut en bas, de gauche à droite. Appliquée aux vues d'un salon saturé de tableaux et de meubles et d'un escalier orné d'armures et d'armes anciennes, cette perversion de l'espace suscite vertige et sensation d'étouffement. Celle-ci n'est pas moins violente quand on fait face à la représentation monumentale d'une haute volière peuplée d'une foule d'oiseaux prisonniers à l'œil méchant et au bec aigu, et à celle d'une mer où pululent méduses et raies géantes, poulpes nouveaux et poissons cornus. Une nageuse imprudente crawl sans se douter de ce qui vit dans les profondeurs. Imposible de ne pas soupçonner qu'un drame est proche, comme dans la maison devenue chaos, comme dans la volière hitchcockienne. Agathe May précipite des sujets apparemment innocents et seulement pittoresques du côté du cauchemar – et cela par les seuls moyens de la plaque gravée, de l'encre et de quelques rehauts de couleur. ■ **PHILIPPE DAGEN**

La théorie de l'inadaptation Galerie Catherine Putman, 40, rue Quincampoix, Paris 4^e. Tél. : 01-45-55-23-06. Du mardi au samedi, de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 juin.

“UN FILM ADMIRABLE !”
LE MONDE

“AUSSI PASSIONNANT QUE POIGNANT”
STUDIO CINELIVE

“UN PETIT BIJOU À NE PAS RATER !”
LA CROIX

“UNE BOULEVERSANTE ET FORMIDABLE PLONGÉE DANS LES MUTATIONS DU MONDE AGRICOLE”
TÉLÉCINÉ OBS

Mille et Une Productions & Jour2Fête présentent

LES CHÈVRES DE MA MÈRE

FESTIVAL 2 VALENCIENNES GRAND PRIX - 2014

un film de **Sophie Audier**

FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM D'ENVIRONNEMENT 2014

ACTUELLEMENT AU CINÉMA

selection PREMIERE

terraeco

la Croix

INSTANTANÉ DANSE

« Voilà » Yoann Bourgeois, acrobate en suspension

Une sphère. Une planche. Un pied de micro. Empilez-les et vous obtiendrez un des accessoires les plus excitants du spectacle *Minuit*, mis en scène par l'acrobate, trapeziste et danseur Yoann Bourgeois, à l'affiche jusqu'au 24 avril, du Théâtre des Abbesses, à Paris. Cet aggrès, qui connaît des avatars de plus en plus imposants au fil de la pièce, concentre sa recherche du point de suspension, cet acmé du mouvement, qu'il s'agisse de jonglage, de trampoline ou d'équilibre, avant la chute.

Voilà donc Yoann Bourgeois, pour la troisième fois, à quatre pattes sur son morceau de bois en déséquilibre sur un gros ballon, en train de se redresser lentement, précautionneusement. Tango, tango, ça gîte à droite, à gauche, ça tremblote sec. Le pied de micro joue les métronomes affolés pendant que la bouche de Yoann Bourgeois grimpe à sa rencontre. Enfin, il semble réussir à se placer pile en face du micro mais n'a le temps de dire qu'un mot, « voilà ! », avant de

tomber net de son échafaudage.

Cette tentative clownesque et existentielle de se redresser au sens strict pour tenir debout et prendre la parole alors que tout s'acharne contre vous devient une métaphore du cirque et de la vie. Rester en équilibre au centre d'un rapport de forces qui comprime et tire, exige beaucoup de travail, pas mal d'obstination et un humour indéfectible. Jusqu'à la chute inexorable.

Cette suspension fugace, ce triomphe de quelques dixièmes de seconde résumé en deux syllabes, « voi-là », est un des pics du spectacle *Minuit*, qui en est hérisé. En complicité avec trois artistes de choc, au croisement comme lui du cirque et de la danse, Mathurin Bolze, Marie Fonte et Jörg Müller, accompagné par Laure Bria à la harpe, Yoann Bourgeois offre une bulle de grâce et d'invention qui fait léviter pendant une heure. Une parenthèse de bonheur un peu plus longue qu'un point de suspension. ■

ROSITA BOISSEAU

Cinéma Festival de Cannes : Nicole Garcia présidera le jury de la Caméra d'or

L'actrice, réalisatrice et scénariste française Nicole Garcia présidera le jury de la Caméra d'or, qui récompense le meilleur premier film présenté à Cannes, selon un communiqué publié vendredi 18 avril. La Caméra d'or, créée en 1978, est attribuée au meilleur premier film présenté en Sélection officielle (Compétition, Hors Compétition et Un certain regard), à la Semaine de la critique ou à la Quinzaine des réalisateurs. Elle sera remise lors de la cérémonie du palmarès, samedi 24 mai. Dans le passé, Jim Jarmusch, Naomi Kawase ou Steve McQueen l'ont obtenue.



Le restaurant Schwarzwaldstube, à l'Hôtel Traube Tonbach, à Baiersbronn. DR

Gastronomie En Allemagne, au cœur du Bade-Wurtemberg, de nombreux restaurants attirent les becs fins, dont le célèbre Schwarzwaldstube, triplement étoilé depuis 1992

Les gourmandises de la Forêt-Noire

Karlsruhe (Allemagne)

Seul le voyage permet de sentir, de la façon la plus charnelle et la plus directe, ce que l'Europe a de plus précieux : sa civilisation. Dès le mois d'avril, il faut s'en aller découvrir l'un des sites

les plus exceptionnels qui soient : la Forêt-Noire (Schwarzwald). Avec ses vergers en fleurs et ses routes sinueuses menant à des lacs, à des cascades et à des châteaux forts (comme par exemple celui du grand duc de Bade, à Durbach), la Forêt-Noire n'est pas seulement un décor de théâtre, elle inspire aussi celui qui veut bien s'en imprégner, qu'il soit philosophe (Hegel), musicien (Brahms) ou écrivain (Hesse).

De Karlsruhe à Bâle, ce lieu de villégiature s'étend sur 170 km, au cœur du Bade-Wurtemberg. Autrefois, on allait prendre les eaux à Baden-Baden pour perdre du poids. Aujourd'hui, on va manger à Baiersbronn pour en gagner. Cette commune de neuf villages disséminés dans la forêt abrite en effet pas moins de vingt restaurants gastronomiques, dont deux distingués par trois étoiles au Michelin... Sur les hauteurs, à l'orée d'un parc national inauguré en janvier, vous y trouverez le plus prestigieux hôtel-restaurant d'Allemagne : le Traube Tonbach, ancienne auberge de bûcherons fondée en 1789 par la famille Finkbeiner, toujours aux commandes, 225 ans après...

En arrivant au hameau de Tonbach, le dépaysement est total. Les truites sauvages continuent à peupler le ruisseau qui s'écoule au bas de l'hôtel. Les sentiers forestiers ne sont accessibles qu'à pied ou à cheval.

Venus de toute l'Allemagne, les clients y séjournent en famille, au moins une fois par an, les enfants ayant à leur disposition une immense salle de jeu et pas moins de quatre piscines. Petit déjeuner gigantesque (inclus dans le prix de la chambre), demi-pension petit prix (34 euros par personne et par jour), saunas somptueux, chapelle dotée d'un orgue... Le luxe, ici, se veut simple et accessible.

Pour le très francophile Heiner Finkbeiner (dont l'ancêtre, nous dit-il, fit la campagne de Russie en tant que boucher de Napoléon), « la grande cuisine est nécessairement française, les fromages obligatoirement au lait cru, le sommelier et le pâtissier français également ».

Mais si vous souhaitez vous immerger dans ce que la Forêt-Noire a de plus authentique, rendez-vous au Blockhütte, un chalet en bois de sapin que M. Finkbeiner a fait construire en pleine forêt, à 15 minutes de marche de son hôtel. On peut y déguster une goûteuse cuisine familiale servie par des jeunes femmes vêtues de l'habit traditionnel (le *dirndl*). Fraîche et légère, la bière du pays (*alpirsbacher*) se



Gâteau au chocolat et à la framboise. JEAN-DANIEL SUDRES/HEMIS.FR

déguste à la pression dans une chope émaillée de couleur blanche. Un délice sur les lentilles aux spätzle, les saucisses de veau à la moutarde douce, le boudin noir et la truite meunière aux épinards... Au dessert, on fera bien sûr honneur à la forêt-noire, aussi légère qu'un zéphyr et imbibée de kirsch local.

Autrefois, on allait prendre les eaux à Baden-Baden pour perdre du poids. Aujourd'hui, on va manger à Baiersbronn pour en gagner

Mais Traube Tonbach ne serait évidemment pas ce qu'il est sans Harald Wohlfahrt. Le plus grand chef d'Allemagne, trois étoiles au Michelin depuis 1992, a fait de son restaurant gastronomique, Schwarzwaldstube, une adresse culte dans le pays. Ce fils de la campagne, né en 1955 près de Baden-Baden, a très tôt appris le goût naturel des produits avant de s'initier aux arcanes de la cuisine française chez Alain Chapel (1937-1990), à Mionnay (Ain).

Secret, Harald refuse de passer à la télévision et préfère rester dans ses cuisines, ce dont ses clients lui savent gré. « Que la cuisine soit devenue une mode, c'est très bien, affirme-t-il. Mais pour devenir cuisinier, il faut travailler de 9 heures à 23 heures... Et ça, peu de jeunes l'acceptent. Dans dix ou vingt ans, les grands restaurants auront disparu, il faudra

cuisiner autrement. » En attendant, les jeunes apprentis du monde entier frappent à la porte de celui qui a formé pas moins de soixante-dix chefs étoilés.

À la recherche des accords mets-vins les plus fulgurants, Harald Wohlfahrt œuvre avec le sommelier alsacien Stéphane Gass, à qui M. Finkbeiner a confié la responsabilité de sa cave en 1991. Sous son autorité, partez donc à la découverte des plus grands vins blancs d'Allemagne, parmi les plus délicats de la planète.

En entrée, le délicieux bouillon de langoustines aux raviolis de lard blanc confit et caviar d'omble chevalier épouse admirablement les notes salines d'un riesling grand cru provenant des terroirs granitiques de Durbach. Les cuisses de grenouille sautées à la coriandre et au piment, servies avec une crème de riz aromatisée au yuzu, se marient plutôt, quant à elles, avec un riesling plus riche et opulent, aux notes exotiques, originaire de la Nahe.

Rôtisseur-né, Harald Wohlfahrt cuit l'agneau du Limousin à la perfection, tout comme les côtelettes de veau, qu'il sert sur un ragoût de ris de veau, langue et rognon, le tout nappé d'une sauce à l'estragon. Occasion rêvée de déguster un fabuleux pinot noir de Franconie, aux parfums envoûtants de rose, d'encens et de fruits rouges... ■

EMMANUEL TRESMONTANT

Hôtel Traube Tonbach. Tonbachstraße 237. 72270 Baiersbronn. Menu gastronomique à 175 euros. Chambre double, petit déjeuner compris, 245 euros. Traube-tonbach.de

Après "J'AI TOUJOURS RÊVÉ D'ÊTRE UN GANGSTER"



AU CINÉMA LE 23 AVRIL

Le Monde
en vente
actuellement

► En kiosque



Hors-série



Hors-série



Hors-série



7 matières pour
réussir votre bac

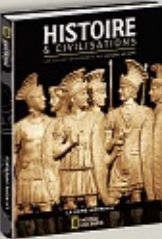
Collections

Les petits polars



Dès jeudi 17 avril,
le volume n° 2 **CANNIBALES**
de Philip Le Roy, illustré par Götting

Le Monde HISTOIRE & CIVILISATIONS



Dès jeudi 17 avril,
le volume n° 13
LA ROME IMPÉRIALE

Nos services

- Lecteurs**
- Abonnements
Tél. : 32-89 (0,34€ TTC/min)
www.lemonde.fr/abojournal
- Boutique du Monde
80, boulevard Auguste-Blanqui,
75013 Paris
M° Glacière ou Corvisart
Tél. : 01-57-28-29-85
www.lemonde.fr/boutique
- Le Carnet du Monde
Tél. : 01-57-28-28-28
- Professionnels**
- Service des ventes
Tél. : 0-805-05-01-47

Le Monde

Le Carnet

Vos grands événements

- Naissances, baptêmes,
fiançailles, mariages,
anniversaires de naissance
- Avis de décès, remerciements,
messes, condoléances,
hommages, anniversaires de décès,
souvenirs
- Colloques, conférences,
séminaires, tables-rondes,
portes-ouvertes, forums,
journées d'études
- Soutenances de mémoire, thèses,
HDR.
- Expositions, vernissages,
signatures, lectures,
communications diverses
- Pour toute information :**
☎ 01 57 28 28 28
☎ 01 57 28 21 36
✉ carnet@mpublicite.fr

AU CARNET DU «MONDE»

Anniversaires de naissance

Camille,

Tu as ouvert des yeux émerveillés
Sur le monde. Dix-huit ans déjà,
Nous étions fous de joie,
Toujours fiers de toi
Nous t'aimons à l'infini,
Joyeux anniversaire !

Maman et Papa.

Bon anniversaire

Morgane.

Merci à toi de me laisser t'accompagner
dans ta vie et ainsi enrichir quotidiennement
la mienne.

Phil,
Julie.

Avec la complicité de
Pierre, Agathe,
Séverine et Stéphane.

Fiançailles

Bruxelles Chatelain, CDG A380,
Champagne, Cherating Beach, Eurostar,
Hermès, Kuala Lumpur, Kuantan café,
Paris.

Cheryl Cheng et Franck-Olivier ROUX,

sont très heureux de faire part de leurs
fiançailles, entre Paris et Bruxelles...

Ils partagent cette joie avec leurs
enfants,

Aliyah, Charlotte et Aslan.

Le meilleur reste à venir.

Décès

Robert ANTOINE,

décorateur,
nous a quittés le 4 avril 2014,
à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

De la part de

M^{me} Maria-José Ballabio,
sa compagne,
M. Noël Antoine,
M^{me} Danielle Dutheil,
ses frère et sœur
Et toute la famille.

Les obsèques ont été célébrées au
crématorium du cimetière du Père-
Lachaise, Paris 20^e, le mercredi 9 avril
2014.

55, rue du Chef-de-Ville,
60398 Le Mesnil-en-Thelle.

Le frère Maurice BARTH, o.p.,

est entré dans la Paix du Seigneur,
le 16 avril 2014,
dans sa quatre-vingt-dix-neuvième année,
la soixante-seizième année
de sa profession dominicaine
et la soixante-dixième année
de son ordination presbytérale.

L'Eucharistie sera célébrée le mardi
22 avril, à 14 heures, au couvent Saint-
Jacques, 20, rue des Tanneries, Paris 13^e.

De la part
Du frère Michel Lachenaud,
prieur provincial de la Province
dominicaine de France,
Du frère Gilles Berceville,
prieur,
Des frères du couvent Saint-Jacques,
De toute sa famille
Et de ses nombreux amis du monde
entier.

Danièle Lebrun,
François de Closets et Janick Jossin,
Lucie, Mathilde et Juliette,
ses filles,
Marcel Bluwal,
Emmanuelle Bluwal-Bournoville
et Pierre Bournoville,
Régis de Closets,
Sophie de Closets
et François Delabrière,
Catherine Bluwal
et sa fille, Sarah Blamont,
et François Decaux,
Laurent Bluwal et Laurence Ferali,
Sophie Courau-Roi, Vincent Roi
et leur famille,
Anne Mondet
et sa famille,
Philippine Pierre-Brossolette-Meyer
et sa famille
Et tous ceux qui l'ont aimé,

ont la douleur de faire part de la disparition de

Serge de CLOSETS,

survenue dans sa cinquantième année.

Les obsèques ont eu lieu à Bez-et-
Espanon (Gard).

Dépôt de condoléances sur
www.pf-atger.fr

Cet avis tient lieu de faire-part.

Sibylle Slattery et Ariel Oettinger,
ses filles,
Michael Slattery,
son gendre,
Gabrielle, Alexandra, Rebecca
et Jeanne,
ses petites-filles,

ont la tristesse d'annoncer la mort de

M^{me} Denyse DE SAIVRE,

veuve de
M. Christopher MILES-THOMAS,
rédacteur en chef de la revue
Recherche, Pédagogie et culture
de 1972 à 1985,

survenue le 16 avril 2014,
à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 24 avril, à 10 h30, en l'église
Saint-Eustache, 2, impasse Saint-Eustache,
Paris 1^{er}.

L'inhumation aura lieu le même jour
à 16 h 30, au cimetière de Senonches dans
l'Eure-et-Loir.

Tourouvre, Sète. Paris. Marseillan.
Balaruc-les-Bains.

Jean-Luc et Francine Durand,
Marie Madeleine Durand-Defendini,
ses enfants,
Ses petits-enfants
Et arrière-petits-enfants,

ont l'immense peine de faire part du décès de

M^{me} Anne DURAND,

née DEFENDINI,

survenu à Tourouvre, le 16 avril 2014.

Ses obsèques seront célébrées
le mercredi 23 avril, à 15 heures,
en l'église Notre-Dame-des-Maraix
de la Ferté-Bernard, où l'on se réunira.

Fleurs blanches.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Marie Madeleine Durand Defendini,
10, rue Duméril,
75013 Paris.

Babette Jaworski,
son épouse,
Sarah,
sa fille,
Philippe Jaworski,
son frère,

Catherine et Jean-Louis Meurant,
sa sœur et son beau-frère,
Corentin et Elsa,
ses neveu et nièce,
Fanny et Marc Darmon
et leurs enfants,
ses cousins et petits-cousins,
Ses amis,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Michel JAWORSKI,

professeur
à l'École de traduction et d'interprétation
de Genève,

survenu le 4 avril 2014, à Genève.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans
la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, route de Malagnou,
1208 Genève.
(Suisse).

Saint-Cloud (Hauts-de-Seine).

Les familles de Michel Lefranc
et de Jenny Piquet,

ont la tristesse de faire part du décès de

Robert LEFRANC,

survenu le 15 avril 2014,
à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

L'incinération aura lieu le mercredi
23 avril, au crématorium du Mont-
Valérien, rue du Calvaire, à Nanterre.

Mâcon. Fontaines.
Sarrebruck (Allemagne).

M. Pierre Joureau,
son époux,
M. et M^{me} Frédéric Joureau,
ses enfants,
Edouard et Jules,
ses petits-fils,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Janine JOUREAU,

née PROVEUX,

professeur agrégé
de lettres classiques.

La cérémonie religieuse sera célébrée le
mardi 22 avril 2014, à 14 h 30, en l'église
de Fontaines (Saône-et-Loire).

Cet avis tient lieu de faire-part et de
remerciements.

Son épouse,
Ses enfants,
Sa belle-fille,
Ses petits-enfants,
Sa famille proche
Et ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès,
le 15 avril 2014, de

Pierre LEPORTOIS.

Il aurait eu quatre-vingt-six ans en juin.

Il sera incinéré, dans l'intimité, le mardi
22 avril prochain.

Monique Monory,
son épouse,
Anne-Marguerite et Jean-Denis,
ses enfants,
Liliane Rouault et Pierre Monory,
sa sœur et son frère,

ont la profonde tristesse d'annoncer
le décès de

Michel MONORY,

professeur de lettres classiques,
attaché culturel,
directeur des Instituts français d'Athènes,
de Turin et de Londres,
chevalier de la Légion d'honneur,
amoureux de théâtre, poésie, musique,

survenu le 15 avril 2014.

A Buenos Aires, le 15 avril 2014,

Eliseo VERON,
sémioticien, linguiste, sociologue
à l'EHESS, au CELSA, à Paris VIII,

nous a brutalement quittés.

Ses collègues et amis de toujours,
Carmen Bernard,
Patrick Charaudeau,
Jorge Dana,
Lucrecia Escudero Chauvel,
Paolo Fabbri,
Pablo et Sophie Fisher,
Jean Mouchon,
Jean-Loup Rivière,
Silvia Sigal.

Nicole Vitry,
son épouse,

Delphine et Johann Devaux,
Arnaud et Cécile Vitry,
Grégoire et Anne-Laure Vitry,
ses enfants,

Amélie, Juliette, Simon, Victor,
Antonin, Martin, Paul, Raphaël, Marie,
ses petits-enfants,

Les familles Vitry, Small, Boinet,

ont la tristesse de faire part du décès de

Alain VITRY,

survenu le 13 avril 2014.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mercredi 23 avril, à 15 heures, en
l'église Notre-Dame-des-Champs,
91, boulevard du Montparnasse, Paris 6^e.

150, boulevard du Montparnasse,
75014 Paris.

La famille
Et les amis de

Jaume XIFRA,

ont la profonde douleur et l'extrême
tristesse d'annoncer sa disparition.

La cérémonie funéraire a eu lieu
ce samedi matin, 19 avril 2014,
à 10 heures, au crématorium du cimetière
du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Anniversaires de décès

Philippe DEMEESTÈRE,

18 janvier 1939 - 20 avril 2012.

Deux ans déjà.

Christine,
Tes enfants
Et tes petits-enfants

pensent à toi, tu es toujours parmi nous.

Le 21 avril 2013,

Marie-Lise SEMBLAT,

féministe,

disparaissait en mission en Haïti.

« Un volcan s'est éteint !
Combien en a-t-elle allumés ? »
Aster-International.

Débats

Vingt-cinq ans de transformations démocratiques en Pologne.

Magdalena Sroda - Christine Ockrent,
le mercredi 23 avril 2014, à 18 heures,
amphithéâtre 122.

Michal Boni - François Bafoil,
le mardi 29 avril, à 18 heures,
amphithéâtre 122.

Centre universitaire Malesherbes,
108, boulevard Malesherbes, Paris 17^e.

Conférence

Les mercredis de l'INET

L'événement dédié aux cadres
de direction territoriaux !

« La politique européenne
de cohésion 2014-2020 :
quel avenir pour nos territoires ? »,

le mercredi 30 avril 2014, à Paris,
de 10 heures à 16 heures.
Programme et inscription :
www.inet.cnfpt.fr

L'INET c'est quoi ?

L'institut national des études territoriales
(INET) est l'organisme de formation
des cadres de direction des grandes
collectivités territoriales françaises
(Conseil régional, conseil général,
communauté urbaine, ville...).

Communications diverses



Groupe EAC
Paris. Lyon. Monaco. Pékin. Shanghai.

Claude Vivier Le Got, présidente
du **Groupe EAC**, félicite ses diplômés
du MBA Manager de projet culturel,
en particulier Matthieu Audoly, embauché
chez Arte Concert. Si comme eux, vous
souhaitez travailler dans le secteur des arts,
de la culture et du luxe, venez nous
rencontrer lors des « Nocturnes de
l'orientation » du **mercredi 23 au jeudi
24 avril 2014, de 16 heures à 21 heures,
à l'EAC Paris et Lyon.**

33, rue la Boétie,
75008 Paris,
Tél. : 01 47 70 23 83.
paris@groupeeac.com
11, place Croix Paquet,
69001 Lyon,
Tél. : 04 78 29 09 89.
lyon@groupeeac.com
www.groupeeac.com
www.ingenmmologie.com



La Fédération Française de l'Ordre
Maçonnique Mixte International,
« Le Droit Humain »,
organise une rencontre-débat
avec le public.

« La Franc-Maçonnerie en questions.
Tout ce que vous avez toujours voulu
savoir sur la Franc-Maçonnerie
sans jamais oser le demander »,

le samedi 26 avril 2014, à 14 heures,
9, rue Pinel, Paris 13^e.

Inscription par courriel :
communication@apfdh.org

Informations :
www.droithumain-france.org

le cnam

Prospective, Innovation, Stratégie et Organisation

Le Master en Management spécialité
Prospective, Innovation, Stratégie
et Organisation
du Conservatoire national
des Arts et Métiers débute
le lundi 6 octobre 2014, à 18 heures.
Cours du soir (Paris 3^e) et en ligne, ouvert
à tous, sur la prospective stratégique,
la gestion de l'innovation, l'organisation,
les grandes tendances
du futur, le développement durable
et le développement des territoires
et des réseaux.

Réunions d'information les
22 avril, 19 mai, 16 juin, 7 juillet
et 25 septembre 2014, à 19 heures,
au Cnam, 2, rue Conté, Paris 3^e,
accès 37, 2^e étage, salle Boris Vian.
Contact : maryse.laigle@cnam.fr
Pour plus d'information : mip-ms.cnam.fr

La bande annonce
magnifique « Silicon Valois »
du ministère de la Culture est en ligne.
L'idée est de Camille Domange,
chef du département
des politiques numériques,
le film du studio de création digital
« Bonhomme »,
et la BO « Les arbres dansent »
de Jean Morzadec.

Le Monde

Le Carnet

Un heureux événement doit être partagé !



Deux mois d'abonnement offerts* pour toute annonce
de naissance ou de mariage dans Le Carnet

Pour toute information :

☎ 01 57 28 28 28

☎ 01 57 28 21 36

✉ carnet@mpublicite.fr

Tarif : 20 € TTC
Prix à la ligne

* Offre non cumulable

CONTINUITÉ OU RUPTURE AU VATICAN ?

Jean Paul II et François, deux souverains pontifes et une même priorité

Henri Tincq

Ancien journaliste au « Monde »
et collaborateur
au « Monde des religions »

La canonisation par le pape François, dimanche 27 avril à Rome, du pape Jean Paul II (1978-2005) – associée à celle de Jean XXIII (1958-1963), le « père » du concile Vatican II – répare une injustice que commet déjà une mémoire ingrate et défaillante.

La popularité planétaire du pape argentin et son ardeur réformatrice font de l'ombre à Karol Wojtyła, ce pape polonais qui, le jour de ses obsèques, il y a seulement neuf ans (8 avril 2005), avait été salué par le monde entier comme l'un des géants de la fin du dernier siècle.

Vingt-cinq ans après la chute du mur de Berlin, la légende du premier pape venu de l'Est et qui a « vaincu le communisme », ses pèlerinages « coups de poing » dans sa Pologne natale opprimée, son soutien aux dissidents de l'Est s'estompent dans les mémoires. Karol Wojtyła a contribué héroïquement à ouvrir une ère de liberté et de démocratie en Europe. Mais le temps menace son image et son bilan.

L'Europe néochrétienne dont il avait rêvé toute sa vie ne s'est jamais réalisée. Le postcommunisme fut sa plus cruelle désil-

lusion : réveil meurtrier du nationalisme, triomphe d'un capitalisme débridé et d'une permissivité sans frein. Le néocléricalisme qu'il avait encouragé sur les décombres du communisme a été contesté. Face à une orthodoxie sortie orgueilleuse et méfiante de l'enfer communiste, il a échoué à réconcilier ce qu'il appelait les « deux poumons », occidental et oriental, du christianisme.

Au fil des ans apparaissent d'autres zones d'ombre : Jean Paul II n'a pas pris toute la mesure du scandale de la pédophilie du clergé. Sa défense du prêtre mexicain Marcial Maciel, fondateur des Légionnaires du Christ, dont le passé criminel – pédophilie, maltraitance sexuelle, toxicomanie – était déjà avéré, a témoigné d'une passivité coupable et indulgente. Les enquêtes judiciaires qui ont suivi et l'attitude plus ferme de Benoît XVI ont souligné par défaut son aveuglement.

Mais Karol Wojtyła, issu d'un monde totalitaire, était hanté par les campagnes visant à nuire à l'Eglise. On ne peut comprendre son « blocage intellectuel », selon le mot du vaticaniste Nicolas Diat, sur la pédophilie sans remonter aux souvenirs de persécution du clergé polonais, quand les services secrets communistes lançaient de perverses accusations d'abus sexuels pour noircir l'image des prêtres et fragiliser l'Eglise, ennemie du régime.

Le souvenir de Jean Paul II souffre aussi de la comparaison avec certaines déci-

sions de ses deux successeurs. La « renonciation » de Benoît XVI, constatant l'épuisement de ses forces et son incapacité à gouverner, est parfois mise à son débit.

Supportant avec courage sa maladie (Parkinson) et son impotence, le pape polonais avait refusé de démissionner, après y avoir fortement songé, et était allé jusqu'au bout de sa mission. Sa longue fin de règne et une paralysie désastreuse à la tête d'une Eglise déclinante avaient retardé les mises à jour nécessaires. Mais peut-on reprocher à un pape qui ne cachait rien au monde de ses souffrances, malgré les sarcasmes, d'avoir incarné la proximité de

Jean Paul II et François
formulent la même
contestations d'un monde
gagné par l'idolâtrie
de l'argent et un
libéralisme « sauvage »

son Eglise avec la partie la plus faible et la plus fragile de l'humanité ?

L'intransigeance du discours moral de Jean Paul II et, dans un tout autre domaine, son refus de s'attaquer aux privilèges d'une curie romaine qu'il jugeait irréformable et qu'il délaissait par ses innombrables voyages sont aussi opposés, depuis un an, à l'action hardie du pape François.

Sans doute Jorge Mario Bergoglio, premier pape latino-américain, fils d'immigrés italiens, jésuite formé dans les *missions* de Buenos Aires, proche de certains théologiens de la libération, a-t-il eu un parcours aux antipodes de celui du pape polonais.

Forgé à l'épreuve du nazisme qu'il connut dans sa jeunesse, puis du communisme qu'il affronta comme prêtre, évêque et pape, Karol Wojtyła était hanté par la déchristianisation rampante de l'Europe occidentale et brutale de l'Europe communiste. Il était effrayé par la « culture de mort » contemporaine, qu'il dénonçait avec persévérance et dans laquelle il amalgamait, de façon contestable, le génocide des juifs, l'avortement banalisé, la toxicomanie, la guerre, le terrorisme et la violence révolutionnaire à laquelle succombaient des prêtres en Amérique latine, au nom d'une théologie de la libération qu'il suspectait de marxisme.

Comment ne pas lui opposer aujourd'hui l'optimisme actif d'un pape François : « *Les lamentations qui dénoncent un monde barbare ne nous aideront jamais à trouver Dieu* » (entretien du 17 septembre 2013 accordé à la revue jésuite *La Civiltà Cattolica*) ?

Malgré les différences entre les deux hommes, Jean Paul II et François partagent le même terrible souvenir de la dictature et de l'oppression, communiste pour l'un, en Pologne, militaire et financière

pour l'autre, en Argentine. Ils formulent la même critique de toutes les formes de corruption politique, insistent sur la même urgente priorité pour les plus « pauvres » (François) et pour les « *blessés de la vie* » (Jean Paul II), la même contestation d'un monde gagné par l'idolâtrie de l'argent et un libéralisme « *sauvage* » dont le pape polonais avait aussi pressenti le triomphe après la chute du communisme dans l'encyclique de 1991 *Centesimus annus* marquant le 100^e anniversaire de la naissance de la « doctrine sociale » de l'Eglise.

François reprend l'héritage de Jean Paul II sur l'essentiel : non-violence et paix, défense des droits de l'homme, respect absolu de la vie, dialogue entre les cultures et les religions. Si le premier incarne plus que l'autre le devoir chrétien de tolérance et de « *miséricorde* » pour ceux qui sont éloignés de l'Eglise, il n'a rien fait, jusqu'ici, qui contrevienne à une discipline et à une doctrine catholique dont Jean Paul II se voulait le gardien intransigeant.

François réforme, depuis Rome, le gouvernement de l'Eglise. Jean Paul II, sur les routes du monde, diffusait son message, tel un apôtre des premiers temps. Sur le visage douloureux du pape Wojtyła à la fin de sa vie, comme sur celui, simple et joyeux, du pape Bergoglio, on lit la même fidélité aux « *béatitudes* » de l'Evangile, promises aux pauvres, aux affligés, aux affamés de justice. ■

La communication, refuge
du pape face à l'immobilisme

Frédéric Lenoir

Ecrivain et sociologue
et ancien directeur du « Monde des religions »

Je suis étonné par la teneur de nombreuses analyses sur le bilan de la première année de pontificat du pape François. Provenant de religieux, d'évêques ou de journalistes catholiques, elles insistent sur la continuité entre Benoît XVI et son successeur, et critiquent les propos de ceux qui évoquent une véritable rupture, allant jusqu'à les accuser de projeter sur François leur fantasme d'un pape qui ne serait pas catholique !

On imagine mal les cardinaux élire un pape qui ne professerait pas le dogme catholique, et ce n'est évidemment pas sur le terrain de la foi, ni même sur celui des grands principes moraux, qu'il faut chercher des lignes de rupture. Certes, on s'accorde à reconnaître que François a un autre style que son prédécesseur. On admet sa volonté de réformer la curie romaine et on concède, à la rigueur, ce que tout le monde peut constater : il a d'abord été élu par ses pairs pour faire cesser les scandales. Jean Paul II avait esquivé le problème des dérives de la curie et de la Banque du Vatican en quittant Rome autant qu'il le pouvait.

Benoît XVI a tenté de s'atteler à la tâche, mais il a été dépassé par l'ampleur des problèmes. François a eu l'intelligence de s'entourer d'un conseil de huit cardinaux et d'un nouveau secrétaire d'Etat pour mener à bien l'indispensable réforme d'un gouvernement de l'Eglise et d'institutions financières à la dérive. Nul doute qu'il ira jusqu'au bout de cette tâche d'assainissement – s'il ne lui arrive pas un « malheureux accident ». Mais le plus important est ailleurs.

Peu avant l'élection de 2005, le cardinal Ratzinger avait tenu un discours dans lequel il dénonçait « *le relativisme ambiant* » et il a été élu sur un programme identitaire ferme. Tout au long de son pontificat, il a privilégié cette ligne, déjà inaugurée par Jean Paul II, en tendant la main aux franges les plus traditionalistes de l'Eglise et en œuvrant de manière très active pour faire revenir – en vain – les intégristes de Mgr Lefebvre dans le giron de Rome. Sa renonciation restera sans doute l'acte le plus audacieux et réformiste de son pontificat.

Juste avant l'élection de 2013, le cardinal Bergoglio a tenu aux cardinaux un discours exactement inverse : l'Eglise est malade parce qu'elle est « *autocentrée* ». Pour guérir, elle ne doit pas se tourner vers son centre, mais vers sa périphérie : les plus pauvres, les non-chrétiens, mais aussi tous ceux qui, au sein de l'Eglise, se sentent rejetés par le discours ecclésial normatif : les pécheurs, les homosexuels, les divorcés remariés, etc.

Dans son exhortation apostolique *La Joie de l'Evangile*, premier document important de son magistère, François a développé cette réflexion, rappelant que l'identité profonde de l'Eglise n'est pas à chercher dans ses développements doctrinaux et moraux séculaires, et encore moins dans sa puissance temporelle et son appareil, mais dans sa fidélité au message de l'Evangile. Or, Jésus donne non seulement un témoi-

gnage d'une radicale pauvreté et humilité, mais, surtout, il ne cesse d'affirmer qu'il n'est pas venu pour les bien portants et les justes, mais pour les malades et les pécheurs. Au grand dam des zéloteurs de la loi, il affirme que la miséricorde est plus importante que la stricte observance, déroge parfois aux commandements, s'entoure de disciples analphabètes ou méprisés de tous et ne cesse d'affirmer cette bonne nouvelle que Dieu veut sauver ce qui est perdu, que l'amour qui redresse est plus important que la loi qui condamne, que l'amour du prochain est plus essentiel au salut que tous les rituels religieux. Voilà ce que François ne cesse de répéter depuis qu'il est pape et, qu'on le veuille ou non, cela constitue une réorientation profonde du discours ecclésial.

Depuis le XVI^e siècle, en effet, celui-ci s'est développé en réaction à la Réforme protestante et à la modernité. Tout ce que rejetait les protestants, puis le monde moderne, est devenu le symbole de l'identité catholique : le pouvoir absolu du pape (avec en point d'orgue le dogme de l'infailibilité pontificale en 1870), l'importance des sept sacrements (les protestants ne retiennent que le baptême et l'eucharistie), le pouvoir temporel de l'Eglise (dont la cité du Vatican est l'ultime résidu) et tout l'apparat qui l'accompagne, le contrôle clérical sur la société, etc. L'identité catholique moderne s'est ainsi construite en réaction contre l'humanisme de la Renaissance et des Lumières. Il faut

François entend aller jusqu'au bout
de la révolution conciliaire et remettre
l'institution sur le chemin de l'Evangile

dra attendre le concile Vatican II pour que l'Eglise admette enfin les droits de l'homme, la démocratie, la laïcité, et cesse de condamner « *le poison des idées modernes* » (Pie IX, Syllabus).

François entend aller jusqu'au bout de la révolution conciliaire et remettre l'institution sur le chemin de l'Evangile : « *Je préfère une Eglise accidentée, blessée et sale pour être sortie sur les chemins, plutôt qu'une Eglise malade de son enfermement et qui s'accroche confortablement à ses propres sécurités. Je ne veux pas d'une Eglise préoccupée d'être le centre et qui finit renfermée dans un enchevêtrement de fixations et de procédures.* » (*La Joie de l'Evangile*.) L'un de ses chantiers consiste d'ailleurs à réduire le pouvoir de la papauté et à revenir à un gouvernement plus collégial, celui des premiers siècles du christianisme, avant l'avènement du centralisme romain à la fin de l'Antiquité.

Un tel bouleversement constituerait une avancée décisive dans la réunification des Eglises chrétiennes, puisque la domination de l'évêque de Rome constitue le principal désaccord entre les catholiques, les protestants et les orthodoxes. François pourrait donc être le dernier pape représentatif d'une certaine conception de la papauté issue des différents aléas de l'histoire, mais fort éloignée des temps apostoliques. Marcel Gauchet a souligné avec finesse que le christianisme avait été historiquement « *la religion de la sortie de la religion* ». François pourrait bien être le pape de la sortie de la papauté. ■

Olivier Bobineau

Sociologue

Le pape François est un très bon communicant. Non seulement il séduit les journalistes, mais il sait aussi attirer l'attention et l'intérêt des personnes en dehors de l'Eglise catholique romaine. Il semble redorer l'image d'une institution avilie par les scandales – pédophilie, financement occulte – et d'une organisation en crise dans les sociétés modernes libérales qui dénombrent de moins en moins de fidèles, de prêtres et religieux. Par son style tranchant avec celui, magistral et doctrinaire, de Benoît XVI, par son rejet du protocole traditionnel contrairement à Jean Paul II, par ses actes en faveur des « *plus fragiles* » et « *exclus de la société* », par son choix d'assainir les finances du Vatican et enfin par sa rhétorique casuistique, le premier pape jésuite de l'histoire a tout pour envouter notre monde... du moins semble-t-il. En effet, cet envoiement n'est qu'apparent et provisoire dans la mesure où il se heurte à une donnée historique fondamentale : la poussée d'Archimède catholique.

Elle peut se définir comme la force institutionnelle contraire à tout mouvement réformateur, qu'il provienne de l'intérieur ou de l'extérieur de l'Eglise. Cette pression d'ordre ecclésial et hostile à tout changement constitue le ferment de l'histoire du catholicisme. Que cela soit autour de 500 après la chute de l'Empire romain avec l'invasion de nouvelles populations « barbares » converties partiellement, autour de l'an 1000 après la prise du pouvoir des laïcs et des seigneurs dans la gestion de l'Eglise romaine, vers 1500 avec la Réforme protestante ou avec l'entrée des sociétés dans la modernité, l'institution ecclésiale romaine réagit en exerçant une poussée inverse, ferme et de plus en plus radicale au fil de son histoire.

Poussée d'Archimède catholique

Ainsi, aux V^e et VI^e siècles, les papes Gélase I^{er} et Grégoire le Grand affirment le pouvoir suprême de l'évêque de Rome sur tous, gouvernés et gouvernants ; au XI^e siècle, Grégoire VII considérera que l'évêque de Rome est « *le vicaire de Dieu* » pour asseoir son autorité sur les princes ; au XVI^e, la Contre-Réforme catholique érigera le plus grand quadrillage territorial des consciences individuelles et collectives, la civilisation paroissiale placée sous la houlette des curés et de leurs confessionnaux.

Au XIX^e siècle, la condamnation par Pie IX des « *principales erreurs de notre temps* », c'est-à-dire de la modernité, et le concile Vatican I (1869-1870) donneront naissance au dogme de l'infailibilité du pape faisant de celui-ci un quasi-Dieu.

Certes, le concile Vatican II (1962-1965), à l'initiative de Jean XXIII, insufflé un mouvement de réforme, œcuménisme, liberté de conscience, liturgie adaptée aux territoires, mais engendre des mouvements de contestation ainsi que de multiples interprétations conservatrices, à commencer par celles des papes. Effectivement, Jean Paul II, en matière de gouvernance, ne cesse d'établir dans les diocèses des évêques hostiles aux changements de société ; Benoît XVI n'a de cesse de rappeler la doctrine romaine en l'opposant à la modernité libérale, marquée par la révolution de l'individu s'émancipant des institutions.

C'est dans ce contexte que le pape François, élu en mars 2013, va changer de style, de manière de gouverner, mais c'est sans compter sur cette poussée d'Archimède. A force de se déclarer anticlérical, d'être opposé aux « *évêques d'aéroports* » nommés par ses prédécesseurs, de condamner les abus d'autorité de la curie romaine, il s'expose à deux effets institutionnels qui auront sans doute raison de lui s'il continue sur cette voie, comme l'histoire de l'Eglise le montre. Le premier peut être appelé « *effet Allègre* », pour reprendre le politiste François Mabillet : quand un chef s'en prend directement au mammoth et ses serviteurs, l'institution qu'il dirige se braque au point de l'évincer.

Le second effet est l'« *effet Gorbatchev* », pour reprendre la formule de l'écrivaine Christine Pedotti : plus un dirigeant secoue l'Etat qu'il anime et en change l'image, plus il accroît certes sa popularité à l'étranger, mais il augmente aussi les résistances internes de ses membres qui se sentent abandonnés, floués. Ces poches identitaires catholiques se méfient d'un pape qui semble vouloir changer le visage de leur Eglise, dont le droit, la tradition, la doctrine, les structures n'ont de sens que mûs par la poussée d'Archimède catholique, privilégiant la stabilité, la conservation des pouvoirs des clercs et la préservation du dogme sacré par les théologiens.

Si François va trop loin, il sera évincé par l'institution qui n'en sera pas à sa première éviction. Le pape jésuite l'a déjà compris en canonisant dimanche 27 avril, aux côtés du « bon pape Jean XXIII », Jean Paul II dont la sensibilité conservatrice lui attirera prêtres et fidèles réticents. Mais durant combien de temps va-t-il conjurer cette force contraire structurant l'institution qu'il dirige ? ■

LA HONGRIE, UN ATOUT DANS LE JEU DE VLADIMIR POUTINE ?

ANALYSE

PAR JOËLLE STOLZ

Correspondante à Vienne

La Hongrie, qui a pris les armes en 1956 contre la tutelle soviétique, est devenue un atout dans le jeu de Vladimir Poutine, bien qu'elle fasse partie de l'Union européenne et de l'OTAN. Ce paradoxe, au moment où l'Europe affronte une crise aiguë avec la Russie, est accentué par les résultats des législatives du 6 avril. Les gagnants du scrutin, le Fidesz du nationaliste conservateur Viktor Orban (44,5 % des voix) et le Jobbik, le parti d'extrême droite dirigé par Gabor Vona (20,3 %), dénoncent à l'unisson la faillite morale de l'Occident et se retrouvent, à des degrés divers, dans la sphère d'influence de Moscou, fer de lance de « l'union eurasiennne ».

Aujourd'hui, le Fidesz n'a pas besoin du Jobbik pour gouverner. Mais la situation pourrait changer en cas d'aggravation des problèmes économiques : la convergence idéologique avec M. Vona, notamment sur l'attitude à adopter envers la Russie, sera alors beaucoup plus puissante qu'avec la gauche libérale, que M. Orban traite en ennemie.

Les liens du Jobbik avec Moscou n'ont cessé de se renforcer, selon l'analyse publiée, sous le

titre *The Russian Connection*, par le Political Capital Institute de Budapest. Moscou passe pour le principal mécène du parti de M. Vona, en vertu de ce que la « doctrine eurasiennne » de M. Poutine, exposée en 2011 dans le quotidien russe *Izvestia*, appelle les « moyens actifs » pour soutenir les partis « amis » dans toute l'Europe.

Dans son programme de 2010, le Jobbik soulignait l'importance des bonnes relations avec « une Russie toujours plus influente ». En mai 2013, lors d'une conférence à l'université Lomonosov de Moscou, M. Vona a présenté la Russie comme la gardienne de l'héritage européen, à la différence de l'UE qui ne ferait que le « trahir ».

En 2013 encore, durant la réunion, à Kaliningrad, du Groupe de travail interparlementaire entre la Russie et l'UE, le député européen du Jobbik, Bela Kovacs, a demandé à un sénateur russe s'il voyait « une possibilité, dans le futur, qu'un pays membre de l'Union européenne puisse débiter des négociations en vue d'adhérer à l'« union eurasiennne » ». Comme nombre de partis d'extrême droite, le Jobbik veut participer au Forum national russe prévu à Saint-Petersbourg, les 4 et 5 octobre. Les objectifs de cette vaste rencontre (1 500 invités) sont de définir une « nouvelle doctrine nationale pour la Russie et l'Europe » et de créer un « comité de coordination permanente ». En clair, un « Komintern » des nationalistes, de Dunkerque à Vladivostok.

La droite extrémiste hongroise aime M. Pou-

tine – de même que M. Orban admire l'homme fort de la Turquie, Recep Tayyip Erdogan. Elle s'est placée à son côté dans la controverse autour de l'Ukraine, comme elle l'avait fait, en 2008, lors du conflit armé entre la Russie et la Géorgie. L'annexion de la Crimée et la perspective d'une structure fédérale en Ukraine lui permettent de rêver à un sort comparable pour les territoires habités par des minorités magyares, séparés de la Hongrie par le traité de Trianon en 1920 après la première guerre mondiale.

Contrat nucléaire avec Moscou

Mais qu'en est-il du Fidesz, qui prône aussi de nouvelles alliances économiques avec l'Asie ? Avant de revenir au pouvoir, en 2010, M. Orban avait vu plusieurs fois M. Poutine. Les débuts furent difficiles : le dirigeant hongrois avait bâti sa légende sur le discours qu'il a prononcé en juin 1989 à Budapest pour exiger le départ des soldats soviétiques. « Puis Poutine a pris conscience qu'Orban pouvait être un allié très utile », affirme Peter Balazs, ancien représentant de la Hongrie à Bruxelles, qui fut ministre des affaires étrangères de 2009 à 2010.

En pleine montée des tensions en Ukraine, à la mi-janvier, M. Orban a signé un contrat de 10 milliards d'euros avec Moscou, pour augmenter la capacité de la centrale nucléaire de Paks. La Hongrie est le second pays de l'UE, après la Finlande, faire appel aux Russes dans le nucléaire civil. Mais, alors que le contrat finlandais a été

conclu avec une coopérative des futurs usagers industriels, celui passé entre la Finlande et la Russie constitue un véritable cheval de Troie introduit par Moscou dans la forteresse européenne.

La surprise vient de la précipitation de M. Orban, qui avait assuré qu'aucune décision ne serait prise avant les législatives. Le Jobbik a été seul à l'applaudir, et les détails ont été tenus secrets, jusqu'à ce que Moscou les publie, le 15 mars : les contribuables hongrois ont alors appris que les pénalités, en cas de retard dans le remboursement du crédit, seraient de 50 %. Aujourd'hui encore, les raisons de ce choix stratégique sont mystérieuses. S'agissait-il d'amadouer Moscou en vue d'obtenir de meilleurs tarifs pour le gaz russe ?

M. Balazs, qui négocia jadis l'adhésion de la Hongrie à l'UE, voit des motifs plus terre à terre : « La technologie nucléaire sera fournie par les Russes. Aux Hongrois, il restera le béton. Mais des quantités phénoménales de béton. » Or le roi du béton, en Hongrie, Lajos Simicska, patron de l'entreprise Közgep, est un ami de longue date de M. Orban. Si cette hypothèse est la bonne, elle jette une lumière sinistre : car le plus inquiétant, souligne un diplomate européen en poste à Budapest, est moins la percée électorale du Jobbik que « l'émergence, au sein de l'UE, d'un système oligarchique » semi-autoritaire – sur le modèle de la Russie de Vladimir Poutine. ■

stolz@lemonde.fr

MOSCOU PASSE POUR LE PRINCIPAL MÉCÈNE DU JOBBIK, LE PARTI D'EXTRÊME DROITE HONGROIS



Il est partout. De Valparaiso à Reykjavik. De Tirana à Tel-Aviv. En passant par Rio de Janeiro, Melbourne, Vladivostok, Shanghai, Montréal, Edimbourg, Istanbul, Le Caire, Athènes ou Stockholm...

Jules Verne proposait d'effectuer le tour du monde en 80 jours, désormais, n'importe quel lecteur peut entreprendre le même voyage, de son canapé, en 80 polars. Vous allez à Barcelone ? Les aventures de Pépé Carvalho écrites par Manuel Vazquez Montalban sont pour vous. Santiago ? Heredia, le privé de Ramon Diaz-Eterovic, sera un pilote parfait ? Washington ? Les livres de George Pelecanos vous conduiront dans des quartiers bien éloignés de la Maison Blanche. Pékin ? Partez sur les traces de l'inspecteur Chen, le héros de Qiu Xiaolang...

Avec les confidences exclusives de James Ellroy sur son nouveau « Quatuor de Los Angeles »...

« POLARS », un hors-série du Monde

100 pages - 7,90 € - chez votre marchand de journaux ou sur Lemonde.fr/boutique



PLANÈTE | CHRONIQUE

PAR STÉPHANE FOUCART

Le transmoustique

Pour tout écologiste qui se respecte, la dissémination massive d'animaux transgéniques dans l'environnement est, nécessairement, une sorte de cauchemar. Surtout si ces animaux sont minuscules et aériens, surtout si ce sont des insectes gracieux, insaisissables et piqueurs. Surtout si ce sont des moustiques.

Ce cauchemar est donc sur le point de devenir réalité. Le 10 avril, la commission de biosécurité brésilienne a rendu un avis favorable à la dispersion dans le milieu naturel d'une souche d'*Aedes aegypti* génétiquement modifiée, commercialisée par Oxitec, une petite société britannique.

Le principe est simple. Des mâles modifiés sont relâchés dans la nature en masse, où ils s'accouplent avec des femelles « sauvages » ; la descendance issue de ces accouplements est elle aussi porteuse du transgène, qui conditionne le développement des œufs à la présence de tétracycline. Ainsi, à défaut de pouvoir se développer dans un milieu chargé de cet antibiotique, les larves mourront sans donner d'adultes capables de piquer et de transmettre aux humains le virus de la dengue – maladie dont l'incidence est en très forte hausse au Brésil.

Aussitôt, plusieurs ONG écologistes se sont sans surprise insurgées contre la décision brésilienne. Les principales objections tiennent à l'efficacité de la technique et à l'éventualité que le transgène se diffuse. A la première, on peut répondre que de précédents tests, notamment à Grand Cayman, ont montré des réductions des populations de moustiques de l'ordre de 80 %. A la seconde, on peut répondre qu'un gène qui ne promet que la stérilité à ceux qui le portent n'a qu'une probabilité raisonnablement faible de succès...

En réalité, les réticences des associations écologistes sont incompréhensibles. Bien sûr, toute intervention sur l'environnement comporte des risques et la dissémination de moustiques transgéniques ne déroge pas à la règle.

Mais il y a une grave biais d'appréciation de ce risque à oublier que les Brésiliens cherchent déjà – et c'est assez naturel – à se protéger de la dengue. Et qu'ils le font en prenant, pour eux-mêmes et pour l'environnement, des risques infiniment supérieurs. L'utilisation massive d'insecticides organophosphorés, de carbamates, de pyréthrinoides, voire de DDT, produit déjà des effets mesurables sur les populations du Nordeste. Une étude épidémiologique publiée en 2012 dans la revue

Les réticences des associations écologistes sont incompréhensibles

International Journal of Andrology a notamment montré que les petits garçons naissaient dans cette région avec des taux de malformations génitales importants corrélés à l'usage, domestique ou non, d'insecticides qui, de surcroît, détruisent non seulement *Aedes aegypti*, mais aussi, indistinctement, toute l'entomofaune auxiliaire.

Une technologie qui permet de se passer de ces produits et qui, contrairement aux biotechnologies végétales, n'a pas comme corollaire la privatisation du vivant, devrait être applaudie par les défenseurs de l'environnement. Qu'elle ne le soit pas est un insondable mystère. ■

foucart@lemonde.fr

Le Monde

Les Unes du Monde

ACCÉDEZ À L'INTÉGRALITÉ DES « UNES » DU MONDE ET RECEVEZ CELLE DE VOTRE CHOIX ENCADRÉE

RENDEZ-VOUS SUR www.lemonde.fr/boutique

La carrière de celui qui a été réélu, le 17 avril, pour un quatrième mandat à la tête de l'Etat Algérien, est chaotique, à l'image de l'histoire du pays

ISABELLE MANDRAUD

L'image du président votant dans un fauteuil roulant, jeudi 17 avril, entouré des siens, de son frère Saïd Bouteflika, mais aussi de son jeune neveu, a renforcé ses opposants dans leur conviction que le régime algérien n'a pas un seul visage mais qu'il cherche désormais à imposer une « dynastie ». « *Maintenant, vous vous souviendrez qu'en arrivant au pouvoir en 1999 Bouteflika avait dit : "Je suis l'Algérie !"* », clamait au soir de l'élection présidentielle un ancien ministre, soutien d'Ali Benflis, le rival écarté, au milieu de ses partisans déçus.

De tous les présidents algériens, Abdelaziz Bouteflika, 77 ans, aura eu la plus grande longévité à la tête de la République algérienne démocratique et populaire. Cinquième chef de l'Etat depuis l'indépendance du pays en juillet 1962, il rempile aujourd'hui pour un quatrième mandat de cinq ans, avec cette fois un score de 81,5 % des voix, selon les résultats provisoires officiels annoncés vendredi 18 avril par le ministère de l'intérieur.

Né le 2 mars 1937 à Oujda, au Maroc, Abdelaziz Bouteflika, issu d'une fratrie de cinq frères, une sœur et trois demi-sœurs, rejoint à l'âge de 19 ans, en 1956, l'Armée de libération nationale (ALN), la branche armée du Front de libération nationale (FLN) organisée, pendant la guerre d'indépendance en zones de combat. La sienne, la wilaya 5, est la plus vaste, qui couvre tout l'Ouest du pays et sera commandée, en 1958, par un certain Houari Boumediene, dont il deviendra le secrétaire particulier. Des liens se forment au sein de ce que des historiens ont appelé le « clan d'Oujda », un groupe politico-militaire lié par leur appartenance à l'ouest du territoire et qui n'entend pas céder le pouvoir.

A peine la guerre finie, Abdelaziz Bouteflika devient, en 1962, député à l'Assemblée constituante puis, à l'âge de 25 ans, ministre de la jeunesse, des sports et du tourisme, ce qui en fait le plus jeune membre du gouvernement. Par la suite, il est nommé ministre des affaires étrangères, poste qu'il occupera seize années durant, à une époque où l'Algérie, à la tête des pays non alignés, se fait le porte-parole du tiers-monde. Il y acquiert une réputation de redoutable et habile interlocuteur. Il le prouve lors des négociations qu'il mène, dans un salon VIP de l'aéroport d'Alger, avec Illitch Ramirez Sanchez, dit Carlos, auteur de la prise d'otages des ministres de l'OPEP en 1975. Un câble de l'ambassadeur américain, en poste alors à Alger, évoque une gestion de la crise « efficace, détendue et cool ». La biographie officielle du président Bouteflika ne fait aucune mention de cette affaire.

La disparition, en 1978, de son protecteur, Houari Boumediene, signe la fin d'une période. Bouteflika sera peu à peu écarté du pouvoir, qu'il quitte en 1981. La Cour des comptes le poursuit pour malversation financière et détournement de fonds. Il s'exilera pendant six ans. Là encore, sa biographie officielle n'en dit mot, préférant indiquer qu'il « devient [dès 1978], la principale cible de la politique de "débou-médiatisation" et est contraint à un exil qui durera plus de six ans ». Une retraite forcée qu'il effectuera en grande partie en Suisse.

Abdelaziz Bouteflika revient en Algérie en 1987, alors que le pays est en proie à un vif mécontentement social. Des troubles éclatent, qui culminent le 5 octobre 1988, à Alger, avec des manifestations violemment réprimées qui feront plusieurs centaines de morts et déboucheront sur la proclamation, le 6 octobre, de l'état de siège.

Mouloud Hamrouche prépare une série de réformes qu'il mettra en œuvre après l'adoption d'une nouvelle Constitution, en devenant chef du gouvernement en septembre 1989. La voie s'ouvre à l'investissement, aux journaux privés et au multipartisme. Mais cette période de démocratisation sans précédent en Algérie tourne court. Face au raz-de-marée du Front islamique du salut (FIS) aux législatives du

26 octobre 1991, le processus électoral est interrompu. Bouteflika se tient prudemment en réserve. Il signe, avec cinq autres caciques du FLN, un texte qui s'inquiète du coût de la politique du premier ministre Hamrouche, mais refuse d'intégrer le Haut-Comité d'Etat, comme il décline la proposition qui lui est faite par les militaires d'accéder à la fonction de chef de l'Etat en 1994.

Moins de quatre ans plus tard cependant, en décembre 1998, il se présente en « indépendant » à l'élection présidentielle de 1999, tandis qu'à l'unanimité, le 16 décembre, le FLN le désigne comme son candidat. La veille du vote, six de ses

De tous les présidents algériens, il aura eu, à 77 ans, la plus grande longévité à la tête de l'Etat

rivaux, dont Mouloud Hamrouche et Hocine Aït Ahmed, l'opposant historique du Front des forces socialistes (FFS), décident de se retirer de la course contre un candidat « téléguider par les militaires ». Bouteflika succède alors au général Liamine Zéroual.

Son premier mandat est marqué par le retour à la « paix civile », dont il a fait sa priorité, après des années sanglantes de guerre civile qui ont opposé les groupes armés islamistes à l'armée. Un projet de loi de « concorde nationale » est présenté dès le mois de juin qui pose le principe de l'amnistie pour les islamistes, à l'exception de ceux qui ont commis des crimes de sang. Le 5 juillet, jour de la fête nationale, 5 000 prisonniers islamistes, sur les 20 000 empri-

sonnés selon les estimations d'organisations humanitaires, sont libérés. Le projet est soumis à un référendum le 16 septembre. En cas d'échec, « je rentrerai chez moi », prévient le chef de l'Etat. Le texte est approuvé à plus de 98 % des suffrages. Cette réconciliation imposée aux Algériens sera suivie en 2004 d'un nouveau référendum, approuvé par 80 % des voix.

C'est dans le cadre de cette politique, alors qu'il prononce, en septembre 1999, un discours sur la concorde nationale à Tizi Ouzou, que Bouteflika se heurte aux Kabyles réclamant la reconnaissance de la langue amazigh. Des émeutes éclatent en 2001. Baptisées « printemps noir », elles feront plus d'une centaine de victimes.

Avec la France, les relations commencent très mal. A peine son élection validée le 15 avril 1999, le ministère des affaires étrangères français publie un communiqué dans lequel la France se dit « préoccupée » par les circonstances de la présidentielle après le retrait, à la veille du scrutin, de six candidats qui entendaient ainsi dénoncer des « fraudes ». Déjà.

Un an et quelques rencontres bilatérales de réconciliation plus tard, Abdelaziz Bouteflika effectue une visite officielle en France. La première d'un chef d'Etat algérien depuis... dix-sept ans. La seule aussi qu'il fera en quinze ans de pouvoir.

En 2000, devant l'Assemblée nationale française, le président algérien salue des « retrouvailles ». Mêlant Descartes et le Coran, il célèbre une nouvelle ère dans laquelle, souligne-t-il, « les Etats ne peuvent plus se comporter en nouveaux Léviathan et se transformer en machines à écraser l'homme ». La guerre des mémoires sur le

passé rebondira cependant sans cesse des deux côtés de la Méditerranée. Après Jacques Chirac en 2002, puis Nicolas Sarkozy en 2007, Abdelaziz Bouteflika reçoit « son » troisième président français, François Hollande, en décembre 2012, dans une région chamboulée deux ans auparavant.

Tout autour de l'Algérie, les régimes arabes ont vacillé puis chuté. Au début du mois de janvier 2011, la rue algérienne paraît elle aussi s'agiter, des manifestants crient « *Système dégage !* », cinq jeunes meurent dans des émeutes... Puis tout s'arrête. Alger a ouvert grand les vannes de la rente pétrolière. Des milliards de dinars sont distribués pour apaiser les tensions. Enseignants, policiers, cheminots, greffiers : les augmentations de salaire pleuvent. Les jeunes bénéficient d'un nouveau système d'aide publique leur permettant, sous forme d'emprunt à fonds perdus, de financer un projet : qui un camion réfrigéré, qui un comptoir à pizzas. Efficace, ce filet social a un coût : 8,2 milliards de dinars (75 millions d'euros) de dépenses publiques inscrites dans la loi de finances complémentaire. En Algérie, les hydrocarbures, 98 % des exportations du pays, servent de rempart au régime.

De plus en plus d'experts, cependant, sonnent l'alarme sur cette rente, dont ils prédisent le déclin à moyen terme. La prise d'otages sanglante par un groupe djihadiste sur le site gazier de Tingantourine, dans le Sud algérien, en janvier 2013, au cours de laquelle ont péri 39 étrangers, a ajouté à la fragilisation de l'image d'un secteur tout-puissant. Jamais jusqu'alors, même pendant la « décennie noire » des années

1990-2000, le cœur économique de l'Algérie n'avait été attaqué.

« *Malgré des réalisations indéniables, malgré des montants colossaux d'investissements publics et des transferts sociaux généreux mais mal ciblés, rien n'arrive à réduire le fossé créé entre l'Etat et le citoyen, ni à rétablir une confiance rompue de longue date* », écrit un think tank indépendant algérien. Cette confiance rompue entre les gouvernants et la société se nourrit des scandales de corruption qui finissent par atteindre les proches du président, à travers l'ancien ministre de l'énergie Chakib Khelil, impliqué dans une affaire de pots-de-vin.

C'est dans ce contexte que le quatrième mandat de Bouteflika se profile, doublé d'un phénomène étrange. Le président disparaît de plus en plus de la scène. A dire vrai, l'Algérie s'est habituée à la présence à l'éclipses de son dirigeant. En 2005, l'hospitalisation à Paris d'Abdelaziz Bouteflika pour un « *ulcère hémorragique* » nourrit des spéculations sur son état de santé. En 2010, pendant plus de huit mois, il ne préside pas un seul conseil des ministres. Il reçoit, beaucoup. Mais ses déplacements se font de plus en plus rares. Ses discours aussi.

Son état de santé s'aggrave subitement en avril 2013. Victime d'un accident vasculaire cérébral qui le contraint à se faire soigner en France et à rester éloigné de l'Algérie durant quatre-vingts jours, le chef de l'Etat ne lâche rien. Mais délègue tout, l'annonce de sa candidature, puis sa campagne. Rien ne l'en empêche. En 2008, la révision de la Constitution a permis de faire sauter le verrou de deux mandats présidentiels. Beaucoup pensaient alors que le troisième serait le dernier. ■



Bouteflika président à éclipses



L'AIR DU TEMPS | CHRONIQUE

PAR FLORENCE AUBENAS

Le « Madoff berrichon », un enfant du pays

Dans le canton de Pleumartin, dans la Vienne, Michel Boireau n'a pas la réputation d'un homme riche. Aucun signe ne montre l'argent chez lui, peu d'excès, pas de luxe, mais il a l'autorité et l'assurance de ceux qui ne craignent pas l'avenir.

Michel Boireau pense qu'on devait même le trouver dur, parfois, dans sa manière de faire passer sa ferme avant tout, son habileté comme administrateur à la laiterie, ses économies arrachées sou à sou à force de travail. Mais il faut bien constater que, parti de rien – et même de moins que rien à cause d'un lourd emprunt –, Boireau en était arrivé à presque 60 hectares de terre et plus de 50 vaches. En 2013, pour ses 55 ans, il se dit : « Et pourquoi tu ne vendrais pas tes bêtes ? »

Il avait déjà eu ce même sentiment au moment de « sa folie », une BMW pour remplacer sa vieille Renault, quelques années plus tôt. Et maintenant il ose y penser : pourquoi ne vivrait-il pas un peu ? Il ne touchera pas à son capital, bien sûr, pour ne pas léser les enfants, mais juste aux intérêts qui le conduiront jusqu'à la retraite. Michel Boireau a tout calculé, sans rien dévoiler : ces choses-là ne se disent pas.

Son plan s'appelle Roland Bernard, courtier en assurances à Néons-sur-Creuse, un enfant du pays, ami de trente ans, de cette génération qui a ramassé les topinambours après l'école pour engraisser les bêtes. Bernard aussi travaille dur, le dernier peut-être à faire le tour des fermes, comme les démarcheurs d'autrefois, moissonnant ses connaissances comme d'autres leur lopin. Il sait glisser un nom connu, laissant entendre qu'il s'est élevé au niveau des meilleurs. Si les placements rapportent plutôt de 2 % à 4 %, Bernard garantit de 6 % à 8 %. Et, quand quelqu'un s'inquiète de se voir réclamer des chèques en blanc, il coupe court, posément. « Je n'ai pas envie qu'on se mette mal. Si tu veux, reprends ton argent. »

Michel Boireau vient de vendre ses bêtes et de tout placer chez le courtier quand la lettre lui arrive. Bernard demande pardon pour sa trahison, mais avoue que l'argent a disparu. A ce stade de l'enquête, 8 millions d'euros auraient été escroqués à une centaine de personnes, entre 2010 et 2013 surtout. Depuis, Bernard est surtout connu sous le nom du « Madoff berrichon », à ne pas confondre avec le « Madoff du Var » ou la « Madoff en jupon », une Tourangelle.

En France, ils sont sept ou huit du même genre, spécialistes en cavalerie, avec cette bizarrerie d'être montés en puissance au plus fort de la crise financière et bien après l'affaire Madoff, le vrai, celui des 50 milliards de dollars à Manhattan en 2008. « Ils en sont plutôt la conséquence : profitant de la défiance envers les banques, les épargnants se réfugient dans l'affectif », explique Nicolas Lecoq-Vallon, avocat spécialisé. Les victimes de Bernard, réunies en association, lui ont confié le dossier.

Dans le chapelet des villages entre les bois et les champs, les gens parlent de sortir les fusils quand le dossier éclate en 2014. Voilà quelques jours, pour une réunion des victimes à Pleumartin, la dépression a tout envahi. Chacun attend sans oser se regarder, « comme si on souffrait d'une maladie honteuse », dit Hubert Delagebeaudeuf. « Cela me rappelle la radiothérapie pour ma prostate. » Annick et lui avaient l'habitude de « tout mettre sur des livrets à La Poste, pas ravis, mais que faire d'autre ? ».

« Du sûr à 100 % »

Dans les années 2000, quand Bernard s'installe à son compte, il leur propose des placements « réservés aux professionnels et aux privilégiés ». Annick a l'impression d'entrer « dans le secret des dieux ». Enfin... D'héritage en épargne, ils mettent 150 000 euros chez le courtier, « pour ne pas embêter [leur] fille au moment de la maison de retraite ».

Parmi les victimes, ils sont les seuls, ou presque, à donner publiquement des sommes perdues. « Qu'est-ce qu'il y a de plus personnel que son argent ? », dit un autre. « Ce sont les sous, la

sueur, les économies sur tout, y compris la nourriture. »

C'est Régis Bailly qui préside l'association, tout naturellement. Bailly est à la fois un ancien flic, un des escroqués et un des meilleurs amis du courtier, élevés ensemble au Breuil, quatre fermes sur le dos d'un coteau.

Durant toutes ces années, ils ne se sont jamais disputés, sauf le jour où le courtier a fait acheter au policier des actions Faurecia, « du sûr à 200 % ». Le taux s'est effondré. « Pas de panique, on se rattrape sur le reste », a soutenu Bernard. Et, pour ne pas perdre la face, il a remboursé au prix fort ceux qui lui ont réclamé la mise.

Comme policier, Bailly aimait interroger les escrocs, des gens séduisants, d'un bon niveau, autre chose que les gamins qui vous taillaient pour un portable. Il dit : « Aujourd'hui, c'est différent. »

A la réunion de Pleumartin, un homme lève la main quand le prix de la cotisation est fixé à 50 euros : « Je ne peux pas mettre plus que 10. » Dans les yeux de l'homme, chacun voit qu'il dit vrai. Quelqu'un soupire. « Si je retrouve l'argent, je l'enterre dans le jardin. » Un autre regarde Michel Boireau qui a vendu ses vaches, et n'ose pas lui demander s'il lui arrive, à lui aussi, de pleurer seul à la table de sa ferme. Boireau pense plutôt qu'on rit de lui. « A la banque, on me disait Monsieur. Maintenant, qui je suis ? »

Selon l'enquête, le courtier serait surendetté. Il est interdit bancaire jusqu'en 2019. ■

aubenas@lemonde.fr

Raillé sur le Web, Snowden nie « être le pion du Kremlin »

Un invité surprise a été convié à l'interview de Vladimir Poutine diffusée en direct sur toutes les télévisions publiques russes, jeudi 17 avril. Au milieu des quatre heures de questions-réponses policées, l'une des présentatrices a annoncé la diffusion d'« un message vidéo inattendu, sensationnel », d'un homme à l'origine d'une « révolution ».

C'est le visage d'Edward Snowden qui est apparu à l'écran, nouveau pied de nez de celui qui a dénoncé les pratiques de l'Agence nationale de sécurité américaine (NSA). Mais c'est à propos de la surveillance des communications en Russie que l'ex-consultant de la NSA a très timidement interrogé le président russe.

« Est-ce que la Russie intercepte, stocke ou analyse les communications de millions d'individus ? », a demandé M. Snowden. « Pensez-vous que l'accroissement de l'efficacité des services de renseignement peut justifier de placer la société tout entière plutôt que des individus sous surveillance ? »

Vladimir Poutine, après avoir rappelé leur appartenance commune à un service de renseignement, a assuré que les services russes ne pratiquaient pas la surveillance de masse. « J'espère vraiment qu'on ne l'autorisera jamais, a assuré le chef du Kremlin. Nous n'avons pas les mêmes moyens techniques et financiers que les États-Unis. Mais, le plus important, c'est que nos services spéciaux, Dieu merci !, sont sous le contrôle strict de l'Etat, de la société, et de la loi. »

Cet échange a été instantanément raillé par les détracteurs de M. Snowden, sur les réseaux sociaux et dans la presse américaine. « Snowden fait le jeu du Kremlin », a estimé Stewart Baker,

ancien directeur juridique de la NSA. Selon lui, la question posée par Snowden avait été « servie sur commande et arrangée au préalable ». « Snowden doit comprendre qu'il a été utilisé comme un pion par le président russe. Le fait qu'il associe son nom à la propagande de Poutine est éloquent », a critiqué, de son côté, Michael Hayden, fervent défenseur de la NSA, dont il était le directeur de 1999 à 2005.

« Lever un tabou »

Tous n'ont pas été aussi critiques. Andreï Soldatov, journaliste spécialiste de la surveillance numérique en Russie qui n'a pas toujours été tendre avec l'Américain, a salué la question d'Edward Snowden : « Sa question est une bonne chose : cela permet de commencer un débat sur la surveillance en Russie. »

C'est ainsi qu'Edward Snowden s'est défendu, dans une tribune publiée vendredi sur le site du Guardian. « Je regrette que ma question ait mal été interprétée », écrit Snowden, niant toute « allégeance » au régime russe. Il explique ainsi avoir saisi « une opportunité rare de lever un tabou concernant la surveillance » en Russie. Avec l'espoir qu'un débat naisse des dénégations télévisées de Poutine.

Certains observateurs ne manquaient pas de souligner que la contradiction pouvait d'ores et déjà être apportée au dirigeant russe. Le système de surveillance russe d'Internet SORM, dont le Guardian révélait qu'il a été déployé lors des Jeux olympiques de Sotchi, est bel et bien capable de faire ce que Snowden s'emploie à dénoncer : la surveillance large et indiscriminée des communications de centaines de milliers de citoyens. ■

MARTIN UNTERSINGER

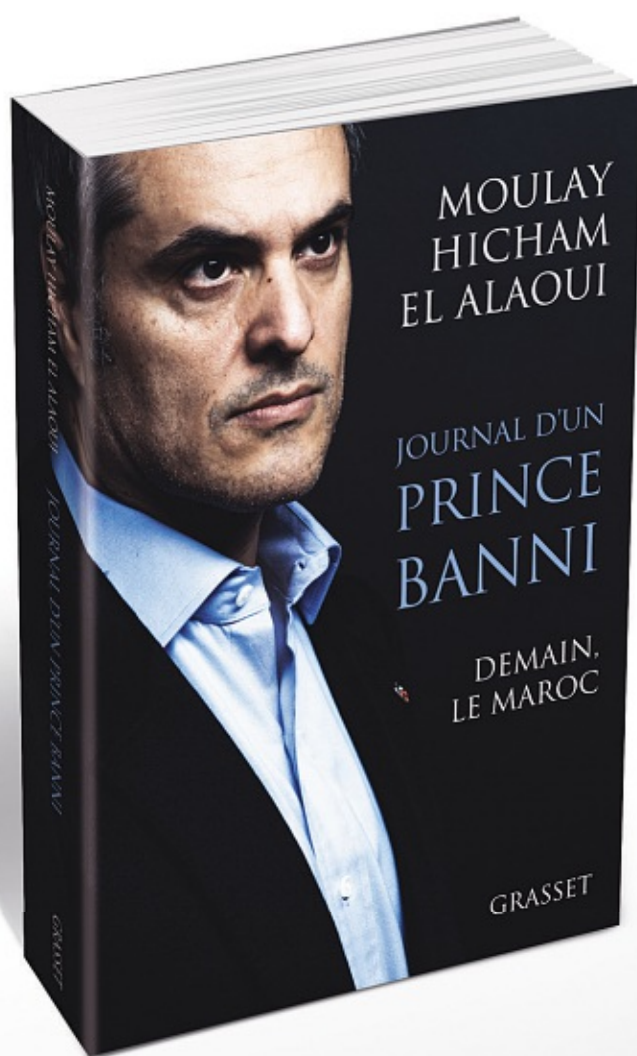
« LE DEVOIR D'UN PRINCE C'EST DE SE TAIRE. J'AI CHOISI DE PARLER. »

Moulay Hicham el Alaoui

« Un document exceptionnel : Moulay Hicham nous livre l'histoire intime et douloureuse de la monarchie vue de l'intérieur. »
Sara Daniel, Le nouvel Observateur

« Moulay Hicham dénonce la toute puissance de la cour marocaine. »
Isabelle Mandraud, Le Monde

« Au-delà de sa dimension politique évidente, le livre est passionnant. »
Pierre Haski, Rue 89

DANS TOUTES LES LISTES
DE MEILLEURES VENTES

Grasset

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directrice du « Monde », membre du directoire, directrice des rédactions Natalie Nougayrède
Directeur délégué des rédactions Vincent Giret
Directeur adjoint des rédactions Michel Guerrin
Directeurs éditoriaux Gérard Courtois, Alain Frachon, Sylvie Kauffmann
Rédacteurs en chef Arnaud Leparmentier, Cécile Prieur, Nabil Wakim
Rédactrice en chef « M Le magazine du Monde » Marie-Pierre Lannelongue
Rédactrice en chef « édition abonnés » du Monde.fr Françoise Tovo
Rédacteurs en chef adjoints François Bougon, Vincent Fagot, Nathaniel Herzberg, Damien Leloup
Chefs de service Christophe Châtelot (International), Luc Bronner (France), Virginie Malingre (Economie), Auréliano Tonet (Culture)
Rédacteurs en chef « développement éditorial » Julien Laroche-Joubert (Innovations Web), Didier Pourquery (Diversifications, Événements, Partenariats)
Chef d'édition Christian Massol
Directeur artistique Aris Papathéodorou
Photographie Nicolas Jimenez
Infographie Eric Béziat
Médiateur Pascal Gallinier
Secrétaire générale du groupe Catherine Joly
Secrétaire générale de la rédaction Christine Laget
Conseil de surveillance Pierre Bergé, président, Gilles van Kote, vice-président